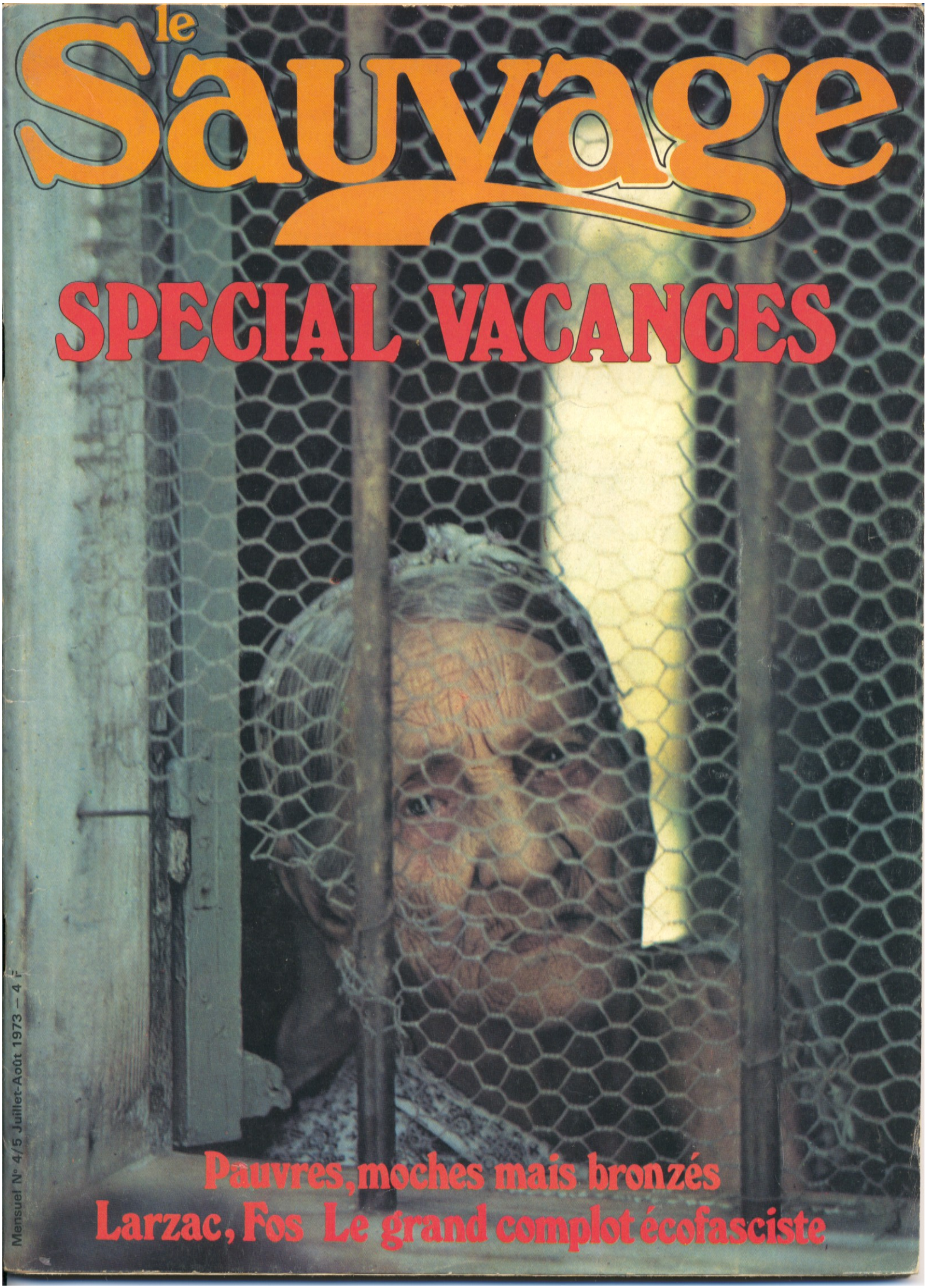
le Sauvage

SPECIAL VACANCES



Pauvres, moches mais bronzés

Larzac, Fos Le grand complot écofasciste

Mensuel N° 4/5 Juillet-Août 1973 — 4 F

Loin du prêche trompeur sur le retour à l'état de nature,
loin des mythes évangéliques du bon berger, du potier, du vannier heureux...

L'analyse des insolubles contradictions du capitalisme,
de ses incantations sur l'environnement,
de ses imprécations contre les pollueurs et la pollution, de sa célébration des fleuves, de la mer et des forêts...

Et, dans le même temps, de ses subventions et largesses aux assassins de la terre, de l'air et de l'eau.

Contre le capitalisme sauvage qui partout et toujours transforme le progrès en cauchemar

le Sauvage

MENSUEL EN VENTE DANS TOUS LES KIOSQUES.

le Sauvage

ON NE VOUS LE FAIT PAS DIRE...
Courrier des lecteurs, pages 6 et 75

ÉDITORIAL : **CELA S'APPELLE LES VACANCES,** page 7

SPÉCIAL VACANCES : **AILLEURS LE CIEL EST PLUS BLEU**
Ceux qui ne peuvent pas partir, *par Jean-Pierre Sergent,* page 8

SPÉCIAL VACANCES : **DES BRANCARDS POUR L'ÉTÉ**
Allergie du mois d'août ou allergie au mois d'août ? *par Norbert Bensaïd,* page 13

SPÉCIAL VACANCES : **PAUVRES, MOCHES, MAIS BRONZÉS**
Le piège des marchands de beauté, *par Dominique Pons,* page 17

ÉCOACTUALITÉS, pages 21, 36 et 37

SPÉCIAL VACANCES : **GUIDE ANTITOURISTIQUE DE LA CÔTE D'AZUR**
De Cannes à Menton, les six derniers scandales, *par Camille Bartoli,* page 22

SPÉCIAL VACANCES : **ATTENTION, PLAGISTE PRIVÉ !**
Les chiens de garde de la bourgeoisie, *par Frédérique Lebelley,* page 28

BANDE DESSINÉE : **LE BOLOT OCCIDENTAL,** *par Claire Bretécher,* pages 30 et 60

SONDAGE : **PARIS POURRI**
Une enquête de la SOFRES, *commentée par Guy Sitbon,* page 32

LE DOCUMENT DU SAUVAGE : **LARZAC-FOS**
Des photographes témoignent et accusent, page 38

ATOME : **UN ANTI-MURUROA : LE VRAI MODÈLE SUÉDOIS**
Une leçon de démocratie, *par France de Nicolaÿ,* page 49

POINT CHAUD : **LES ALLEMANDS NE MARCHENT PLUS AU PAS**
Contre les mandarins, les pollués jouent et gagnent, *par Léo Stiltskin,* page 52

POINT CHAUD : **DU VRAI PLOMB DANS L'AILE**
Saturnisme, capitalisme, syndicalisme, *par Jean-Pierre Gibiat,* page 54

GUIDE ÉCOPRATIQUE
Fiche-poison : La viande, page 62 - Le végétarisme, page 64 - Ecolivres, page 68 - Ecodisques, page 73

ALTERNATIVE : **LE GRAND COMPLOT ÉCOFASCISTE**
Les ruses de guerre de la grande bourgeoisie internationale, *par Michel Bosquet,* page 76

Encarts publicitaires, pages 3-4, 85-86

COUVERTURE : photo de J.-P. Durand/Atlas



CONTRE LES SNOBS

J'ai trouvé excellent le troisième numéro du *Sauvage*, mais je voudrais attirer votre attention sur un point particulier : le problème des poisons dans l'alimentation.

Il ne faut tout de même pas trop enfler le problème. A vous écouter, il ne faudrait plus rien manger d'autre, pour ne pas être malade, que ce qui sort des rares boutiques écologiques. Dans cette optique, seules quelques personnes favorisées pourraient se permettre de manger sainement. Cette manière de résoudre les problèmes aboutirait, non pas à favoriser une révolution écologique, mais (et ce serait vraiment triste) à un snobisme écologique qui serait le privilège de quelques initiés. N'encouragez pas une récupération trop facile qui transformerait le mouvement écologique en une simple mode.

CHRISTIAN DELAMORINIÈRE,
Marseille

Beaucoup de lecteurs nous demandent des conseils pratiques, des alternatives écologiques. Nous ne pouvons signaler que ce qui existe — même si c'est trop cher et trop marginal. Mais il est bien évident que, pour nous, ce n'est pas la solution idéale — laquelle relève d'une prise de conscience politique *des problèmes de consommation.*

ECOLOGIE POLITIQUE

Il reste maintenant au *Sauvage* à contribuer à assainir nos esprits pollués en même temps que notre environnement, composant de notre culture. En d'autres termes, il faut rétablir les équilibres naturels, retrouver les éléments de la qualité de la vie comme objectif de la vie sociale.

Quand l'économie tiendra-t-elle compte de l'optimum fondamental : le bien-être dans un monde en incessante reconstruction ? Finalement, quand l'économie politique deviendra-t-elle « *l'écologie politique* » ? Question de moyens ou question de pouvoir ?

CHRISTIAN ROUX,
Lyon

Michel Bosquet répond à toutes vos questions dans ce numéro.

EGOISME DE NANTIS ?

Le Sauvage ne parle guère jusqu'ici, me semble-t-il, des pays du tiers-monde, de la misère qui y règne, des devoirs d'assistance des pays les plus riches et des obstacles supplémentaires à leur développement qui peuvent surgir des contraintes « écologiques ». Ce silence n'a rien de choquant dans la mesure où trois numéros seulement sont parus jusqu'ici.

Il me paraît néanmoins souhaitable que vous abordiez au fond cette question sans trop tarder. Je me demande d'ailleurs si cela ne vous conduira pas à nuancer certaines de vos positions actuelles. Pour le moment, la lecture de votre revue pourrait donner à penser qu'elle est inspirée par un prodigieux et scandaleux égoïsme de peuple nanti qui, constatant que le « bonheur marginal » que lui apporte la croissance est de plus en plus faible alors que les nuisances continuent de croître, déciderait purement et simplement de bloquer tout développement sur la planète. Dussent les plus pauvres en crever.

Je ne pense pas que ce soit le cas, aussi je suis persuadé qu'une réflexion sur ce thème serait très fructueuse pour vous et surtout pour vos lecteurs.

PAUL RESSERVE,
Paris

Avez-vous bien lu Le Sauvage, *car, dans le numéro 1, vous trouvez un article d'Ikonikoff sur le tiers-monde, dans le numéro 2, un éco-actualité sur la sécheresse qui sévit actuellement en Afrique, et dans le numéro 3, l'article de Michel Bosquet sur le livre de René Dumont...*

LA BOURGEOISIE PENALISEE

Nous avons constitué un groupe d'abstention de consommation qui compte déjà vingt membres et ne cesse de s'agrandir pour pénaliser le capitalisme fasciste français. Voici comment nous procédons : depuis quelques mois, nous n'achetons que des produits étrangers, y compris ceux de grande consommation, tels que beurre, fromage, voitures, etc., que nous exigeons d'origine hollandaise, danoise, etc. A partir de cette semaine, nous avons mis dans notre liste le vin et le sucre, pour pénaliser notre bourgeoisie pour l'expulsion d'un ouvrier tunisien et d'un prêtre suisse. Nous serons contents d'avoir pénalisé la bourgeoisie française, vers la fin de cette année, de près de 40 millions de francs.

Nous nous abstenons même de tenir notre argent dans les banques de la bourgeoisie. Nous sommes tous des militants de gauche ou chrétiens et c'est la première fois qu'ayant fait la découverte de l'abstention de la consommation comme arme politique, nous avons perdu le sentiment de frustration impuissante pour ressentir le sentiment d'un immense pouvoir.

Que d'autres groupes comme le nôtre se forment partout pour qu'il nous soit possible de mettre la bourgeoisie à quatre pattes.

Etant un fonctionnaire au ministère de l'Equipement, je m'excuse de ne pas signer ces lignes car je répète : nous sommes dans un pays fasciste.

ANONYME

L'ART DU SABOTAGE

Le Sauvage est manifestement lu par beaucoup de cadres, dont la majorité n'est pas prête à « *drop-out* ». Certains font un travail utile, au moins dans le court terme (R.A.T.P., S.N.C.F., etc.). Mais bien d'autres, aux activités plus douteuses (multiplication des voitures, des autoroutes, des tours, des centrales nucléaires — diffusion des pesticides — déménagement du territoire...), se posent sûrement des questions et commencent, peut-être, à freiner ou même à saboter : manque de zèle, dossiers égarés ou mal transmis, prévisions pessimistes destinées à décourager ses supérieurs d'entreprendre quelque folie, des « faut-il vraiment se battre avec la population pour lui imposer notre autoroute ? »...

Il serait intéressant que les lecteurs qui ont des comportements de ce genre communiquent leurs exemples.

PIERRE SAMUEL,
Villeneuve-Saint-Georges

Suite page 75

COMITÉ DE DIRECTION : Jean Daniel, Jacques Deshayes, Hector de Galard, Alain Hervé, Claude Perdriel, Philippe Viannay. DIRECTION : Directeur Général : Jean Daniel. RÉDACTION : Directeur de la Rédaction : Claude Perdriel. Rédacteur en chef : Alain Hervé. Rédacteur en chef adjoint : Pierre Ajame. Direction artistique : Catherine Pompanon, assistée de Michel Carlier. Secrétariat de rédaction : Christine Kamieniak-Fassina, Brice Lalonde. Assistante de la rédaction : France de Nicolaÿ. Droits de reproduction : Ruth Valentini. ADMINISTRATION : Fabrication : Bernard Le Roy; Guy-Edmond Mabilais. Promotion, Ventes, Abonnements : Bernard Villeneuve assisté de Jeanne Baraduc. Publicité : Lorraine de Moustier, Eva Binder.
Titre de la publication : LE SAUVAGE. Sous-titre : Le Nouvel Observateur - Ecologie. Adresse : 11, rue d'Aboukir - Paris-2e. Téléphone : 887-52-00. Périodicité : Mensuel. Directeur de la publication : Claude Perdriel. S.A. L'OBS. C.C.P. Paris 3 143-54. R.C. Seine 71 B 658. Vente au numéro : France 4 F. Algérie 4 din. Maroc 4 dir. Tunisie 400 millimes. Belgique-Luxembourg 40 FB. Suisse 3,50 FS. Canada 1,25 $. Imprimerie : Montsouris, 175, rue de Paris, 91300-Massy. Composition : Typo-Elysées, 91, avenue des Champs-Elysées, 75008-Paris. Copyright 1973 « Le Nouvel Observateur - Le Sauvage ». Publicité générale : 11, rue d'Aboukir, 75002-Paris - Tél. : 887-52-00. Abonnements : 11, rue d'Aboukir, 75002-Paris : 1 an : 43 F. Etranger : 53 F. Etudiant : 35 F. Diffusion : N.M.P.P. Commission Paritaire N° 54.071.

CELA S'APPELLE LES VACANCES

Pendant deux mois, les Français, heureux bénéficiaires de notre expansion, citoyens à part entière de la France riche, vont se répartir en trois modes de vie bien différents.

Les premiers – dix millions à peu près, pour la plupart agriculteurs, ouvriers agricoles, petits patrons et gens du troisième âge, ne vivant pas en ville, vivant à la campagne ou dans les communes de moins de 2 000 habitants, vont rester chez eux, par manque d'argent, bien sûr. Mais quand on leur pose la question, comme l'indique un sondage paru dans *Le Monde* en 1972, ils en sont plutôt contents. Comment ? Ils ne souffrent pas de leur manque de vacances ? Eh bien non, pas tellement ; moins agressés par notre société, moins soumis à la consommation forcée, ils se trouvent plutôt bien là où ils sont. Manque de chance, il s'agit aussi d'une couche sociale que l'État et la société industrielle condamnent à disparaître. Tant pis pour eux s'ils sont moins malheureux. A force de les affamer, ils finiront bien par rentrer dans le rang, je veux dire en ville.

Le deuxième groupe, ce sont les laissés pour compte de l'expansion, huit à dix millions de travailleurs et leurs familles, vivant dans les villes, souffrant de toutes les agressions de la société industrielle. Ceux-là ont de plus l'avantage incomparable d'être soumis à toutes les sollicitations de la consommation : « prenez un charter pour Rio : 3 200 francs seulement », « le soleil au Maroc ou en Grèce : 1 400 francs seulement », mais avec un salaire inférieur à 1 100 francs par mois, pour cinquante heures de travail, Rio de Janeiro, même à 3 200 francs, avec les enfants, cela fait cher. Alors pour ces dix millions de Français, mal logés, mal nourris, qui réussissent la performance remarquable de survivre, pas question de partir... Comme l'année dernière, comme il y a deux ans, leurs enfants resteront à jouer dans la rue ; avec un peu de chance, ils auront une idée de la mer grâce au cinéma et aux affiches du quartier. Heureusement, à Cannes ou à Saint-Tropez, les yachts sont de plus en plus nombreux, de plus en plus gros : on ne peut tout de même pas tout faire !

Reste les autres, les « riches », ceux qui profitent du monde merveilleux des dépliants. Evidemment, en quinze ans de gaullisme, ce sont pratiquement toujours les mêmes (46 % des Français au lieu de 41 %) mais, au moins, ils partent en vacances.

Mais ces vacances, de quoi sont-elles faites ?

De la nécessité de rompre avec une vie chaque jour plus insupportable. Où la peur règne, écrasante. Peur de perdre son travail, ses amis, peur de se retrouver seul. Tout ce qui est la vie, la famille, l'amitié, l'amour le quartier familier, la sécurité, nous est retiré chaque jour. Alors, en France comme ailleurs, nous recherchons ce qui nous manque pendant l'année, sans savoir si cela nous rendra heureux. Bref, il ne s'agit pas de vacances pour trouver le bonheur mais pour fuir l'insupportable. C'est le piège : on rêve de *westerns*, et l'on se retrouve, rassuré, sécurisé, dans les campings pour y rencontrer ces « autres » qui nous sont si nécessaires. Privés de fête, privés de joie, récupérés par les marchands de vacances qui mènent bien leur affaire et nous entassent pêle-mêle : la rentabilité est assurée, tout va bien...

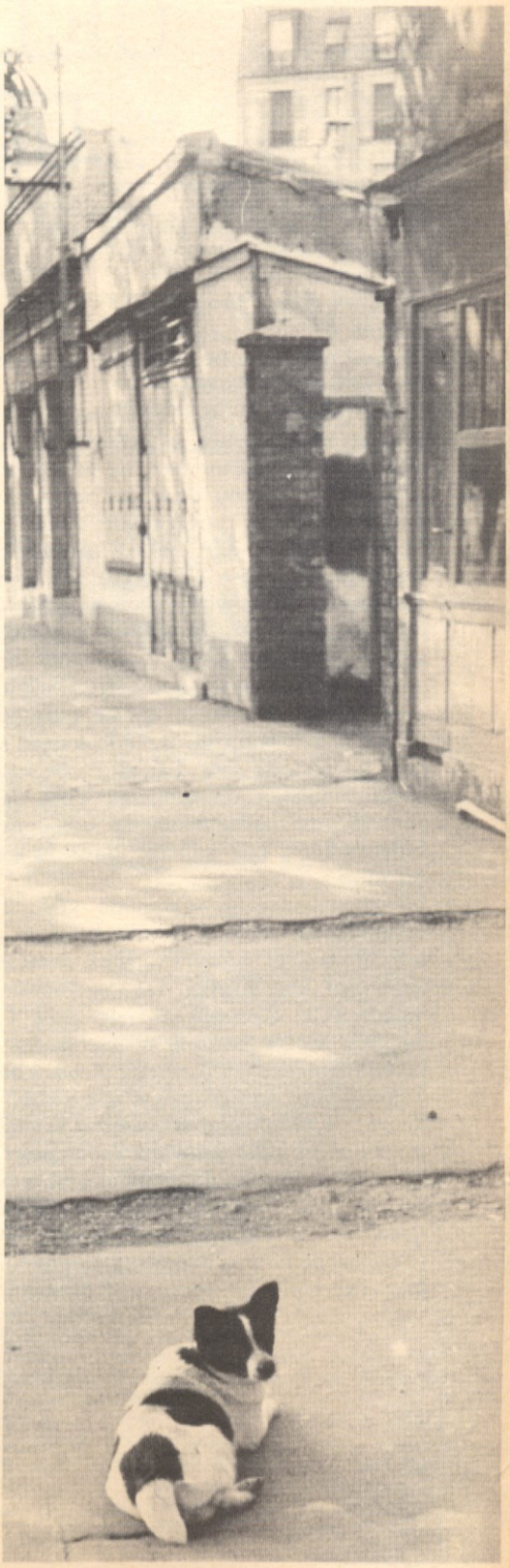
Prenez des vacances, vous en avez besoin. Mais vous serez frustrés, et vous le savez déjà. Rien de ce qui est promis n'est donné. Notre société est de plus en plus hermétique, oppressante. Elle le restera jusqu'au jour où, ensemble, nous ferons sauter le couvercle.

Le Sauvage.

Spécial Automobile : le numéro 6 du *Sauvage* paraîtra le 20 septembre prochain

AILLEURS LE CIEL EST PLUS BLEU...

La moitié des Français ne partent jamais en vacances. Ne pas *vouloir* partir reflète une attitude volontaire, un refus fondé sur un libre choix. Mais ne pas *pouvoir* partir est une aliénation supplémentaire. Or la société française est ainsi faite qu'elle prive de vacances quelque vingt millions de travailleurs, de femmes et d'enfants. Au nom de quoi ? Au nom d'une «morale» capitaliste qui divise le monde en trois : les marchands, les clients et les insolvables — ces derniers payant pour les autres.



Ils ne vous promettent pas la lune, mais ils vous garantissent le soleil. Là où vous irez avec eux, la mer est plus bleue, l'air est plus limpide. Là-bas, le temps, magiquement suspendu, n'égrènera que des instants de pur bonheur. Soleil. Mer. Fini le travail. Soleil. Mer. Oubliés les soucis de la vie quotidienne. Partir. Fuir... Dans les couloirs du métro, sur les murs de la ville, aux flancs des autobus, entre les pages des magazines, un seul kaléidoscope d'images identiques. Devant la même mer bleue, sous le même soleil ardent, de trop semblables jeunes femmes hâlées à demi nues invitent au même destin estival : partir en vacances. Chaque année, le matraquage publicitaire s'intensifie. Son unique objectif : créer l'obsession des vacances. Persuader un public de plus en plus nombreux qu'il ne saurait survivre sans ces trois ou quatre semaines de farniente qui sont censées racheter, compenser, effacer onze mois de labeur.

Mais, si pleine de séduction soit-elle, la force de persuasion des publicitaires a un ennemi redoutable : la force de dissuasion du porte-monnaie à plat. Les Français veulent bien partir en vacances, mais plus de la moitié ne le peuvent pas.

Cela fera bientôt quarante ans que M. et M^me^ Rollin, anciens ouvriers de l'industrie chimique retraités à Ecouen, n'en ont pas pris.

« A cause surtout de la maison qu'il fallait achever de payer et de construire, explique le mari. Travailler à finir notre pavillon, cela a été toutes mes vacances pendant un tiers de ma vie. » Nulle amertume dans le propos de M. Rollin, une certaine fierté au contraire.

Pourtant, ils se souviennent bien, tous deux, de leurs premières vacances. Août 1936. Le Front populaire. Les premiers congés payés.

« Nos premières vacances, ce fut pour aller chez nous, en Dordogne, où nous n'étions plus retournés depuis notre mariage », raconte M^me^ Rollin.

Pour eux, nul doute que les congés payés furent une des plus grandes conquêtes des travailleurs.

« Les vacances, avant 1936, on n'y croyait pas, disent-ils presque à l'unisson. C'était pour les riches, pas pour nous. Aujourd'hui, les jeunes ne se rendent plus compte de ce que cela représentait. »

Inoubliable 1^er^ août 1936, qui vit le départ des premiers congés payés. A pied, à moto, à tandem, en train, en voiture parfois, les Français partaient à la découverte d'un nouvel espace-temps : celui des vacances.

Le lendemain, *le Populaire* saluait l'événement d'une prose lyrique : « Le beau voyage vers le soleil, grâce aux vacances des travailleurs !... Là, c'est le rêve de la Côte d'Azur réalisé. Un ciel et une mer toujours bleus. Une végétation tropicale au milieu des rochers, au pied des Alpes... La grande vie trépidante, les palaces somptueux. Ils verront tout cela, nos touristes. Ils feront des excursions pittoresques. Ils profiteront



des grandes attractions nautiques et sportives. C'est la fête perpétuelle du soleil et des fleurs. »

La réalité fut peut-être moins exaltante. En 1936, 160 000 nouveaux vacanciers seulement purent gagner la mer. La plupart se dirigèrent vers la côte normande et la Bretagne. Bien peu osèrent s'aventurer jusqu'aux rivages de la Méditerranée. Ils n'y furent d'ailleurs pas très bien accueillis par des hôteliers méfiants et des estivants plus nantis, peu soucieux de se commettre avec les nouveaux venus. Dans les journaux de droite, on parla même du « viol des loisirs par le Front populaire ».

Et, sans doute, selon les critères en vigueur à Passy, au pesage de Longchamp ou sur les planches de Deauville, ils n'étaient pas très élégants, ces vacanciers venus de Belleville, de Pantin ou de Saint-Denis.

« Leurs regards furieux, quand on sortait le casse-croûte du panier, se souvient en riant Mme Rollin, on s'en fichait pas mal ! »

L'été suivant — celui de 1937, de la chute du Front populaire et de la guerre d'Espagne — cela avait été, pour les Rollin, Morgat, la Bretagne, l'Océan. Ils s'y étaient tellement plu, malgré le mépris des riches, qu'ils y étaient retournés en 1938. Et puis, plus rien. La mobilisation générale, la guerre, l'armistice, l'occupation, la libération. Après, tout était devenu plus difficile. Les grèves de 1947, la maison à payer, les trois enfants à élever.

« En 1966, on est parti une semaine avec le fils aîné et notre bru, jusqu'à Biarritz, raconte encore M. Rollin. Mais ce n'était plus comme avant la guerre. Trop de voitures, trop d'accidents, trop de monde dans les campings bourrés d'où on ne voit même pas la mer... »

« Alors, poursuit Mme Rollin, on a décidé de ne plus partir. Les vacances, d'ailleurs, ce n'est plus de notre âge. Et avec la retraite que nous touchons — même pas 1 000 F pour nous deux — on ne peut plus se les permettre. Mais on ne se plaint pas. Il y a le bois, pas loin, et la télé, quand il ne fait pas beau. Bien sûr, le paysage ici a changé. Avant, c'était vert, il y avait des champs partout. Mais on a eu de la chance, on n'a pas été expropriés à cause des grands ensembles. On a un bout de jardin, alors ça donne moins de regret de voir les autres partir, n'est-ce pas ? »



Coincés dans leur deux pièces, au premier étage d'un vieil immeuble de logements sociaux, à Saint-Etienne-du-Rouvray, M. et Mme Leroy ne peuvent même pas se consoler avec un bout de jardin ou la proximité d'un bois. A trente mètres, l'horizon est bouché par un mur de briques noircies par cinquante ans de fumées et de crachin normand. De l'autre ▶

Les joies de la fosse à sable du square Saint-Bernard

côté du mur, un terrain vague. Et derrière le terrain vague, une série de baraquements de fibrociment verdis par l'humidité, qui attestent la pérennité, dans ce pays, d'un certain provisoire. Aujourd'hui, ce ne sont plus les sinistrés de 1944 qu'abritent les baraquements, mais les travailleurs immigrés qui construisent les nouveaux grands ensembles qui dominent la ville.

Si les Leroy ont dû renoncer, cette année pour la deuxième fois, à prendre des vacances, c'est qu'ils tenaient à envoyer leurs enfants en colonie. « Avec la saloperie qu'ils respirent ici toute l'année, remarque le père, il faut bien qu'ils partent. »



— Même avec les allocations, constate Mme Leroy, quand on a trois enfants, les envoyer tous à la colonie, cela coûte plus de 1 000 francs, à cause du voyage qui est en plus, et du trousseau. Alors, il faut bien se priver. »

Tous les enfants de milieu modeste n'ont pas la « chance » de ceux des époux Leroy. Contrairement à ce qu'on pourrait imaginer — à ce qu'on voudrait imaginer —, les enfants français partent à peine plus en vacances que leurs parents. Si la moyenne nationale des départs dépasse à peine 46 %, celle des enfants de moins de treize ans n'atteint pas 53 %. Et elle est de 51 % pour les adolescents de quatorze à dix-neuf ans. Ces chiffres ont, il est vrai, progressé ces dernières années : en 1969, 49 % seulement des moins de treize ans étaient partis. Mais qu'on ait à peine dépassé les 50 % n'est pas une bien grande victoire dans un pays qui se vante à la cantonade de compter bientôt parmi les trois plus riches du monde.

Chaque année, donc, cinq millions de gosses regardent leurs camarades partir. Eux, ils restent. La plupart ont l'habitude. Beaucoup vivent à la campagne, dans des communes rurales où les quatre cinquièmes de la population ne partent jamais en vacances.

« La plupart des parents ne voient pas pourquoi ils enverraient leurs gosses trouver ailleurs le bon air qu'ils ont sur place, explique Jean-Louis, professeur, qui vit à Longages, un village à trente kilomètres de Toulouse. De plus, comme les enfants sont souvent pensionnaires dans des C.E.S., ils n'ont pas le cœur de s'en séparer pour les envoyer en colonie. Cela se comprend. »

Pour beaucoup de parents, citadins ou ruraux, les colonies de vacances, de toute façon, c'est trop cher. Les « *bons vacances* » distribués par les caisses d'Allocations familiales à leurs cotisants dont les ressources sont inférieures à un certain seuil (1 200 F environ, pour une famille avec deux enfants, par exemple) manquent souvent leur but. Une allocation de 5 F par jour et par enfant ne permet pas, bien souvent, aux familles à faibles ressources de supporter la charge financière que représentent un ou surtout plusieurs départs en colonie.

Zohra et Malika — cinq ans et quatre ans —, les deux petites filles de la rue Stephenson, dans le quartier de la Goutte-d'Or, à Paris, ne connaîtront encore cette année que les joies de la fosse à sable du square Saint-Bernard. Dans la famille, tout ce qu'on connaît, en fait de vacances, c'est le voyage que fit, il y a trois ans, le frère aîné, Hamid, lorsque les « *maos* » avaient emmené les enfants du quartier passer une journée au bord de la mer.

Amrane, qui vit avec ses parents et ses quatre frères et sœurs dans les baraquements « provisoires » de Saint-Etienne-du-Rouvray, n'a encore jamais vu la mer. Le seul voyage qu'il ait fait, c'est avec l'école, l'année dernière.

« On a visité l'abbaye de Jumièges », raconte-t-il fièrement. Le souvenir des splendeurs de l'architecture gothique normande l'occupera encore cette année. Dans sa famille, comme dans celles de bon nombre de travailleurs immigrés, le mot de vacances n'a pas beaucoup de sens. Pour être précis, il n'en a aucun. Il appartient au lexique d'un autre espace sociologique. Ici, il y a les périodes d'embauche, où l'on travaille. Et il y a les périodes de chômage, où l'on cherche du travail. C'est tout.

Ce qui n'empêche que le père d'Amrane aimerait bien que ses enfants puissent partir un peu.

« Mais on n'a nulle part où les envoyer, constate-t-il. La famille, au pays, c'est trop loin. Trop cher surtout. Et les colonies, avec le chômage que j'ai eu, c'est trop cher aussi pour cette année. L'année prochaine, peut-être. »

Comme beaucoup d'autres, les parents d'Amrane ne savent pas qu'ils pourraient bénéficier d'une aide des Allocations familiales. Comme d'habitude, ce sont les parents les plus aisés qui sont le plus au courant de leurs droits, tandis que les plus défavorisés ignorent tout des possibilités — bien maigres, en vérité — qui leur sont consenties.

Pour ces enfants qui ne partent pas, peu de choses ont été prévues. Heureusement, il y a la rue et les squares. A vrai dire, on s'y amuse plus franchement que sur bien des banquettes arrière de voitures familiales, dans les encombrements des stations balnéaires.

Le seul défaut des rues, c'est qu'on y respire mal. Surtout dans les grandes villes industrielles. Pour que les enfants sans vacances puissent profiter d'un environnement un peu moins pollué que dans les cités, on a créé depuis quelques années des cen-

(Suite page 12.)





PORTRAIT ROBOT DU FRANÇAIS PRIVE DE VACANCES

Plus de la moitié des Français ne partent pas en vacances. En 1972, selon les statistiques de l'INSEE, 53,6 % d'entre eux avaient passé leurs congés chez eux, ou n'en avaient pas pris. Chiffre en progrès par rapport à celui de 1969, puisque 57,3 % n'avaient pas pu partir en vacances cette année-là, et à celui de 1965 (41 % de départs seulement).

Et les résultats atteints aujourd'hui sont encore nettement inférieurs aux prévisions du IV[e] Plan, qui avait annoncé que plus de la moitié de nos concitoyens accéderaient aux vacances avant son achèvement, c'est-à-dire avant 1967.

Si 84 % des professions libérales et cadres supérieurs partent régulièrement, et plus de 76 % des cadres moyens, cette proportion tombe à 55 % pour les employés, 45 % pour les ouvriers, 41 % pour les personnels de service et 11,7 % pour les exploitants et salariés agricoles.

Dans l'ensemble, la courbe des départs est inversement proportionnelle à celle des revenus. Deux exceptions cependant : celle des patrons de l'industrie et du commerce qui, avec 48,5 % de départs, se situent un peu au-dessus des ouvriers, mais nettement en dessous des employés. Quant aux exploitants agricoles, dont les revenus ne sont pas au bas de l'échelle, leur très faible taux de départ ne s'explique pas principalement par des raisons d'ordre pécuniaire, mais par la nécessité d'être présents en permanence sur leur lieu de travail.

En règle générale, plus on habite dans une agglomération urbaine importante, plus on part : 76 % de départs à Paris, 56 % dans les villes de plus de 100 000 habitants, 53 % dans celles de 20 000 à 100 000, 39 % dans celles de moins de 20 000, et 21 % seulement dans les communes rurales de moins de 3 000 habitants. Autres chiffres remarquables, ceux qui établissent la relation entre l'âge et les départs. Jusqu'à vingt-quatre ans, la proportion de ceux-ci oscille autour de 52 %. Puis, elle grimpe à 58 %, entre vingt-cinq et vingt-neuf ans, et retombe dans les dix années suivantes à 54 %. La chute ensuite ne fait que s'accélérer. A partir de soixante ans, moins d'un tiers. Au-delà de soixante-dix ans, on est à un cinquième. A partir de ces chiffres un peu secs, on peut presque établir la fiche signalétique du Français frustré de vacances : c'est un homme relativement âgé, retraité d'une situation modeste, vivant dans une petite ou moyenne agglomération.

« La cantine est dégueulasse et il faut obéir aux moniteurs »

tres aérés. Sans doute tâchent-ils de remplir honnêtement leur fonction. Mais on ne peut s'empêcher de déplorer l'allure de chiourme ou de camp militaire qu'ils affectent souvent. Allez faire un tour au bois de Vincennes, vous verrez.

Les enfants y sont souvent sensibles. C'est le cas de Jacques, que j'ai rencontré quai de Jemmapes, le long du canal Saint-Martin, avec son copain René. Armés d'un seau d'eau, d'une éponge et d'une raclette de caoutchouc, ils se précipitent sur le pare-brise des voitures arrêtées au feu rouge. Ils reçoivent plus d'engueulades que de pièces de un franc. Mais, à onze ans et demi, ils n'ont pas perdu toute confiance en la nature humaine.



Photos Cartier-Bresson/Magnum

« Le centre aéré, j'y ait été, proclame Jacques. J'y retournerai sûrement pas. C'est pire qu'à l'école. La cantine est dégueulasse, et il faut tout le temps obéir aux moniteurs. »

C'est clair, net, sans appel. Dans la rue, évidemment, il y a les flics, les assistantes sociales fouineuses et les éducateurs en « milieu ouvert » qui ne sont pas toujours des cadeaux.

« Mais, explique René, on réussit presque toujours à se barrer en courant, avant qu'ils viennent nous emmerder avec leur baratin. »

S'ils regrettent de ne pas partir en vacances, comme leurs copains d'école, ils ne le disent pas. Avec une pointe de défi dans la voix, Jacques affirme au contraire son mépris pour ces formes de loisir un peu trop convenues. Il a le sens de la fête, lui. « Nous, ça nous plaît mieux ici. On fait ce qu'on veut. Avec ce qu'on gagne en faisant les voitures, on peut se payer le flipper, ou aller aux auto-scooters avec les filles. »

Crânerie ou indifférence vraie ? Il ne faut pas trop insister pour leur faire reconnaître qu'ils aimeraient quand même bien partir un peu de cette foutue ville qui pue. Mais pas pour aller en Bretagne ou sur la Côte d'Azur, dans la cohue des estivants. « Ça, jamais. » René aimerait bien aller chasser en Afrique. Le rêve de Jacques, ce serait d'aller en Amérique, en bateau. Plus tard, quand il gagnera assez d'argent.

Les publicitaires qui officient pour le compte des organisateurs de safaris et de croisières peuvent se rassurer : leurs « messages » passent. Ils passent très bien.

La publicité n'a pas encore réussi à faire partir tout le monde. Mais elle a assez parfaitement réussi à créer chez tous ceux qui ne partent pas d'épouvantables sentiments de frustration : il y a en France, chaque été, vingt-sept millions de frustrés. Ne pouvoir accéder aux vacances, à une époque où elles font partie des modèles de consommation obligatoires, est ressenti comme un évident et infâmant signe de pauvreté. Pour tous les professionnels du tourisme (un million en France), pour tous ceux qui investissent dans cette branche des affaires en pleine croissance, c'est la promesse de jours heureux. Tant que cent pour cent de la population ne profiteront pas selon les normes de leurs semaines de vacances réglementaires, ils auront failli à leur mission sacrée : se remplir les poches en incitant leurs contemporains à profiter des bienfaits obligatoires des loisirs à date imposée.

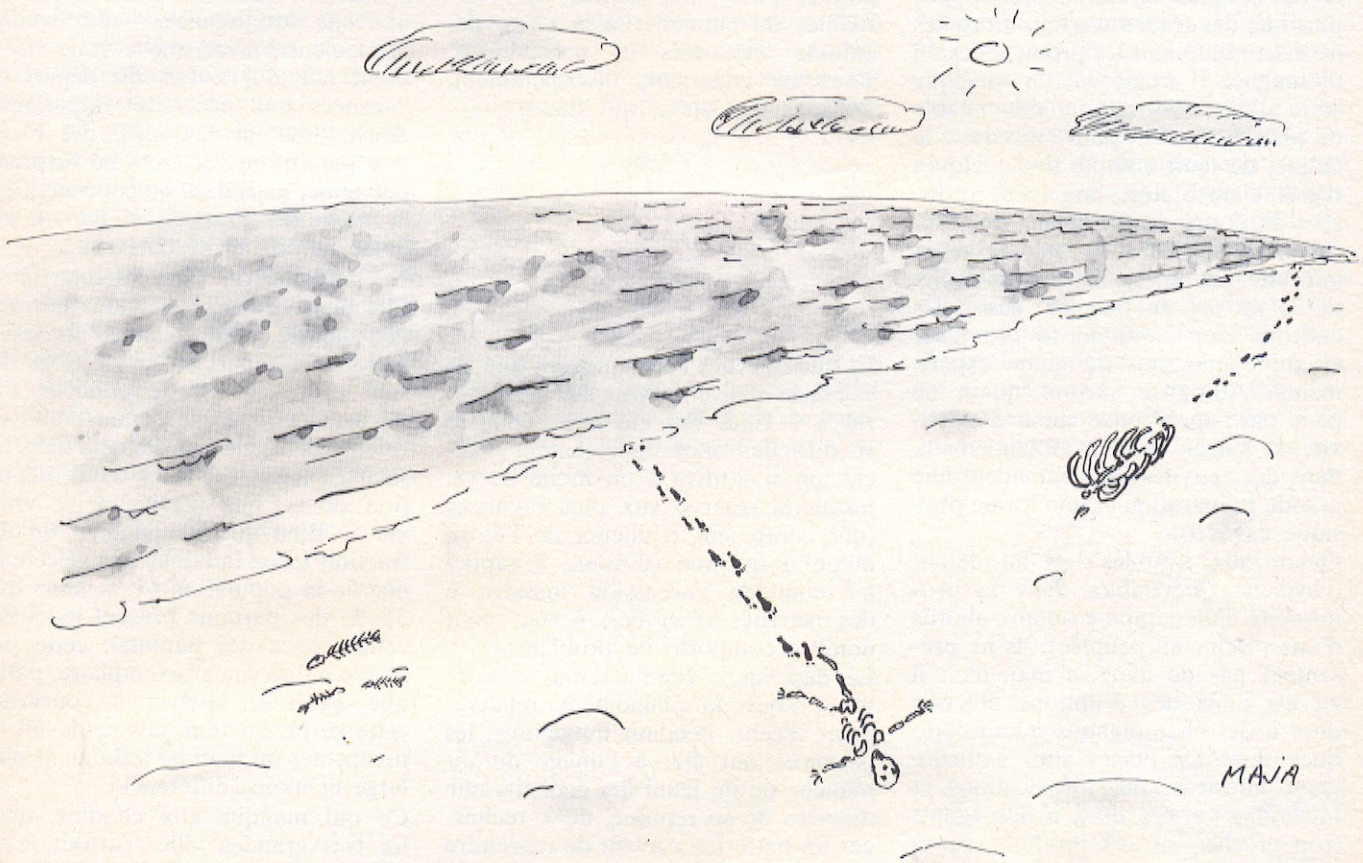
Sans doute le droit aux vacances est-il légitime. Mais pour certains — de plus en plus nombreux —, pour qui « changer la vie » est bien plus qu'un slogan de campagne électorale, commence à se faire jour l'idée que l'important n'est pas tant d'allonger toujours plus les vacances, mais de transformer la relation travail/loisirs. C'est-à-dire changer la nature du travail. Et celle des loisirs. Car les loisirs marchandises, dont les vacances constituent la pièce maîtresse, ne pourront jamais effacer les conséquences désastreuses du travail aliéné.

Cela, j'ai rencontré au moins une personne qui le vit, et qui le sait. C'est une paysanne de cinquante ans, Marie S..., qui vit dans un hameau près d'Audierne, dans le Finistère. Comme les quatre cinquièmes des ruraux, elle ne prend jamais de vacances. Les quatre vaches qu'elle doit traire matin et soir lui interdisent même de s'absenter de la ferme plus d'une demi-journée. Mais elle ne le regrette pas.

« Pourquoi partir en vacances ? demande-t-elle. Ici, j'ai tout ce qu'il me faut pour bien vivre. Je travaille dur, mais en prenant mon temps. Et j'aime ce que je fais. J'ai le bon air, les légumes du potager. Je ne m'empoisonne pas comme vous. Pourquoi irais-je courir les routes, comme les estivants qu'on voit chaque année faire la queue dans leurs voitures, pour défiler le long des plages, avant de s'en retourner chez eux dans les embouteillages. Et vous appelez cela des vacances ? Et vous en êtes contents ! Moi, je n'en voudrais pas, je préfère mon travail. Vous pouvez me croire, c'est moi la plus heureuse. »

Jean-Pierre SERGENT

DES BRANCARDS POUR L'ETE



Les vacances peuvent rendre malade. Cela, tous les médecins le savent car ils dénombrent chaque année de nouvelles maladies dues à la pollution. Mais si l'allergie était plus profonde ? Si les Français étaient littéralement malades des vacances ? Norbert Bensaid établit ici un diagnostic qui dépasse largement la médecine pour déboucher sur le procès global de la société de consommation.

Ce médecin anxieux ne pouvait s'empêcher d'emporter en vacances une petite valise pleine de médicaments pour lui, sa famille, ses amis. Il n'en a jamais rapporté à Paris plus de la moitié. Sans doute avait-il choisi les drogues qui avaient le plus de chances d'être nécessaires ; mais, en une année, à Paris, il ne distribuait pas à son entourage le quart des médicaments qui étaient consommés pendant le mois de vacances. Et encore, ces vacances se déroulaient-elles dans des conditions tout à fait favorables.

Il est vrai qu'un certain nombre de maladies de vacances sont en fait des maladies de l'été et ne passent pour des maladies de vacances que parce que les vacances se déroulent en été. Il serait donc injuste, par exemple, d'imputer aux vacances les coups de chaleur, les toxi-infections intestinales ou les maladies infectieuses qui ne sont pas le fait de la saison, mais sont tout au plus favorisées par les entassements de population dans les régions les plus chaudes.

L'insolation, le coup de soleil, l'indigestion, la crise de foie, les entorses, les plaies de toutes sortes ne sont, il faut bien en convenir, que des ▶

Tout en comptant désespérément les sous qui filent...

risques mineurs et sans commune mesure avec le plaisir dont ils peuvent être la sanction accidentelle et non obligatoire. De même, pour nombreuses et dramatiques qu'elles soient, les noyades par hydrocution ou par imprudence ne sauraient remettre en question les baignades ; pas plus que des chutes souvent mortelles ne discréditeraient les promenades en montagne. Il s'agit là en quelque sorte d'une contrepartie raisonnable du plaisir. Il suffit, pour en réduire le risque, de tenir compte des quelques règles élémentaires largement diffusées au cours des semaines qui précèdent le départ : ne pas s'exposer imprudemment, respecter les interdictions, ne pas se baigner dans des endroits trop isolés ni se promener en montagne sans un guide expérimenté. Admettre surtout qu'on ne peut pas, après onze mois d'inactivité, se lancer, du jour au lendemain, dans des activités qui demandent une grande préparation et une forme physique excellente.

Quant aux troubles liés au défaut d'hygiène (inévitables dans la promiscuité d'un camping ou aux abords d'une piscine surpeuplée), ils ne présentent pas de dangers majeurs : il en est ainsi des éruptions diverses dues à des champignons microscopiques dont les plages sont actuellement infestées, des intoxications et infections variées dues à des égouts trop proches ou aux produits chimiques que déversent les bateaux ou les usines du voisinage.

En revanche, des symptômes comme la fatigue, les troubles dits psychosomatiques, les migraines, l'insomnie, les dyspepsies, les palpitations, les angoisses de toutes sortes et la nervosité mettent plus radicalement en question l'effet bienfaisant des vacances. Prenons l'exemple d'une mère de famille qui a fini par s'entourer chez elle d'un certain confort matériel (machines à laver, moulinettes, mixers, etc.), qui a ses habitudes, « ses » commerçants, qui bénéficie de la solidarité des voisines ou des amies, dont les enfants, d'âge scolaire, sont absents toute la journée et dont le mari ne rentre que le soir, et qui, soudain, dans des conditions matérielles très précaires, doit s'occuper tout un mois et à longueur de journée de sa petite famille : elle doit avoir une foi singulière dans les vertus du bronzage, pour supporter sans craquer ce que les autres appellent des vacances. Et que penser du chef de famille qui, chaque jour, doit circuler sous un soleil de plomb, sur des routes plus encombrées que les grands boulevards aux heures de pointe, pour aller acheter des victuailles ou emmener à la plage des enfants exaspérés et exaspérants. Tout en comptant, désespérément, les sous qui filent, qui filent...



Et que dire des conséquences que les vacances peuvent avoir sur le « moral » ? Elles ont été une conquête si difficile, elles représentent l'accession si tardive à un mode de vie jusque-là réservé aux plus favorisés (qui continuent d'ailleurs de l'être), qu'on a quelque scrupule à rappeler combien l'accession massive à des activités réservées à un petit nombre comporte de problèmes.

Le désir et le besoin d'une « autre vie » sont un phénomène relativement récent. Pendant longtemps, les vacances ont été, à l'image du dimanche ou du jeudi des écoliers, une manière de se reposer, de « recharger les batteries » avant de reprendre son travail. Réservées à ceux dont le travail avait une signification et la vie quotidienne un relatif équilibre, elles ne représentaient pas une rupture dramatiquement vécue avec cette vie et ce travail mais étaient au contraire une manière commode et confortable de prendre un plaisir plus paisible, de se changer les idées, éventuellement de visiter des pays étrangers et d'acquérir de nouvelles connaissances. La maison de campagne et le tourisme bourgeois en étaient les symboles. Plus rarement l'aventure lointaine et exotique, la villa du bord de mer ou le chalet de montagne.

Pour certains, les vacances peuvent encore avoir cette fonction. Ils partent tranquillement dans leur « pays » d'origine, au milieu des leurs, retremper les forces qui leur permettent d'aborder sans regret ni désespoir une année nouvelle de travail citadin.

C'est la société industrielle et citadine triomphante qui, ouvrant la possibilité des vacances à la partie de la population dont le travail n'a plus aucun sens et dénaturant chaque jour davantage la signification de la vie quotidienne, a donné naissance et fourni ses traits dominants à l'image nouvelle des vacances : retrouvailles miraculeuses avec une « vraie vie ». C'est elle qui a fait du départ en vacances une nécessité impérieuse. Ainsi, dire que la moitié des Français partent en vacances ne surprend personne, mais dire, au contraire, que la moitié des Français *ne partent pas* laisse l'esprit en déroute (1).

La publicité du Club Méditerranée, fort bien étudiée par Alain Laurent (2), montre admirablement les motivations de départ et les solutions qui sont proposées. Cette publicité tire ses arguments d'une dénonciation virulente de la vie quotidienne dans les sociétés industrielles et d'une définition de ce que serait une « vraie vie ». Bien que n'atteignant qu'une fraction assez faible et très sélectionnée de la population (4 % alors que 35 % des partants passent leurs vacances chez des parents), cette publicité a une valeur exemplaire, parce que, pour en arriver à concerner cette petite fraction, elle se devait de prospecter un marché infiniment plus large et moins différencié.

Ce qui manque aux citadins, dans les très grandes villes surtout, c'est bien sûr, le temps — l'espace — la liberté — le plaisir — la nature — la communication avec autrui. Ce qu'offrent les villages de vacances, c'est justement tout cela. En somme, la société urbaine et industrielle est aliénante et les vacances offrent l'opportunité d'établir, ou de rétablir, un rapport neuf et vrai avec soi, avec autrui et avec le monde. Les vacances seraient le renversement bienheureux de la vie de tous les jours. Ce désir, suscité négativement par cette vie de tous les jours, se manifeste dans toute une mythologie dont les dieux suprêmes sont la mer, le soleil,

(1) *Voir l'article de Jean-Pierre Sergent : « Ailleurs le ciel est plus bleu » (pages 8 à 12).*

(2) *Alain Laurent : « Libérer les vacances ». Le Seuil.*
(Voir notre rubrique Ecolivres, *page 69.)*

Ces clubs de vacances où tout est prévu, même la liberté

le bronzage, le jeu. Comme le souligne Alain Laurent, ce n'est pas pour rien que le Club s'est dénommé Méditerranée, mot magique où viennent converger des images de plages ensoleillées, de vie douce et colorée, où l'olivier et le jasmin, le pastis et la pétanque, la pêche sous-marine et le farniente, les merguez et les lasagnes, les ruines grecques et les palmiers concourent pour figurer un paradis exotique et rassurant.

Dans la conscience commune, tous ces éléments (soleil, mer, plage) sont en plus marqués du signe de la santé ; ils « font du bien ». Or cela est faux : du strict point de vue de la santé, ils pouvent tous être source de malaises et, seule peut-être, la campagne pourrait se flatter d'être bienfaisante à coup sûr. A condition qu'il n'y pleuve pas sans cesse.

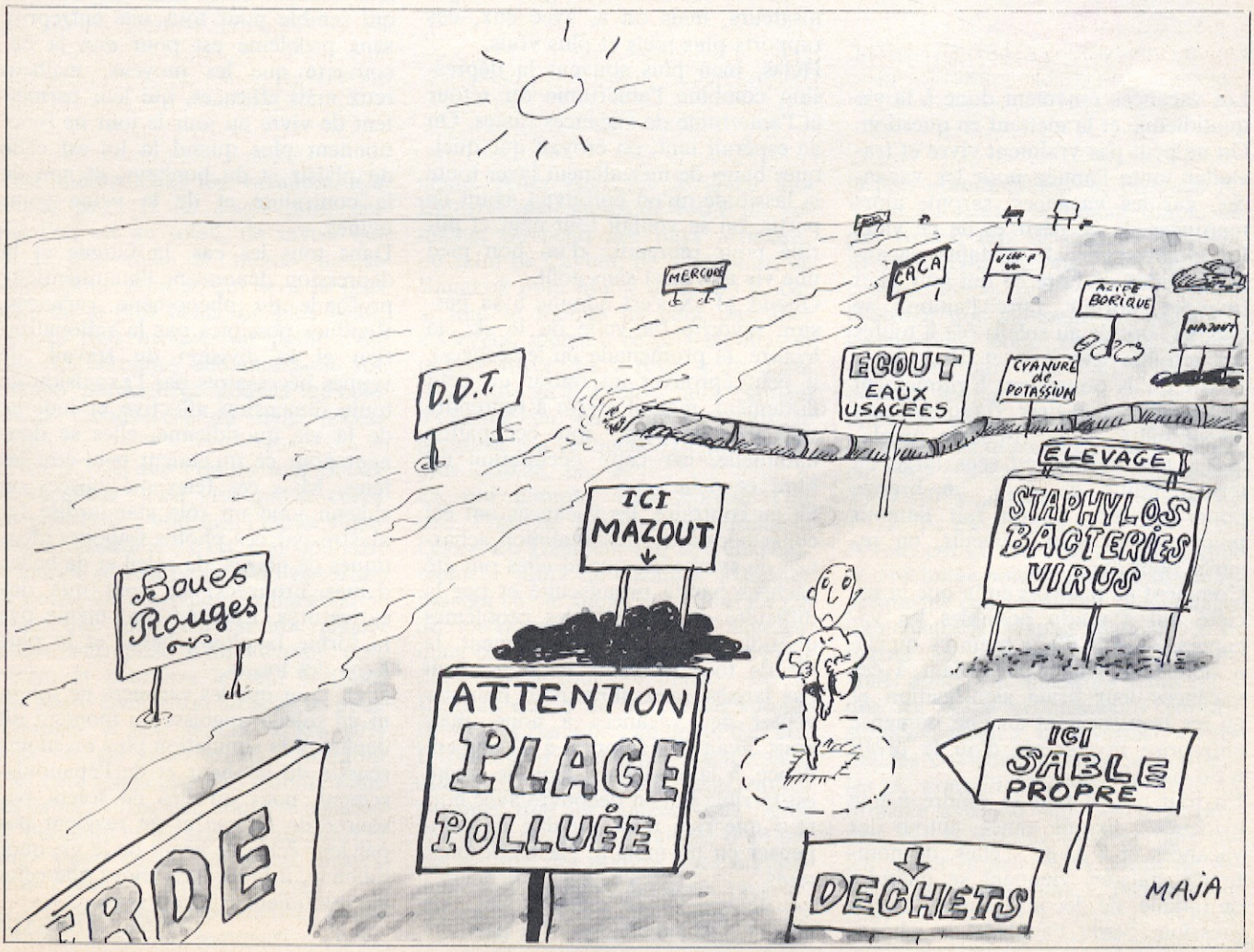
Or quelles chances peut avoir un vacancier moyen, las de l'asphalte et du métro, vidé par le bureau ou l'usine, coincé dans une cellule familiale étriquée et contraignante, de rencontrer ce paradis qui se prétend naturel et vrai ? Où, comment et quand ce désir, déjà truqué parce que trop imprégné des images accumulées pendant onze mois, peut-il espérer s'assouvir ?

Dans les camps de caravanes, dans les hôtels en bord de route, dans les plages où seule une organisation minutieuse de l'espace permet d'allonger les jambes sans gâcher le bronzage de la voisine ?



Faut-il alors prendre pour modèles les villages de vacances et en particulier de leur prototype : le Club Méditerranée ?

Mais ces villages sont justement l'illustration admirable, par leur réussite même, de ce que peut offrir la technique comme solution à une vie détraquée par la technique. Les gentils membres trouvent effectivement la possibilité de faire un tas de choses : tout a été admirablement préparé par les gentils organisateurs. C'est la vie de tous les jours à l'envers, mais exactement à l'envers. La passivité reste la même. Tout est prévu, y compris la liberté. Les rapports avec les autres, avec le monde, ont changé de mode d'expression, mais sont fondamentalement restés les mêmes — et demeurent sous le signe de la dépendance et de la passivité. Au fond de quelle caverne protectrice subsisterait donc, pendant les longs mois de captivité dans l'enfer de la ville, ce « moi » qui resurgirait intact et vivant au contact du monde construit expressément pour lui par les magiciens des clubs ? ▶



Quand on fait l'amour pour se fabriquer des souvenirs

Ne peut s'épanouir pendant les vacances que ce qui a pu vivre ou au moins survivre pendant l'année de travail. Toutes les villégiatures sont des auberges espagnoles. C'est soi-même qu'on consomme. La mer, le soleil, la plage, les amis ne sont que les ingrédients qui rendent cette consommation plus facile et plus agréable. Faute de vrai bonheur ou de vrai plaisir, il faut se contenter des « signes » du bonheur et du plaisir. Ainsi, dans la meilleure des hypothèses, là où la réponse a été la plus élaborée, la mieux adaptée à la demande, il y a simple inversion de la vie quotidienne. Et encore cette réponse est-elle interdite à la grande majorité : les villages de vacances sont accessibles à ceux qui disposent déjà de moyens financiers appréciables et qui n'ont pas la charge d'une famille nombreuse.



Les vacances renvoient donc à la vie quotidienne et la mettent en question. On ne peut pas vraiment vivre et travailler toute l'année *pour* les vacances, car les vacances seront alors marquées de ce désir et de ce vide. La gloutonnerie de certains vacanciers avides de faire ce qui leur plaît (manger, dormir, faire l'amour, se baigner, brunir au soleil) ôte à toutes ces activités leur sens et dénature le plaisir qu'ils pourraient légitimement en attendre et en tirer. Il faudrait une disponibilité et une richesse préalables : une culture au sens large du terme. Faute de quoi, on bronze pour être bronzé, on fait l'amour pour pouvoir s'en souvenir, on regarde pour avoir vu.

Comment ne pas voir enfin que la société qui a rendu possibles les vacances a repris d'une main ce qu'elle a donné de l'autre en volant à ces vacances leur vraie signification et en les transformant en une immense entreprise mystifiante d'où le profit n'est pas absent.

En tout cas, il faut se rendre à une évidence : chaque année, autour des vacances et à cause d'elles, de nombreux malades viennent se plaindre de fatigue, de découragement, de dépression. Seule l'analyse du phénomène des vacances pouvait faire comprendre le pourquoi de cette dépression, de cette fatigue et de ce découragement.

La « dépression » du retour peut sembler naturelle et ses causes peuvent paraître évidentes. Après quelques semaines où on se serait épanoui et où on aurait senti qu'on redevenait soi-même, il est intolérable de reprendre une vie qui n'a pas de sens. Les obligations, les contraintes, les soucis, les horaires implacables, l'isolement, le ciel gris, l'appartement exigu viennent prendre brutalement la place du ciel bleu, de la joie et du plaisir. Quand cette explication est la bonne, on peut espérer un rétablissement rapide. Il ne s'agit pas d'une vraie « dépression » : en quelques jours, la mécanique quotidienne a repris son double rôle, de contrainte mais aussi de soutien. Les camarades de travail, le contremaître ou le chef de bureau ont pris la place des camarades de vacances et des gentils organisateurs, mais on a, avec eux, des rapports plus réels et plus vrais.

Hélas, bien plus souvent la dépression combine l'amertume du retour et l'amertume de vacances ratées. On en espérait tant, on croyait que quelques bains de mer allaient laver toute la lassitude qu'on éprouvait avant de partir, on se voulait tout neuf et purifié pour reprendre d'un bon pied une vie morne et sans goût.

Quand M. X s'est adonné à sa passion favorite (la voile ou le ski, la lecture, la promenade ou les échecs), il peut éprouver au retour un petit flottement, mais il arrive à reprendre sans trop de peine son occupation habituelle, car cette occupation est libre et riche.

Si, au contraire, les vacances ont été consacrées à la consommation acharnée de symboles, quand elles ont été gâchées par la promiscuité et par la difficulté de résoudre les problèmes quotidiens (parce que, justement, la vie de tous les jours ne nous avait pas laissés assez libres pour nous inventer des vacances à nous, mais nous avait condamnés à la dépendance, à la passivité), alors le retour est terrible et l'on découvre avec horreur que rien n'est capable de compenser en un mois le gâchis de onze mois.

La dépression du départ, elle, est encore plus inquiétante. La passivité et la dépendance, déjà présentes et vécues péniblement, font que toute décision concernant les vacances à venir dessine une aventure inquiétante ou une prison préfabriquée. Tout doit être soit inventé, soit planifié. Privé de ses repères habituels, de ses obligations contraignantes mais tutrices, le futur vacancier se sent perdu. Il ne peut pas rester sur place : ça ne se fait pas et il n'en a pas envie. Il veut lui aussi se retrouver, aller à la rencontre du soleil et du bonheur, il veut lui aussi fréquenter des personnes qu'il aimerait bien et qui lui apporteraient leur amitié. Mais il n'est en mesure ni de prévoir ni d'imaginer.



Pour d'autres, les vacances sont la révélation, toujours renouvelée, de leur solitude et de leur abandon. Ce qui semble pour tous une entreprise sans problème est pour eux la découverte que les moyens, malheureux mais efficaces, qui leur permettent de vivre au jour le jour ne fonctionnent plus quand la loi est celle du plaisir et du bonheur, et non de la contrainte et de la peine communes.

Dans tous les cas, la fatigue et la dépression dénoncent l'inauthenticité profonde du phénomène vacances. Rendues possibles par la rationalisation et la division du travail, devenues nécessaires par l'expulsion de toute dimension affective et ludique de la vie quotidienne, elles se donnent pour ce qu'étaient peut-être les fêtes. Mais ces fêtes mécanisées où chacun joue un rôle standardisé (et illustré par ces photos toujours identiques de plages, de soleil et de belles dames bronzées) ne sont que des caricatures. Elles ne sont même pas la forme la plus achevée et la plus riche des loisirs.

Bref, pour que les vacances ne soient ni un sujet d'angoisse au moment du départ ni la simulation plus ou moins réussie du bonheur et de l'épanouissement, pour qu'elles ne soient pas source de fatigue et ne révèlent pas par leur échec le néant de la vie quotidienne, il faudrait d'abord que cette vie quotidienne ait un sens.

Norbert BENSAID

PAUVRES, MOCHES MAIS BRONZES

Né à la fin du printemps, mort à l'automne, renaissant pour certains lors des vacances d'hiver, le complexe du bronzage sévit surtout l'été. Ce qui compte alors, dit Dominique Pons, c'est *«d'avoir l'air de...»*. Cet air-là, les industriels de la bronzette, nouvelles sirènes, nous le chantent sur tous les tons. Libre à vous de vous laisser séduire mais sachez tout de même qu'entre mille produits, tous aussi inutiles, le moins cher vaut largement le plus cher.

C'est merveilleux, les vacances. Ça nivelle tout. Il ne s'agit plus, dès que l'on est au soleil, de savoir qui est le plus riche ni même de se battre pour décider qui sera la plus belle ou le plus beau. Le plus beau, c'est le plus bronzé, un point c'est tout. Et certaines bedaines sont volontiers pardonnées pourvu qu'elles soient recouvertes du hâle nécessaire.

Et c'est vrai que l'on se sent mieux en vacances ; c'est vrai que le corps est plus libre ; vrai que l'esprit vagabonde volontiers ; c'est vrai que tout le monde se sent beau et à l'aise dans sa peau. Ce n'est pas négligeable.

Reste que tout cela est une gigantesque entreprise d'intoxication collective et peut-être le seul antidote que notre civilisation ait inventé pour échapper à son ennui, à ses prisons, à ses aberrations. Antidote d'ailleurs soigneusement élaboré dans ces laboratoires que sont les agences de publicité et les services de marketing. Vous voulez du soleil, braves gens ? On va vous en donner.

Et d'abord vous en promettre. Toute l'année, c'est la tentation permanente. Allez chercher le soleil aux Baléares pour moins de 440 F par semaine, ou celui des pays africains, ou celui de Ceylan, de Singapour, de Bangkok pour moins de 2 000 F. Or, si tout le monde ne peut pas aller à Ceylan, même à ce prix-là, chacun peut y rêver. Et y rêve. « Je n'irai peut-être qu'à Fréjus, aux Sables-d'Olonne ou en Corrèze, mais je prendrai ma revanche. Et je serai le plus bronzé, na. »

Ce qui compte, c'est d'avoir l'air de... C'est de ramener au bureau, à l'usine ou Dieu sait où, le fruit péniblement mûri de dizaines d'heures passées sur le sable, entouré d'un tas de produits généralement inutiles, mais presque toujours coûteux. Pour faire comme tout le monde.

Il fallait ouvrir les magazines spécialisés et les parcourir au début de l'été. Impossible d'y échapper. Ce n'étaient que filles merveilleuses, plus noires les unes que les autres, que seins glorieux offrant à la caresse d'un soleil de rêve des pointes nues orgueilleusement brunies, hommes plus virils que nature, couples heureux courant sur des plages immenses pour la plus grande gloire des produits X, Y ou Z. Alors, comment diable ne pas vouloir être de cela ? Comment avoir le courage de ne pas succomber ?

D'autant que personne ne lésine sur les moyens pour nous mettre en condition, tant s'en faut. C'est important, les vacances.

Alors le chiffre d'affaires des fabricants suit. Il dépassait les 25 millions en 1967 ; il était de 41 millions en 1969 ; il a atteint 55 millions en 1972. Et ça continue.

A tous ces affamés de soleil qui vont se précipiter pour exposer à des températures considérables des épidermes blafards et mal disposés à se battre, les conseils publicitaires ne vont donc pas manquer ; pas plus que les belles promesses. « Emprisonnez le soleil », dit Everfast. « Prenez les couleurs du soleil et gardez-les », conseille Pikenz. « Belle et bronzée avec ou sans soleil », promet Payot. « Pour bronzer sans soleil ; pour bronzer sans coups de soleil, bronze de karnak », insiste René Garraud. D'autres, comme Quick Tanning, vous mettent en garde tout ▶

Histoire de ne pas avoir l'air d'une imbécile







de suite et se font, avec sollicitude, les précurseurs de vos vacances : « Comment ne pas arriver cette année sur la plage blanche comme un cachet d'aspirine. » Sous-entendu : pour ne pas avoir l'air d'une imbécile qui serait montrée du doigt. Biotherm, lui, a créé le premier « anti-rides solaires au plancton thermal de Molitg-les-Bains ». Les anti-rides « normaux » étant déjà sujets à caution, on se demande volontiers ce que peut être un anti-rides solaires... A moins que le simple fait d'hydrater une peau suffise à servir d'anti-rides. Charles of the Ritz, lui, affirme tranquillement que « trop de crèmes solaires ne font que la moitié de leur travail ». Ce qui n'est pas gentil pour les confrères.

Mais, au fait, qu'est-ce que c'est que ce « travail » ?

Il est relativement simple. Le premier rôle d'un produit solaire est de protéger la peau contre certains ultra-violets dont la longueur d'onde varie de 280 à 320 « nano-mètres ». Tous les produits contiennent donc pour ça un filtre chimique, incorporé ; c'est lui qui fait la valeur de la crème, du gel, du lait, du spray, de l'huile, de tout ce que vous voudrez.

Il existe bel et bien, d'ailleurs, dans la plupart des cas. Une étude menée par *50 millions de consommateurs* en 1972 le constatait. Mais elle constatait aussi, pour les laits et les lotions, par exemple, des caractéristiques filtrantes pratiquement identiques. Les prix, eux, variaient. A qualité filtrante égale, les experts relevaient des différences allant jusqu'à 16,90 F pour 100 grammes... Et *50 millions de consommateurs* concluait nettement que, s'il n'y avait pas nettement de bonne ou de mauvaise marque, il suffisait de prendre la moins chère. Elle ferait autant d'effet. Ses recommandations : Ambre Solaire et Spray Tan pour les huiles, Ambre Solaire et Sol pour les laits, Nivéa haute protection et Vanaos hydratante pour les crèmes.

Filtrer les rayons solaires est donc l'essentiel. Cela permet d'éviter les érythèmes — nom savant pour coup de soleil — et donc de continuer à bronzer en paix. Cela, encore une fois, tous les produits le font à peu près bien. Notons cependant au passage qu'une substance grasse ne protège pas particulièrement. Graisse ne signifie ni qualité ni protection. Les éléments filtrants et protecteurs ne sont pas gras. Si c'était le cas, il suffirait de s'enduire d'huile Lesieur ou d'huile de coco.

Le second domaine où fleurissent la promesse et le bon conseil est celui des produits hydratants. C'est vrai que la peau a besoin d'être réhydratée. Parce qu'elle se dessèche, tout bêtement. Mais là, c'est la bouteille à l'encre.

Autant il est facile de déterminer en laboratoire quel pouvoir filtrant possède telle ou telle crème, autant il est délicat de connaître son pouvoir hydratant. D'une part, parce que tous les fabricants ont leurs petits secrets (qu'ils disent) et, d'autre part, parce que chaque peau a ses caractéristiques particulières. Dior, par exemple, recommande sa crème nourrissante « hydra Dior » aux peaux sèches et aux peaux « en état de déficience momentanée ». Mais toutes les peaux sont plus ou moins sèches et plus ou moins en état de « déficience momentanée ». Si par ailleurs vous suivez les conseils de la célèbre firme, il vous en coûtera 85 F pour un petit pot de crème « nourrissante ». Même si c'est très bon, c'est bien cher.

Sothys conseille, lui, ses produits « biologiques » — qu'est-ce que ça veut dire, biologique ? — pour la « réhydratation et le rajeunissement de la peau ». Pourquoi pas ? Mais pourquoi pas non plus le « Bien Aise Solaire » de Lancôme (16 F) « pour hydrater votre peau en bronzant ? » Il est vrai que la crème de Lancôme se dit « super-hydratante » ; super, tout est là, n'est-ce pas ?

Il y a cinquante-cinq marques environ qui fabriquent des centaines de produits différents et rien ne permet aujourd'hui de croire telle assertion plutôt que telle autre.

Il y a des différences de prix qui vont du simple au quadruple ; pourquoi, dans ce cas, ne pas commencer

Accélérateurs de bronzage... ou de brûlures ?





par essayer le moins cher ? Il est souvent aussi bon que les autres. Et si vous voulez absolument vous offrir du luxe, eh bien, sachez que vous le payez. Vous voulez du spray ? Soit. Mais il faut savoir que la seule valve du bouton pressoir représente à elle seule un tiers environ du prix de revient de l'ensemble ; c'est cher, les gadgets, et tous les aérosols coûtent davantage que le reste. Mais c'est votre droit le plus strict d'en vouloir. Et de proclamer que c'est la meilleure chose du monde.

Quant aux « accélérateurs de bronzage », tout doux ! Il n'est jamais bon de forcer la nature ; votre peau en prend déjà un bon coup en s'exposant plusieurs heures par jour au soleil. A vous de savoir si elle est capable d'en absorber encore plus. Les dermatologues se plaignent chaque année un peu plus des ravages que font les produits solaires et ils commencent à avoir en horreur les produits du style « bergamotte » et autres « forceurs de hâle ». Ils sont, à chaque rentrée, accablés sous le nombre sans cesse croissant de femmes qui portent « des masques de grossesse » : c'est la pilule qui leur fait ça quand elles s'exposent trop longtemps au soleil. D'autres patients se plaignent aussi de ceci et de cela... mais quoi, la Sécurité sociale est là, n'est-ce pas ? et elle consacre chaque année des centaines de millions à soigner les méfaits du soleil.

Les dermatologues savent également que 10 % à peu près des aspirants Peaux-Rouges sont sujets à des phénomènes de photosensibilisation (réactions à la lumière). Il s'agit en général de personnes absorbant des antibiotiques, des tranquillisants ou des sulfamides. Et ceci peut se produire si les médicaments ont été pris avant les vacances ou pendant les séances de bronzage.

Toutes les peaux ne supportent pas le soleil de la même manière. En fait, sur 100 femmes qui s'exposent au soleil, 20 seulement brunissent directement, 65 rougissent... puis brunissent, et 15 rougissent... puis continuent à rougir, au point, souvent, d'en être malades. Affaire de peau, encore une fois.

Mais les médecins, on va les consulter « après » ; quand le mal est déjà fait. Il est vraisemblable que nombre d'estivants feraient bien des économies en faisant attention « avant ». En se dispensant, par exemple, d'acheter n'importe quoi n'importe quand sous prétexte que telle publicité disait que...

Etre bronzé, ça ne sert jamais qu'à pouvoir profiter du soleil sans attraper de coups de soleil. Le reste est une affaire de mode. Le « vrai » naturel ne consiste pas à se coller sur la peau des kilos de produits plus coûteux les uns que les autres, mais à être bien dans sa peau. Sa peau à soi, pas celle des autres.

Et le parfait symbole de ce que l'on essaye de nous faire croire est peut-être illustré par une publicité de Roger-et-Gallet : elle montre un jeune couple courant sur une plage déserte où viennent se briser de grosses vagues et nous explique que « être authentique, c'est courir sur une plage neuve ». On ne voit pas très bien pourquoi l'authenticité doit passer par l'achat des produits Roger-et-Gallet. Mais tant que tout le monde continuera à avaler ce genre de slogans sans broncher, tout sera possible. Les fabricants continueront à nous vendre nos propres rêves, bien cuits à la sauce marketing, et nous, nous continuerons à courir derrière des chimères entièrement récupérées par une industrie florissante. Nous continuerons à bronzer pour avoir le même air d' « authenticité » que les autres.

Autre mode qui marche très bien : celle des lunettes de soleil. Tout le monde en porte désormais et telle jeune femme qui, pour rien au monde, ne consentirait à porter des verres dans la vie courante, se dépêche de se mettre d'énormes hublots sur le nez dès qu'elle est au bord de l'eau. Pour rien, sinon pour faire comme tout le monde, là encore. Il ne s'agit que de faire plaisir aux fabricants de montures, voire à certains grands couturiers qui ont vendu leur griffe à des lunetiers.

Or l'œil est une belle machine qui se ▶

Quand l'information ne dépend que des fabricants







défend très bien toute seule contre les rayons solaires. Les cils et les paupières ne sont pas là pour rien et, dans nombre de cas, le port de lunettes est inutile. Mais quand on a vraiment besoin de verres (et il est vrai que des yeux de citadins, accoutumés à la seule grisaille des villes, supportent de plus en plus mal l'été), il est extrêmement difficile de s'y retrouver.

Arrêtez-vous en effet devant la boutique d'un opticien ou au rayon « lunettes » d'un grand magasin. Vous verrez bien des noms de fabricants, plus ou moins connus, des montures de toutes les formes et des verres de toutes catégories, mais je défie quiconque n'est pas du métier de s'y retrouver. Et encore... Car si vous demandez à un opticien de vous expliquer quelle différence il y a entre deux sortes de verres filtrants, il ne possède pas toujours les informations nécessaires pour vous répondre.

Un verre filtrant est un verre qui « filtre en totalité les rayons ultraviolets nocifs de longueur d'onde en dessous de 300 nano-mètres ». « Anti-chocs » signifie que les verres portant cette mention résistent aux chocs courants que peut subir une lunette solaire tombant d'une poche. « Inrayable » signifie résistance aux rayures faites, par exemple, par une clef ou une pièce de monnaie. « Ménisque surfacé » indique que les verres en question ont subi un traitement de « surfaçage » supplémentaire qui leur donne une qualité légèrement supérieure. « Organique » veut dire qu'il s'agit de lunettes qui ne sont pas faites de verre, mais de plastiques de diverses natures ; avantage de ces verres : ils sont solides, mais ils se rayent facilement.

Seulement, tout cela, personne ne l'explique à personne. La production de lunettes solaires française est en grande partie exportée et les fabricants en tirent argument pour dire que leurs produits satisfont aux normes allemandes ou américaines et que, par conséquent, tout est bien ainsi. Sous-entendu : prenez ce que l'on vous donne et payez, nous nous chargeons du reste. Position d'autant moins satisfaisante qu'il n'y a toujours pas de normes françaises. L'AFNOR (Association française pour la normalisation) élabore actuellement des règles en ce domaine ; mais elles n'ont pas encore vu le jour. Lunettes et produits solaires ont donc au moins une caractéristique commune : personne ne sait très bien ce qu'il achète ni pourquoi il l'achète. Et l'information sur ces sujets continue à dépendre des seuls fabricants. Or, qui « tient l'information » tient tout. Il serait temps que les choses changent dans ce domaine. Temps que des centaines de milliers de Français, qui veulent légitimement jouir de leurs vacances, sachent ce qu'ils se mettent sur la peau et ce que cela leur coûte ; temps, aussi, qu'ils se rendent compte que tout cela ne sert pas à grand-chose et que la plupart des produits-miracle vantés à grands coups de millions, s'ils ne sont pas mauvais, sont à tout le moins inutiles.

Dominique PONS
(de l'Institut national de la Consommation)

CONSEILS PRATIQUES

— Si le climat est sec (mer, vent, haute montagne), prendre des crèmes très grasses, très filtrantes, très protectrices.

— Si le climat est humide, choisir de préférence des laits, qui « tiennent » mieux sur la peau en ce cas.

— Remettre du produit après s'être baigné.

— Si vous pratiquez des sports, remettez souvent de la crème au début du séjour ; le vent dessèche et le mouvement n'évite pas le coup de soleil.

— Si votre peau est délicate, commencez par...une crème antisolaire, et enchaînez avec une crème très filtrante. Si ce n'est pas suffisant, un médecin vous recommandera sans doute des médicaments à base de vitamines PP ou d'antipaludéens de synthèse.

— Si vous avez une peau naturellement brune, évitez autant que possible d'employer des crèmes teintées ; utilisez plutôt des produits incolores ; vous éviterez ainsi des pigmentations (de couleur marron par exemple) qui persisteraient après les vacances.

— Si vous attrapez un bon coup de soleil sur le visage, soignez-le avec des pulvérisations d'eau minérale ou des crèmes adoucisssantes ; soignez-le aussi... en évitant de vous exposer inutilement au soleil.

— Toutes les peaux ont besoin d'être réhydratées. Là encore des pulvérisations d'eau minérale peuvent être fort utiles. Ainsi que l'emploi de crèmes hydratantes. N'importe quelle crème. En sachant bien que son prix n'est pas toujours le meilleur indicateur de sa qualité.

ECOACTUALITES...

CAMARGUE : LA MARCHE FUNEBRE

La Camargue est un lieu protégé. L'un de ses protecteurs, dûment appointé par le gouvernement, surveille les avions susceptibles de troubler la tranquillité des flamants, les touristes et les photographes. Il ne rentre pas dans ses attributions de surveiler le bull-dozer qui nivelle le terrain d'une future zone industrielle — terrain qui, en attendant, sert de cimetière de voitures. Il est bien sûr impossible qu'un gouvernement appointant un surveillant « écologique » soit de mèche avec cet industriel.



Lucien Clergue

LES RECUPERATEURS

Une nouvelle société spécialisée dans la lutte contre la pollution vient de voir le jour. ECOPOL est née de l'association de deux organismes dont l'un n'est autre que le Commissariat à l'énergie atomique (C.E.A.). Un rêve : si ECOPOL, devenant un « enfant ingrat », se mettait à contester la politique atomique française ?

L'ARBRE QUI CACHE LA FORET

Le conseil des ministres vient d'adopter un timide projet de loi sur la protection des espaces boisés. Il sera désormais interdit, dans certains cas, de déboiser sans autorisation préalable. Les propriétaires qui, exceptionnellement, seraient autorisés à construire sur un terrain boisé classé pourraient être astreints à verser à la communauté une indemnité compensatrice. Ces sommes iront à la conservation ou à la création de nouveaux espaces boisés.
Mais chacun sait qu'entre la publication d'un projet de loi et son adoption, les heures comptent double pour les spéculateurs. Bref, on votera quand il n'y aura plus rien à sauver.

LES PETITS COMMERCES

La construction d'une centrale géante est prévue dès la fin de l'année prochaine près de Dunkerque. Elle s'étendra sur un kilomètre de long en bordure de la mer et produira, au total, dix mille mégawatts, soit le tiers de toute la puissance installée en France actuellement.
Il faudra plus de 3 500 000 tonnes de fuel par an pour faire fonctionner cette supercentrale — ce qui n'est pas pour déplaire au groupe Total qui s'installe dans le voisinage, ni à la raffinerie BP qui compte doubler sa production.

DECHETS FONDANTS

Est-ce la fin des plastiques indestructibles ? Une nouvelle fibre vient d'êtde découverte par des chercheurs soviétiques : l'ouzbelon. Sa propriété : elle fond dans l'eau plus vite que le sucre. Ses premières applications : enveloppes pour préparations médicales et emballages de produits alimentaires.

DES OISEAUX ET DES ZONES

Les projets concernant l'aménagement des villages de Villevêque et Soucelles, proposés par la direction de l'équipement et l'agence de l'urbanisme de la région d'Angers, ont éveillé les inquiétudes de la population. Un groupe d'habitants des deux localités vient de créer une « Association pour la protection du site et l'environnement de la basse vallée du Loir » et propose un contre-projet plus écologique en attirant l'attention sur « des erreurs grossières de zonage » qui condamneraient cette charmante vallée du Loir, halte indispensable pour les oiseaux migrateurs, à mourir de pollution.
Devinette : entre un projet expansionniste et un projet écologique, lequel retiendra le gouvernement ?

UNE FEMME AU COURANT

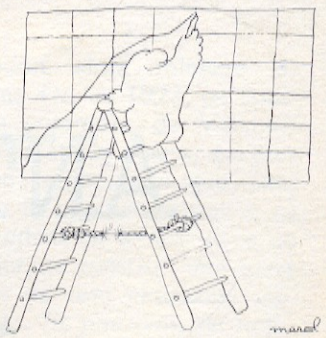
Si, dans le monde, les besoins en énergie croissent trop vite, M. Shannon, dans la très sérieuse revue canadienne *Science*, en accuse les femmes.
Rentrant un soir chez lui, il remarque que la consommation d'électricité bat son plein : toutes les lampes allumées, la télévision, la machine à laver, un fer à repasser, un tourne-disque, un sèche-cheveux, etc. Finalement, M. Shannon « voit peu d'espoir de retarder la croissance de la demande d'énergie domestique tant que les scientifiques n'auront pas pratiqué une analyse hautement élaborée de la gent féminine ».
On pourrait faire remarquer à M. Shannon qu'il devrait, en tout premier lieu, cesser de mettre ses joues sous le rasoir électrique, ses vêtements dans la machine à laver ou sous le fer à repasser, et sa femme serait probablement ravie d'avoir ainsi un peu de temps pour se promener après avoir éteint, bien entendu, toutes les lumières !

POUR FOUS DE MER

« Imaginez un espace bleu, un silence comme rythmé par le bruit des vagues et le cri des mouettes, une île faite pour le rêve et la joie intérieure. Ce lieu existe : c'est un château abandonné, en pleine mer, quelque part dans l'Atlantique. Redevenus « sauvages », nous voulons tenter d'y protéger la vie dans ses expressions naturelles. Il ne s'agit ni d'une communauté, ni d'un centre de vacances pour boys-scouts, ni d'un palace pour touristes en mal de sensations : tout simplement d'un grand édifice en belle pierre, avec sa personnalité définie, voire paradoxale, et ses lois propres : celles de la mer. Ecologistes, poètes, clowns, humoristes, ethnologues, médecins, artistes, passionnés, idéalistes... nous recherchons quelques fous de mer pour nous y rejoindre. »
Ecrire à : J.-L. Pollet, 189, rue de Fontenay, 94300 Vincennes.

LES BONNES RECETTES

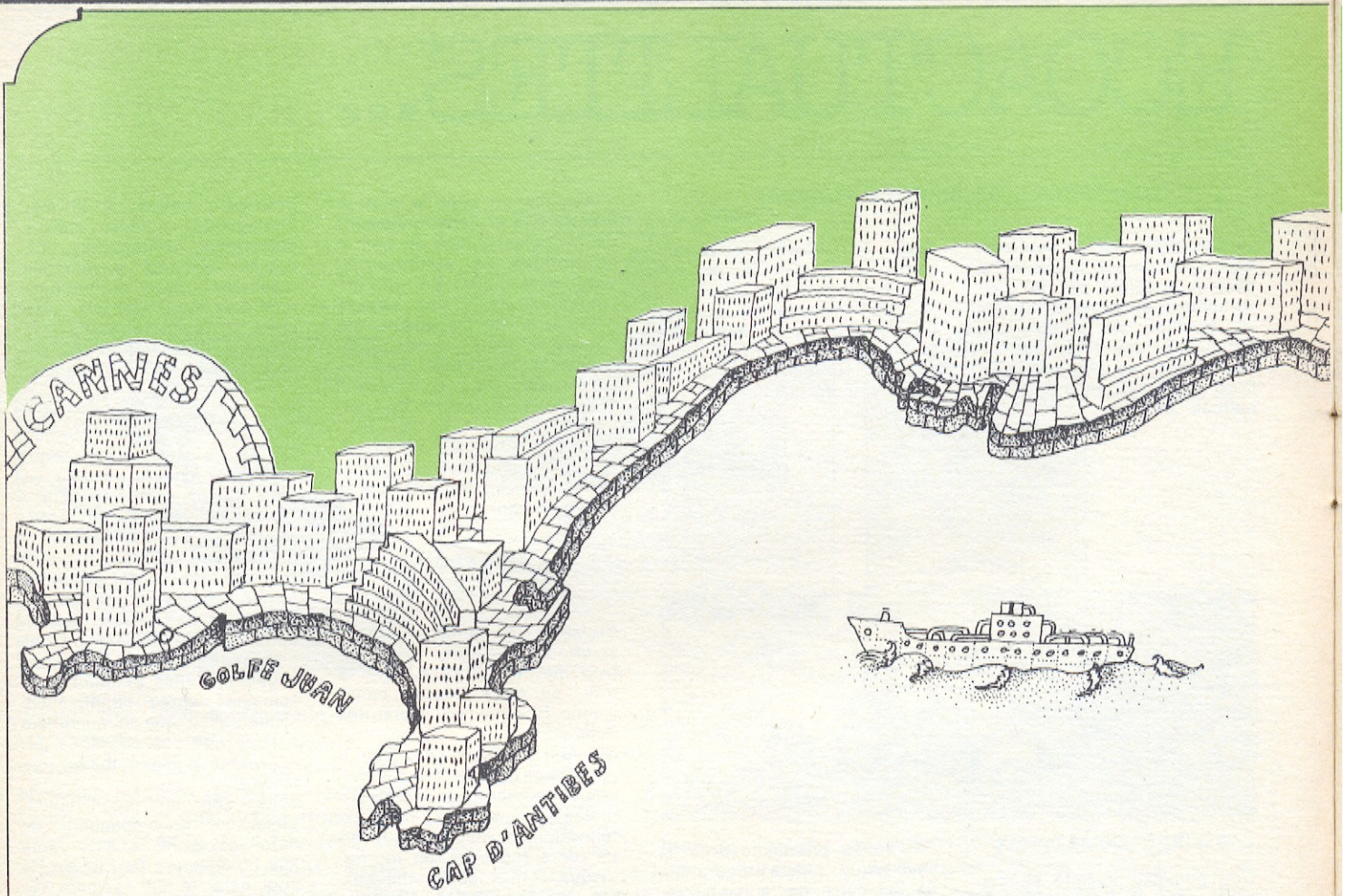
« Eviter le contact du produit concentré avec la peau ou les yeux. Laver immédiatement à l'eau les parties du corps atteintes. Veiller à ce que le diquat ou les solutions en contenant ne soient absorbés ni par l'homme ni par les animaux. Ne pas laisser le produit à portée de la main des enfants. Eloigner le bétail des végétaux traités pendant deux semaines après l'application. Veiller à ce que la pulvérisation ne soit pas entraînée par le vent sur les cultures voisines... »
Telles sont les recommandations qui accompagnent un défoliant, le REGLONE, vanté aux agriculteurs de l'île de Ré pour hâter le mûrissement des pommes de terre huit jours avant la récolte. Huit jours après, elles sont sur toutes les tables.



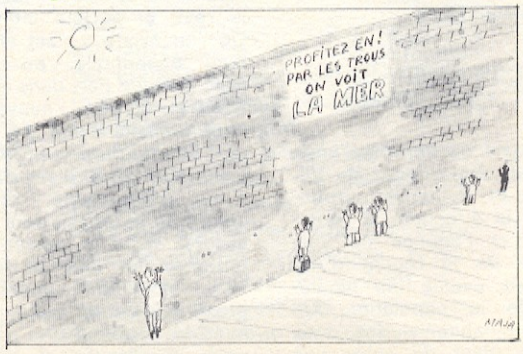
CRISE DE L'ENERGIE (SUITE)

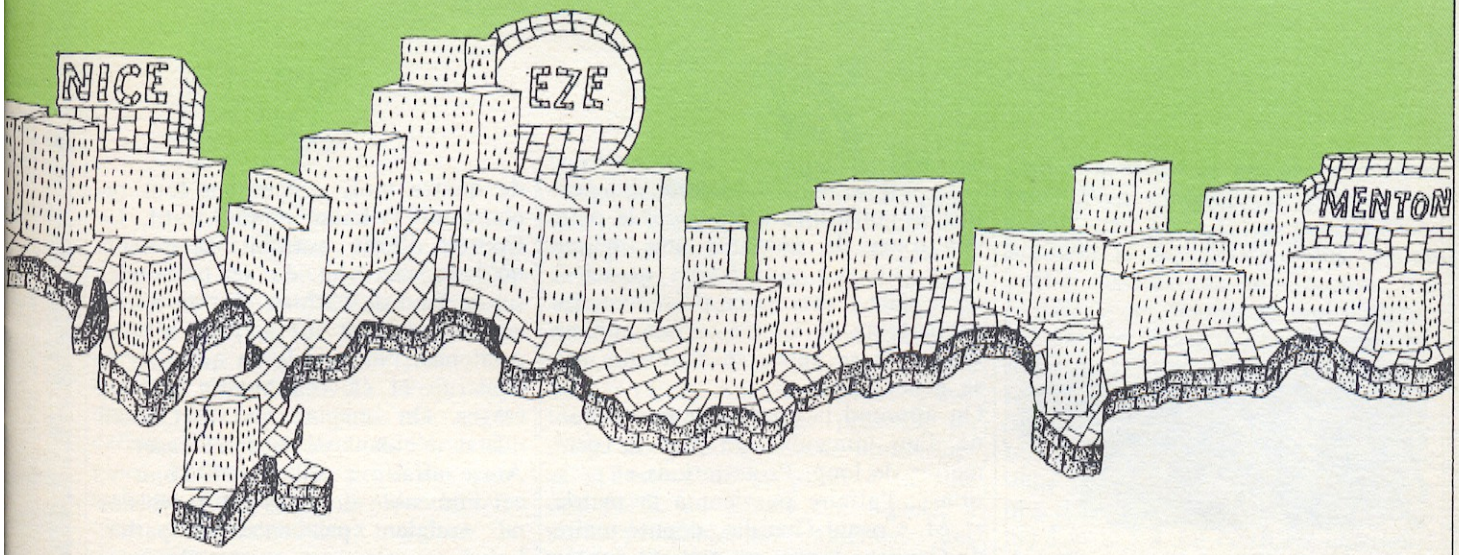
Pour lutter contre la pénurie d'essence, les compagnies américaines prennent les unes après les autres des mesures draconiennes : les quantités vendues sur les autoroutes sont limitées à quarante litres par personne ; Philips Petroleum réduit d'un demi-point l'indice d'octane de ses carburants automobiles afin d'augmenter ses livraisons. Enfin, le port de Houston, le troisième des Etats-Unis, est en voie de paralysie totale à cause du manque d'essence. Rappelons la théorie des optimistes : « A partir de 1985, tout ira bien ». — Le tout c'est d'y parvenir.

Suite page 36



GUIDE ANTI-TOURISTIQUE DE LA COTE D'AZUR





De Cannes à Menton : les six derniers scandales...

Nous pouvons construire n'importe quoi au beau milieu de la Promenade des Anglais ; il nous sufirait d'y mettre le prix... » Cette affirmation prêtée à un promoteur de la Côte d'Azur a-t-elle été réellement prononcée ? Peu importe ! le plus grave est qu'elle illustre sans exagération un état de fait.

Car si la guerre du béton a commencé ici vers 1943 avec les fortins construits alors par l'occupant, elle ne s'est pas terminée en 1945 ; bien au contraire, elle a repris de plus belle depuis 1960... Il n'est que de se promener de Théoule à Menton pour constater les dégâts.

Conscients de cet état de guerre, des citoyens se groupèrent en associations de défense, sortes de formations de résistance ayant une structure régionale, l'U.R.V.N. (1), et des structures départementales. Ces associations ont entrepris le sauvetage de ce qui demeurait encore intact et d'incontestables victoires ont été obtenues.

La baie d'Eze-sur-Mer était, aux alentours de 1970, convoitée par un promoteur très connu, donc aux « possibilités » non négligeables... Il s'agissait d'endiguer (c'est-à-dire de gagner des terres sur la mer par remblaiement de celle-ci) et de construire ensuite des immeubles, vendus un bon prix, sur l'endigage ainsi obtenu. La manœuvre fut déjouée et la rade sauvée.

A Mandelieu, un projet démentiel comportant des tours à la mode parisienne fut combattu par l'association de défense locale et les tours en restèrent à la maquette.

Ce sont, encore, des victoires à Golfe-Juan (la rade en danger d'urbanisation scandaleuse), à Saint-Raphaël, à Villefranche, etc.

Mais la guerre du béton continue. On aurait pu croire la Côte sauvée après certaines déclarations ministérielles ou préfectorales, mais, hélas ! il fallut vite déchanter.

« *Plus de tours ni d'immeubles-barres dans les villes de moins de cinquante mille habitants* », déclara M. Chalandon, alors ministre de l'Equipement. Or, en 1973, on construit sur la commune de Vallauris des tours de quatorze étages, qui plus est, sur une colline, afin que, sans doute, toute la population puisse en profiter. Pendant ce temps, dans un autre quartier, se construit une barre d'immeubles de cent cinquante mètres de long... Et pourtant, de notoriété publique, Vallauris n'a pas vingt mille habitants !

« *Les immeubles seront désormais bien intégrés dans le paysage...* », dit à peu près le préfet Thomas à Télé-Monte-Carlo. La déclaration fit doucement rigoler les téléspectateurs qui passent tous les matins sur la route du bord de mer à Saint-Laurent-du-Var, où, depuis peu, se dresse une espèce de tour pornographique assortie de deux excroissances. Un pêcheur de Cagnes voyant cela s'est exclamé : « *Té, la Côte d'Azur, maintenant, c'est un homme !* »

(1) *U.R.V.N. : Union régionale pour la défense de la vie et de la nature sur la Côte d'Azur, le Moulin de Serres, 83-Le Muy.*

CANNES : L'ART DE CONTOURNER LA LOI



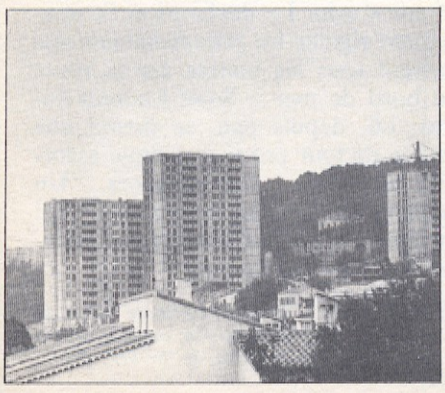


A Menton, un permis de construire a été accordé pour des tours de quarante-cinq mètres dans l'un des plus beaux quartiers de la ville. Forts de ce précédent, les promoteurs de Cannes n'ont aucune raison de se gêner et, d'ailleurs, ne se gênent pas.

On apprend la construction prochaine d'un immeuble de plus de cent mètres de long. Protestations et pétitions : l'affaire parvient à la mairie et M. Cornut-Gentille, député-maire de Cannes, dépose un recours auprès du Tribunal administratif. Dans son jugement, ce dernier décide de surseoir à l'exécution des travaux, qui doivent être immédiatement arrêtés en attendant une enquête ultérieure. Mais le ministre de l'Equipement vole au secours du promoteur : il va jusqu'au Conseil d'Etat qui, un mois après la décision du Tribunal administratif, casse le jugement pour vice de forme. En effet, le maire de Cannes avait laissé passer le délai légal de quatre mois concernant tout recours au Tribunal administratif. Le Conseil d'Etat notifiait néanmoins qu'il se réservait de se prononcer sur le fond de l'affaire. Un an après, aucun jugement sur le fond n'a été prononcé, l'immeuble en question se construit et élèvera bientôt ses dix étages. On imagine mal le Conseil d'Etat décidant de le faire raser.

Autre affaire : celle du « *Tanit* », cet immeuble dont les futurs voisins ne voulaient pas entendre parler. Leurs protestations contre l'énorme bloc de béton qu'on prétendait leur imposer entraînèrent l'intervention des services publics auprès du promoteur. Celui-ci n'avait plus qu'une chose à faire : transiger. Ses arguments durent être tout à fait persuasifs puisque les voisins du « *Tanit* » ne voient plus aucun inconvénient à la poursuite des travaux — lesquels ont repris... dans l'illégalité la plus totale.

VALLAURIS ET GOLFE-JUAN : DES H.L.M. SANS ÉCOLES



Des H. L. M. de quatorze étages à Vallauris, l'une des villes les plus visitées de la côte ! Le maire justifie d'un mot cet ensemble monumental : « *Il faut bien loger les ouvriers.* » Soit, mais qu'entend-il par « *loger* » ? N'importe quel instituteur du pays, n'importe quel professeur de l'actuel C.E.G. lui dira que toutes les écoles de la région sont surchargées et qu'avant tout ensemble immobilier de quelque importance il fallait bâtir un C.E.S. de neuf cents places minimum.

A Golfe-Juan, qui fait partie de la même commune et dépend donc de la même municipalité, une route va être créée pour permettre l'extension de la zone continue. La route n'est pas encore construite, mais l'énorme barre de béton qui la borde, elle, l'est déjà. C'est ravissant. De plus, là aussi, aucune école n'a été prévue et il faut faire plusieurs kilomètres pour trouver un terrain de jeux : les enfants auront toujours la ressource d'aller faire joujou sur la route.

CAP D'ANTIBES : L'AFFAIRE DU BOIS DE LA GAROUPE

Inscrit à l'inventaire des sites depuis 1966, le Cap d'Antibes est l'un des terrains de manœuvres favoris des spéculateurs. Ceux-ci misent sur le fait que la commune d'Antibes a un plan d'urbanisme remontant à 1960, déjà dépasé lors de sa mise en application. En attendant un nouveau plan, Antibes est la proie des promoteurs « sauvages » qui bénéficient d'un scandaleux régime de dérogations.

Exemple type, rapporté par le colonel Lauzé, président du syndicat de défense du Cap d'Antibes : l'affaire du bois de la Garoupe.

Espace vert unique dans la région, situé en plein centre du Cap, sous le phare de la Garoupe, ce bois est vierge de toute construction. Il appartient à une vieille famille antiboise qui, pour des raisons de succession et de partages, ne peut plus le conserver. Pour éviter son saccage, la famille s'adresse à la municipalité et demande l'achat du bois par la ville ou par l'Etat. Aucune réponse. Finalement, un promoteur présente un projet de grand ensemble immobilier et a l'astuce de proposer à la ville une partie du terrain sur laquelle il aura préalablement aménagé des tennis. L'adjoint aux sports appuie aussitôt le projet et une pétition circule dans tout Antibes pour recueillir les signatures des habitants désireux de faire apprendre le tennis à leurs enfants. En cas de réponse favorable, les signataires s'engageront à soutenir le projet du promoteur. Bien entendu, la pétition ne faisait pas état de la contrepartie, à savoir la destruction d'une grande partie du bois de la Garoupe. Le Syndicat de défense prend l'affaire en main et réussit à obtenir le classement du bois en zone forestière avec la bénédiction écrite du préfet.

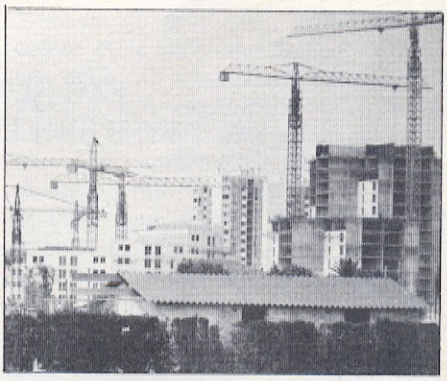
Sitôt l'affaire réglée, deuxième alerte : un complexe hôtelier s'implante dans le bois avec l'aide d'une banque d'affaires. Point de vue du colonel Lauze : « *Le coup est classique. On demande un permis de construire pour un hôtel — ce qui est plus facile à obtenir que pour un immeuble d'habitation — et ensuite on construit des immeubles avec ce permis ! Nous n'avons pas fini de nous battre...* »

BANLIEUE DE NICE : LES AVIONS QUI RENDENT FOU

Quand vous passez le pont du Var, à l'entrée de Nice, vous apercevez sur la gauche une incroyable forêt de grues ; tout le quartier est en expansion, mais livré à l'urbanisation la plus folle qui soit: cette banlieue est devenue pratiquement invivable depuis que l'aéroport de Nice a pris place parmi les tout premiers de France.

J'ai assisté à une réunion des parents d'élèves de l'école Nice-Flore, devenue par la force des choses le lieu de rencontre de tous les mécontents. Un parent d'élève : « *Vivre dans ce quartier, c'est vivre un cauchemar. Toute la journée, le bruit est assourdissant et, les décollages étant très rapprochés, j'ai l'impression que mes nerfs vont finir par craquer.* » Un professeur : « *Le bruit des avions est tel qu'on ne s'entend pas d'un bout à l'autre de la classe. Je suis sans cesse obligé de m'arrêter au milieu d'une phrase, puis de la reprendre en attendant le nouveau décollage.* »

Un membre du comité de défense : « *Nous avons organisé une projection de film sur le bruit pour lancer un mouvement de protestation. Au moment où l'on voyait, sur l'écran, un avion en train de décoller, la salle était littéralement assourdie par la bande-son. Quelques secondes après, cette bande-son était elle-même couverte par le bruit d'un véritable avion passant au-dessus de l'école.* »



Une mère de famille : « *On nous a alloué un appartement neuf. Nous étions heureux. Nous n'imaginions pas ce que pouvait être ce bruit : un enfer ! Le plus scandaleux est que ces immeubles ont été construits récemment, alors que les promoteurs savaient parfaitement que le coin était invivable. On voit bien qu'ils habitent d'autres quartiers. Quant aux enfants, comment voulez-vous exiger d'eux un travail normal quand ils doivent subir ça ?* »

LE VIEUX-NICE : UN TRIBUNAL JUGE ET PARTIE

Le Vieux-Nice va jusqu'à la mer, au bord de laquelle s'élève le bâtiment du Tribunal administratif. Il s'agit d'une petite bâtisse de style second Empire, fort désuète et ne jurant pas avec le décor environnant.

Mais l'administration vient brutalement de décider que le Tribunal était trop à l'étroit et qu'il fallait envisager son agrandissement. Surprise du Comité de défense du Vieux Nice, présidé par le docteur Lapeyre et animé par Mme Roman : « *En effet,* dit celle-ci, *cette décision est d'autant plus étrange que l'actuel dernier étage du Tribunal — aisément récupérable — est occupé par des particuliers.* » Quant à l'agrandissement en question, il consisterait à bâtir un immeuble de plus de vingt-cinq mètres de haut en plein vieux quartier. Mme Roman a réuni plus de 3 000 signatures d'habitants directement intéressés par cette histoire tragi-comique.



Comique ou plutôt bouffonne, parce que le massacre du Vieux-Nice serait dû à l'extension d'un Tribunal administratif qui confirme chaque jour son rôle positif dans la défense des sites.

Tragique, parce que, dit Mme Roman, « *à côté du Tribunal, il y a les fameuses Terrasses dans une zone* non aedificandi. *Or certains propriétaires des Terrasses espèrent que, le Tribunal lui-même empiétant sur la zone* non aedificandi, *on ne pourra plus leur refuser le droit d'élever des immeubles à la place des Terrasses. A partir de là, pour tout le Vieux-Nice, c'est le début de la fin* ».

EZE-SUR-MER : UN MYSTÉRIEUX PROMOTEUR



Mon interlocuteur tient à garder l'anonymat : il appartient à la haute administration et en connaît les dossiers les plus secrets. Il se dit « *écœuré par tous ces micmacs* » ; à l'entendre, il y a de quoi : « On envisage d'enrober le célèbre rocher d'Eze dans un carcan de béton et de créer ainsi l'infrastructure nécessaire pour neuf cents logements. » L'opération aurait pour auteur un promoteur de *dimension nationale* (je cite) qui bénéficie d'appuis proprement ahurissants ; classée de Nice à Menton, la côte comporterait un seul point non classé : Eze-sur-Mer — « *pour faire plaisir au promoteur en question* ».

Camille BARTOLI

Photos de Camille Bartoli et Jacques Windenberger/Rapho

LETTRE OUVERTE AU MINISTRE DE L'ÉQUIPEMENT

A M. Olivier Guichard

Monsieur le ministre,

J'ai l'honneur de vous adresser cette lettre qui exprime le profond mécontentement d'une grande partie de la population qui ne peut être satisfaite de se voir embastillée par des enceintes de béton. Dans vos directives aux préfets, reproduites par la presse, vous déclarez :

1°) « Les grands ensembles », désormais interdits pour des raisons parfaitement judicieuses, se réduiront aux environs de 500 logements ;

2°) Les Z.A.C. (zones d'aménagement concerté) devront pouvoir être réalisées en cinq ans et leur capacité n'excédera pas 1 000 logements pour les petites agglomérations et 2 000 pour les plus grandes ;

3°) Vous désirez empêcher toute ségrégation sociale (H.L.M.).

Or, à Mandelieu, malgré nos protestations, nos pétitions, nos lettres restées sans réponse, vous avez, par délégation au préfet des Alpes-Maritimes, M. Thomas, créé une Z.A.C. dite « Cannes-Marina » (Sociétés Sidonac et Sera) que vos prédécesseurs avaient volontairement laissée sous le coude. Cette Z.A.C., contraire à l'esprit de la réglementation (aucun caractère social), permettra de construire des résidences essentiellement secondaires, comme l'indique le règlement de Z.A.C. déposé en mairie.

Que penser de vos déclarations citées plus haut alors que nous savons que cette Z.A.C. permettra au moins 3 000 logements dont les habitants seront présents un ou deux mois par an et n'apporteront absolument rien à l'économie locale de Mandelieu ? Il y aura bien là ségrégation de nantis qui constitueront un camp retranché du reste de la commune. Que penser de l'application, ici, de la circulaire ministérielle du 30 novembre 1971 aux préfets, dont il est fait état dans la pétition que les habitants nous ont priés de vous adresser le 27 avril dernier (moyenne des hauteurs dans la commune : quatre étages ; dans les Z.A.C. : 50 % de villas) ?

Que penser de la hauteur autorisée de R + 13 à R + 9 avec quelques R + 4 dans la Z.A.C. dite Cannes-Marina ?

Que penser de la surcharge du coût des équipements collectifs qui écrasera les contribuables de Mandelieu, commune particulièrement endettée par des emprunts divers ?

Que penser d'une convention de Z.A.C. désastreuse pour la commune ? Nous l'avons dénoncée par tract et nous continuerons d'aviser la population lorsque la Direction de l'équipement, pour permettre aux navires de « Cannes-Marina » d'accéder à la mer sans se soucier de la dégradation du site, fera surélever de 1,50 mètre la route du bord de mer.

Que penser d'une administration aveugle qui continue le saccage de la commune en appréciant à sa façon les directives de votre prédécesseur et de vous-même ?

On veut partout multiplier des immeubles de trente mètres de haut ; alors que l'on a détruit le site du Capitou vos agents s'apprêtent à détruire la Napoule !

Que penser d'une infraction de 3 000 mètres carrés par rapport à la surface autorisée par le permis de construire, infraction connue de tous, du maire au ministre, et que votre préfet des Alpes-Maritimes vient de régulariser par permis de construire rectificatif, alors que pour des infractions mineures vous traînez les braves gens devant des tribunaux du même département !

D'ailleurs, à un congrès des syndicats de magistrats, ceux-ci déclaraient qu'aucun promoteur n'avait été déféré devant un tribunal, mais que seuls les constructeurs du dimanche étaient poursuivis avec toute la rigueur de la loi.

Veut-on à tout prix entretenir la colère et le mécontentement de braves gens qui s'adressent continuellement à nos organismes tant ils se sentent opprimés par les irresponsables qui apprécient à leur façon les décisions ministérielles ?

Si l'Etat qui décrète ne peut appliquer l'exécution de ses décisions, le moins qu'on puisse dire est que la situation risque de devenir particulièrement grave.

Je vous prie, Monsieur le ministre de bien vouloir agréer l'expression de mes très sincères salutations.

Signé : Enaudeau,
vice-président du GADSECA.

(Groupement des Associations de défense des sites et de l'environnement de la Côte d'Azur.)

ATTENTION: PLAGISTE PRIVÉ

Sur les plages de la Côte d'Azur ou d'ailleurs,
que vous le vouliez ou non,
votre environnement sera déterminé par les plagistes.
Attention : les chiens de garde
de la bourgeoisie bronzée ont les dents longues.
Et ils peuvent mordre.

« *Un café, s'il vous plaît.* » Coup d'œil rapide du garçon vers l'individu qui avance au bar : seul, cinquantaine, inconnu... !! flaire : fonctionnaire, pas de pognon. « *Je peux avoir un café ? — Non, je regrette, nous ne servons que les clients de la plage. C'est un club privé.* »

L'homme regarde autour de lui : matelas et parasols bien alignés, sable ratissé, propre, net — on voit encore les sillons du rateau —, lui, à côté, sur la plage publique, il a pris du goudron plein les pieds et les mollets. Une femme allongée, à demi nue, s'étire et jette négligemment derrière elle un papier : il est aussitôt ramassé ; à côté, les détritus s'entassent depuis le début de l'été, la plage ne sera plus nettoyée avant septembre. Cabines, douches, toilettes : quand on reste une journée entière sur la plage à quatre ou cinq kilomètres de la ville, ce n'est pas du luxe. Et ces bambous, ces petites huttes d'herbes sèches, ces palmiers, ces parasols genre tahitien, cela fait décor d'opérette, mais c'est sympathique.

Les prix, eux, le sont moins : 8 F la bouteille d'eau minérale, 6 F le matelas, 3 F le parasol : avec les gosses, cela ferait...

« *Ordre du patron... Club privé...* » Compris. Ici, on sélectionne la clientèle pour éliminer « les touristes à sandwichs et à coca-cola », De toute façon, ils s'y sentent mal à l'aise, gênés, étrangers, et partent le plus souvent d'eux-mêmes.

Le commerce du sable sur la Côte d'Azur est prospère grâce à une certaine société qui paie pour être séparée des autres. Dans la course au soleil, elle veut les meilleures places. Trouver sur la plage bondée l'isolement, la tranquillité, l'exotisme. Le rôle du plagiste, c'est précisément cela : protéger son isolement, la préserver de la promiscuité des congés payés, favoriser cette distinction. Sur son lopin de sable loué à la municipalité, le plagiste vend une certaine idée des vacances, de la liberté, du « retour à la nature ». Il connaît à fond sa clientèle ; il est passé maître dans l'art de plaire, de séduire, d'exploiter. « *Hervé, les deux meilleurs matelas pour messieurs-dames.* » Il fait porter les paquets, complimente pour le chic du maillot, assure un temps radieux ou fait de petits cadeaux : une glace pour le gosse, une ristourne de 3 F sur une addition de 100 F. Aux anniversaires, il offre le champagne.

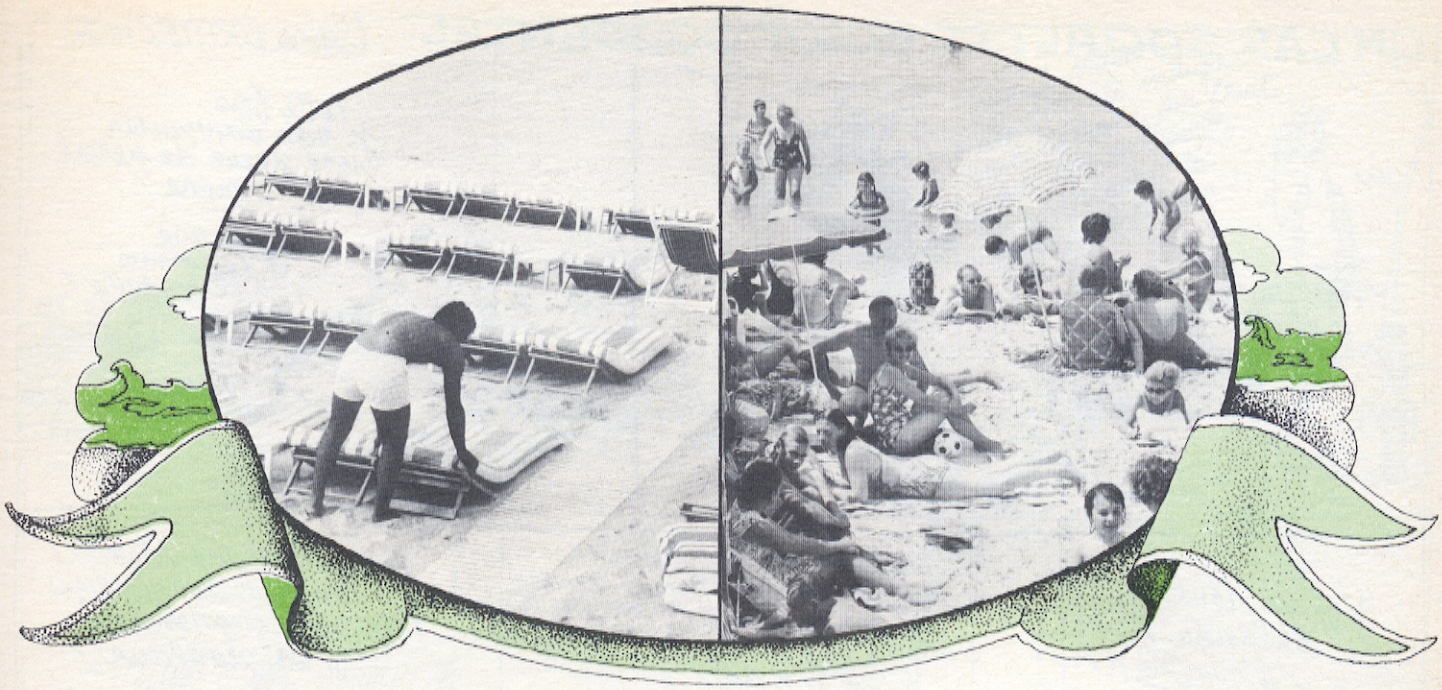
Toute la journée, attentif, anxieux, il surveille sa précieuse clientèle. « *Hervé ! Regardez donc là-bas... Vous y allez ou bien est-ce que je dois y aller moi-même !* » Faute professionnelle : une cliente appelle, elle n'a plus tout à fait ce qu'il lui faut d'ombre sur la tête... « *Le temps de poser votre cigarette, j'y serais allé dix fois !* » Vite, vite, le patron s'énerve. Et ils sont nombreux tous les étés, les candidats-plagistes : des étudiants, des manœuvres, des profs de gym attirés par le boulot relax et le mirage des filles autant-que-tu-en-voudras.

Mer, plage, soleil : dur à gagner. Seize heures de travail par jour. Un salaire d'O.S. Seul intérêt : les pourboires, de gros pourboires souvent. « *Mais,* me dit l'un d'eux, *il faut faire le beau, la putain...* » Aller dix fois, quinze fois dans la journée déplacer le parasol, tourner le matelas ou le paravent, rapprocher le tube de crème solaire. Les clients en vacances ne veulent pas lever le petit doigt. Le plagiste, c'est le larbin, mais il ne faut pas que cela se sente : « ils » ont horreur de ça.

Souriant, sympathique, décontracté, mais toujours « à sa place ». Il a vite appris à les connaître, les « gens à pognon ». « *Qu'est-ce que vous faites dans la vie, Hervé ? — Barman, madame.* » A une autre, il répondra croupier ou étudiant. En fait, il est peintre en bâtiment, mais il ne le dit pas : « *Cela ne leur plairait pas d'être servies par un gars qui baigne six mois de l'année dans l'essence.* »

Au début, quand il était nouveau, il se sentait privilégié, flatté de ne pas être traité de haut. Il rêvait d'égalité. Il travaillait sur une « bonne » plage et se faisait pas mal d'argent : il allait le claquer dans les boîtes à la mode pour côtoyer d'égal à égal les clients de la plage, offrir le whisky, sympathiser. En partant, ils lui disaient : « *St tu montes à Paris, téléphone-moi.* » Il a fait la bêtise d'y aller ; là, il a compris.

Maintenant, il est décidé à vendre cher sa jeunesse et son humilité. Quand un bourgeois arrive et fait tinter son fric, ostensiblement il le salue très bas. Et, une fois le client tout seul dans son petit maillot de bain, il guette le moment où l'autre aura besoin de lui pour l'un de ces petits services que l'on demande tout bas : « *Dites-moi, Hervé... si la petite qui est seule là-bas revient demain*



Photos Jacques Windenberger/Rapho

sur la plage, placez-la à côté de moi... » Sourire entendu, petite commission. Revanche. Jeu subtil des relations interpersonnelles où chacun veut et croit être gagnant.

Mais patrons, employés, clients se retrouvent côte à côte pour faire de leur carré de sable un milieu réservé. Défense des intérêts et défense des préjugés se confondent. Les cloisons, naguère de simples bâches, se transforment de plus en plus en solides barrières. Et le passage ou le stationnement à l'intérieur de ces plages « concédées » est laissé à l'appréciation du concessionnaire, qui fait lui-même sa police. Tout irait pour le mieux s'il était possible de faire croire à tous les baigneurs que ces plages sont réellement privées et que les plagistes ont aussi le droit d'interdire le bord de mer, domaine public de l'Etat. Mais restent toujours quelques têtes brûlées, exaspérées par ce séparatisme et sûres de leur bon droit, qui viennent tranquillement s'installer près de l'eau, troublant ainsi l'Eden de l'élite. Il est vrai que le « fauteur de troubles » ne reste jamais longtemps. « *Il y a mille petits trucs de métier pour le faire partir,* raconte un plagiste. *Le sable, ça vole. Même pas besoin d'élever la voix. Il suffit, par exemple, que quelques volontaires manifestent leur bonne humeur tout près du gêneur.* » Rares sont les estivants décidés à sacrifier leurs vacances à la lutte pour la démocratisation des plages.

La propriété privée existe, de fait, sur les plages de la Côte d'Azur. Hors la loi. Des mesures prises en août dernier par le ministre de l'Equipement pour limiter les parties payantes à 30 % de la superficie des plages naturelles ont eu pour effet de renforcer la solidarité des plagistes et leurs exigences. Après le droit de clôture, ils ont obtenu le droit de construire en dur, avec bientôt un bail de six ou neuf ans. « *Finie la dépendance à l'humeur du maire !* » Et sur ces plages artificielles, « vitrines de la ville » qui bénéficient déjà comme à Cannes des meilleurs emplacements, les plagistes ont réussi à faire reléguer les parties d'accès public aux deux extrémités de la baie : « *C'étaient de véritables verrues, cela faisait sale, désordonné. Maintenant, du haut de la Croisette, c'est bien plus joli, on voit tous ces parasols de toutes les couleurs, bien disposés...* »

L'ESCALADE

Le syndicat des plagistes a gagné. Le préfet des Alpes-Maritimes vient en effet de lui accorder le droit à un classement catégoriel des plages payantes. En clair, cela signifie que les plages gérées seront classées selon la qualité du sable, des matelas et du service, en catégorie « 3 bouées », « 2 bouées » ou « 1 bouée ». Une telle mesure renforce évidemment la mainmise des marchands de sable sur le littoral méditerranéen. Que reste-t-il de la loi du 27 juillet 1972 stipulant que le public peut circuler librement sur les plages ? Le droit, pour ceux qui ne peuvent ou ne veulent pas payer, d'aller se faire bronzer ailleurs.

Aujourd'hui, les plagistes se serrent les coudes pour interdire l'accès du bord de mer au public : « *Nos clients sont continuellement importunés : Arabes, hippies, dragueurs, vagabonds...* », et rêvent de propriété commerciale : « *Travailler des années pour une concession, l'installer, l'équiper, faire des frais considérables et finalement n'avoir rien à soi...* »

Tous ne la gagnent d'ailleurs pas, même si le bénéfice reste souvent coquet. A Saint-Raphaël, Alain, 30 ans, travaille l'hiver chez un patron. D'autres, pour rentabiliser au maximum leur affaire, acceptent le plus de monde possible, alors que le contrat ne permet d'utiliser que 30 % du sol : plages grouillantes où, matelas contre matelas, on vient passer ses vacances dans l'espoir de rencontrer des vedettes.

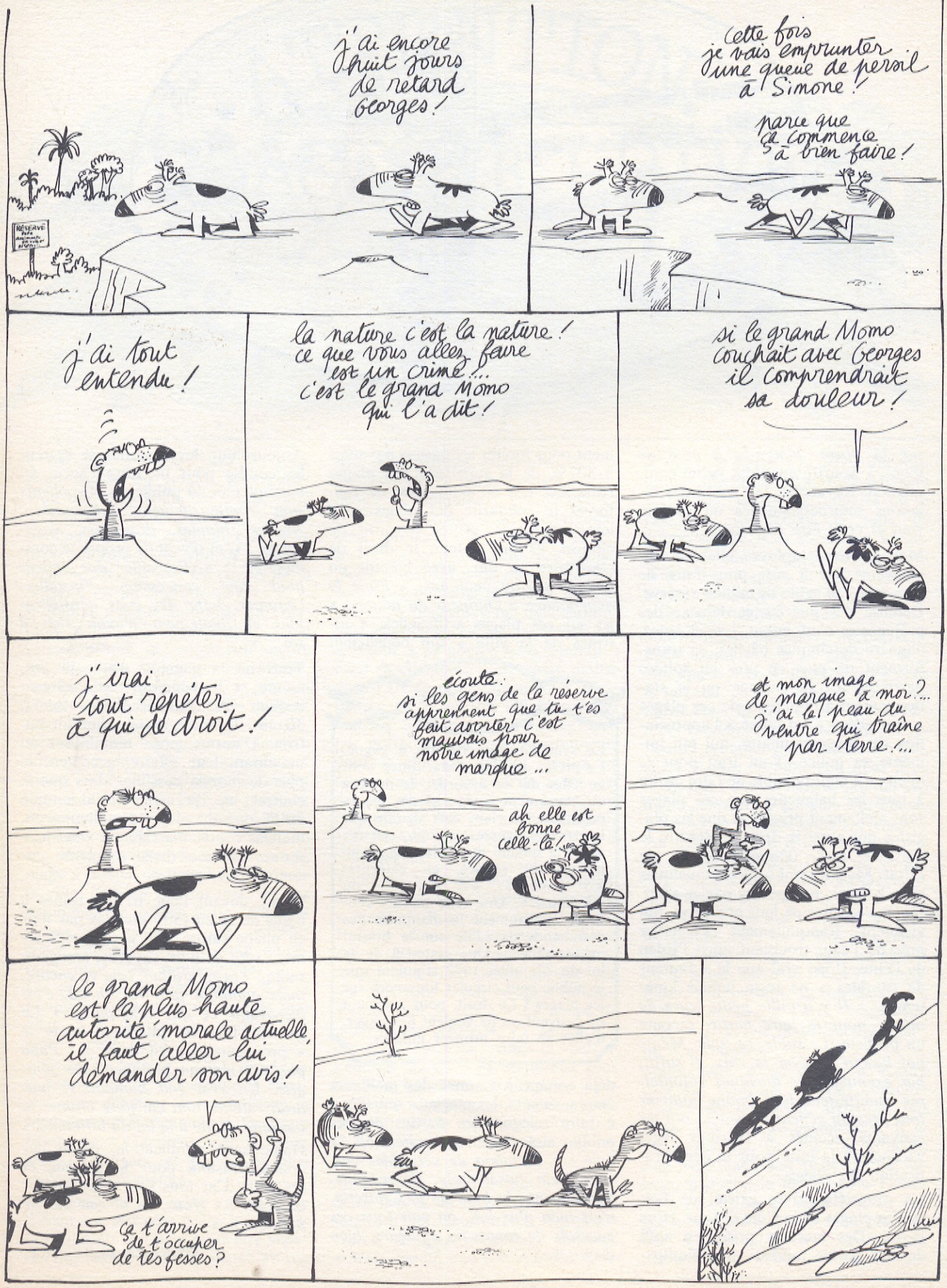
Planté devant l'une de ces usines à bains de soleil (500 matelas par jour en pleine saison), un garçon entièrement vêtu de noir, superbe, arrogant, raille : « *Aujourd'hui, cela va encore, mais quand il fait très chaud, c'est incroyable ce que cela pue !* » Le patron, furieux, intervient mais le « provocateur » est lancé : « *Papa phoque, maman phoque, bébé phoque. Un vrai zoo humain. Il faudrait ratisser tout ça, faire cramer la baraque. Halte à la loi du biffeton !* »

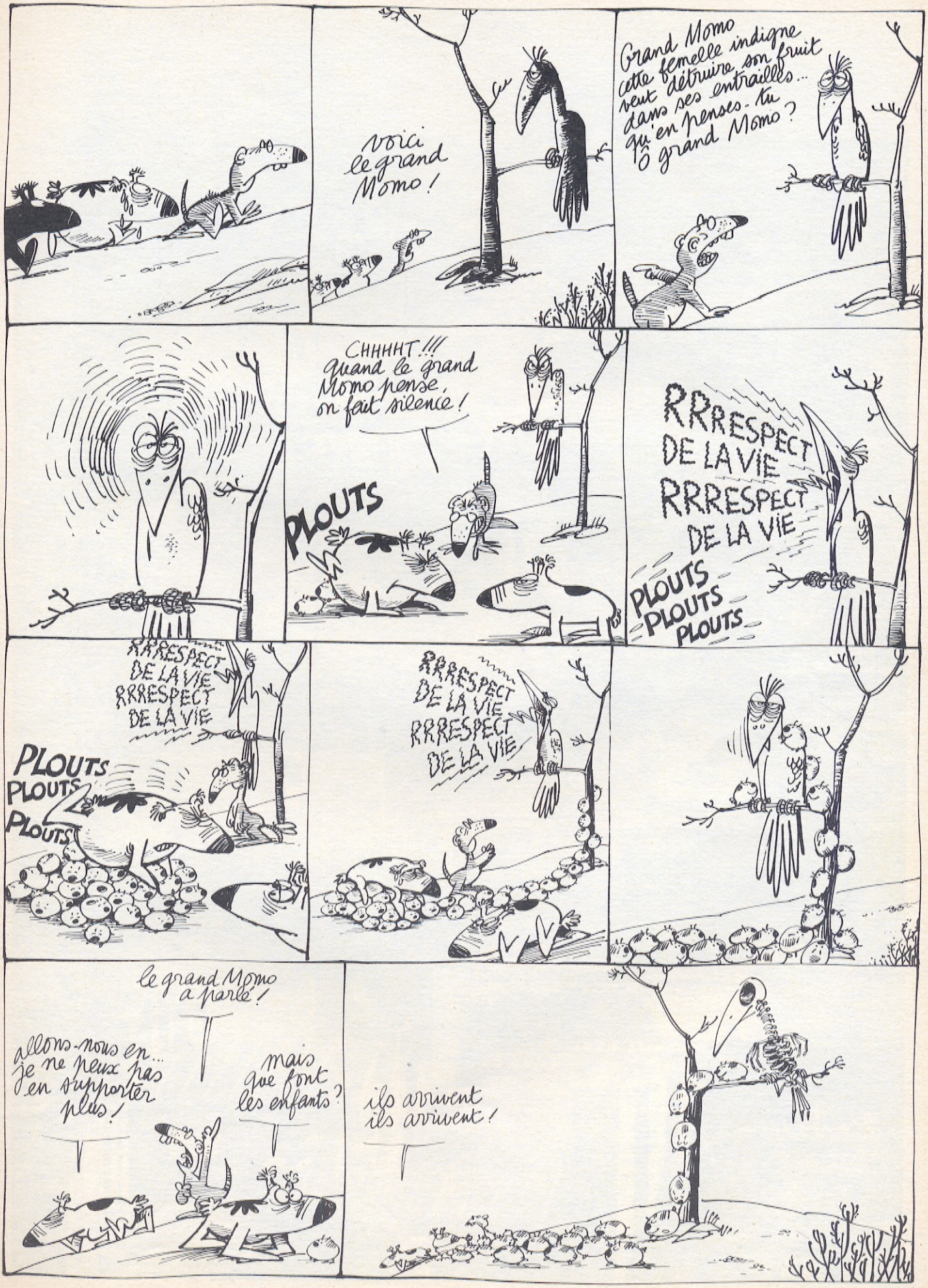
Haine sans signification, colère incompréhensible pour le plagiste et ses amis. Car tous sont d'accord sur ce point : « *Nous, on ne fait pas de politique...* »

Frédérique LEBELLEY.

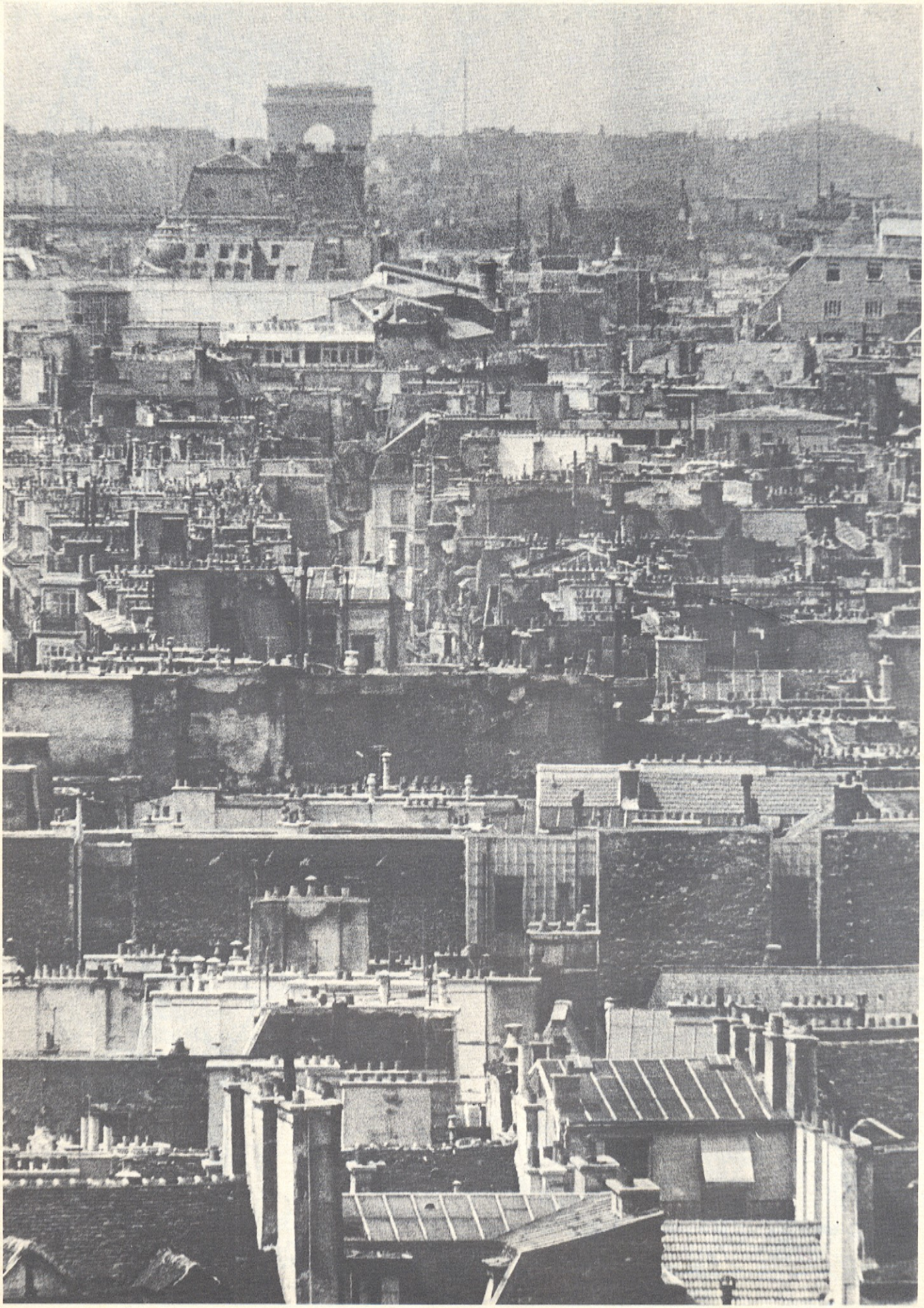
UN CAS SOCIAL : LE BOLOT OCCIDENTAL

Claire BRETÉCHER





Page 60 : encore le Bolot occidental...



William Klein/Viva

PARIS POURRI

Lorsqu'on demande aux Parisiens : *« Comment allez-vous ? »*, deux sur trois répondent : *« Mal »*. Tel est le résultat de l'enquête réalisée par la SOFRES pour *le Sauvage*.

Cette enquête chiffrée de la Sofres ne laisse aucun doute : les Parisiens sont malheureux. Les jeunes, les vieux, les autres sont d'accord : la vie à Paris est « *de plus en plus désagréable* ». Que dirait-on d'un homme dont le travail est de moins en moins bien payé, de plus en plus pénible et inutile, qui ne chercherait pas une autre activité ? Que penserait-on de lui si, après s'être fait empoisonner vingt fois par la même marque de conserve, il en nourrissait ses enfants ? Les attitudes des Parisiens confrontés à leur comportement sont tout aussi aberrantes. Nous haïssons la ville — Paris ou une autre métropole —, mais nous y restons et nous sommes chaque jours plus nombreux à nous y agglomérer.

Par quoi est-on le plus « gêné » en ville ? L'enquête le dit : par les encombrements et les gaz d'échappement des voitures. Ça ne nous empêche pas d'avoir chacun notre voiture, de gaspiller des fortunes en travail et en produits naturels (en vie de l'homme et de la terre) pour nous retrouver bloqués sur le périphérique étouffant, seuls dans un véhicule de quatre ou cinq places. Au moment même où je fais, comme tout le monde, ces observations banales, je cherche à acheter une voiture. Nos comportements sont très précisément le contraire de nos désirs. Nous voudrions — bien légitimement — un air respirable, nous faisons tout pour l'empuantir. Nous souhaiterions circuler en ville plus rapidement qu'il y a deux siècles — nous nous sommes donné ces moyens —, nous nous arrangeons pour piétiner. Il faut le dire : nous sommes formidables.

Le responsable de nos malheurs, les Parisiens l'ont bien identifié : c'est le gouvernement. Si ce n'est pas lui, c'est son frère : l'administration, ou son cousin : les élus locaux. Dans tous les cas, des gens que nous avons — directement ou non — désignés nous-mêmes. Périodiquement, nous sommes appelés à remplacer ces diri- ▶

Voici les résultats du sondage effectué par la SOFRES pour Le Sauvage *auprès d'un échantillon de cinq cents habitants de la région parisienne, en mai 1973. Nous publions en regard les résultats d'une enquête similaire réalisée à Londres au début de cette année par l'*Opinion Research Center.

Question : Est-ce qu'à votre avis, la vie à Paris et dans la région parisienne est aujourd'hui plutôt plus agréable ou plutôt moins agréable qu'il y a trois ans ?

	Paris	Londres
Plutôt plus agréable	18	12
Plutôt moins agréable	60	73
Pareille, sans changement	15	13
Sans opinion	7	2

Question : Parmi les choses suivantes, quelles sont celles qui vous gênent le plus ?

	Paris	Londres
Les encombrements et les embouteillages	75	46
Le bruit causé par la circulation	48	31
Les gaz d'échappement des voitures	57	46
L'encombrement des transports en commun (métro, autobus, trains, etc.)	43	30
Le bruit causé par les avions	5	16
Les fumées d'usines et de cheminées d'immeuble	8	17
	= % (1)	

(1) *Le total des pourcentages est supérieur à 100, les personnes interviewées ayant pu donner plusieurs réponses.*

Le système c'est nous, la société c'est nous, donc la ville c'est nous



Rapho

geants qui, évidemment, se coalisent avec un plaisir sadique pour nous rendre l'existence insupportable. Chaque fois, nous leur demandons de ne pas nous abandonner à notre sort et de continuer leur œuvre. Il faut tout de même le répéter : nous sommes formidables.

Mais peut-être n'est-ce là que l'apparence ? Nous ne choisissons pas : nous sommes obligés d'habiter la ville pour survivre, la publicité nous contraint d'acheter une voiture, nous sommes télécommandés par *le système,* nous ne sommes que des objets. Voilà, je crois, l'idée la plus fausse et la plus dangereuse qu'ait cultivée notre siècle.

Notre société est gouvernée par une minorité capable d'observer, de réfléchir, de chercher et qui détient ainsi les moyens de l'initiative, donc du pouvoir. Il n'y a ni cohésion ni homogénéité parmi cette élite, elle exerce sa domination par la pensée (Sartre), par l'argent (Rothschild), par l'appareil politique (Pompidou), ou par tout autre réseau. Elle n'est pas constituée que de héros comme les trois hommes cités, mais par une proportion de plus en plus forte de la population dont vous et moi faisons partie. Lorsque nous accusons le système... nous procédons exactement comme Nixon lorsqu'il dénonce l'impérialisme de Pham Van Dong en bombardant Hanoi. Le système c'est nous, et, quoi que nous pensions ou que nous fassions, nous serons le système. Qu'il soit normalien ou syndicaliste, on ne peut se débarrasser du bagage culturel comme d'une valise. On le possède, il fait partie de nous, il est nous-même. C'est un fait, il s'agit d'un privilège et du seul qui soit irréductible. A moins de nous réfugier dans la folie — et certains d'entre nous le font —, nous n'échapperons pas à notre fonction : nous sommes la classe dominante. Le militaire Messmer aussi bien que le littéraire Foucault, l'intellectuel Krivine aussi bien que l'ouvrier Séguy, vous aussi bien que moi. Lorsque nous accusons les autres, le gouvernement, la bourgeoisie, le système, des injustices et des aberrations de cette société ou de cette ville, nous ne faisons que camoufler consciemment nos responsabilités ou inconsciemment essayer d'y échapper. Nous sommes en train de nous reproduire, de faire des enfants ; ce monde inhumain que nous leur livrons, c'est nous qui l'avons empaqueté et personne d'autre. Car, en vérité, la ville est à nous.

Faux ? La ville n'appartiendrait-elle qu'aux financiers, aux spéculateurs dont nous serions les jouets, comme on nous le dit le plus souvent ? Vérifions.

Nous nous rapprochons les uns des autres sur un lieu choisi pour sa commodité pour nous rencontrer. Ensemble, nous pouvons vivre, seuls nous ne pouvons pas. Nous avons besoin d'échanger nos idées et le produit de notre travail, de nous voir et de nous montrer, de toucher les autres et de nous sentir touchés par eux. La fusée Saturne et la poésie de Rimbaud naissent de cette rencontre, de ce contact de nos esprits et de nos corps.. Isolé, l'homme peut à peine survivre ; en commun, il devient dieu. Rien ne s'est jamais fait en dehors des villes, si ce n'est par la ville ou pour la ville.

Si la ville est un phénomène aussi ancien que la civilisation, l'urbanisation généralisée est très récente. Si les hommes vivaient jadis presque

Question : Voici un certain nombre de critiques que l'on entend souvent à propos de la vie dans la région parisienne. Pour chacune d'elles, pouvez-vous me dire qui est, à votre avis, le principal responsable ?

LA HAUSSE DES TAXES ET IMPOTS LOCAUX

	Paris	Londres
Le gouvernement	44	28
L'administration (ou le conseil local pour Londres)	7	30
Les élus locaux	45	9
Personne	—	20
Ne sait pas	4	13
	= 100 %	

LES ENCOMBREMENTS

	Paris	Londres
Le gouvernement	29	20
L'administration (ou le conseil local pour Londres)	37	8
Les élus locaux	8	11
Personne	17	22
Ne sait pas	9	39
	= 100 %	

Seule l'égalité sociale empêchera le citadin de devenir une bête féroce

tous penchés sur la terre et dispersés, ce n'était pas pour leur plaisir. Aujourd'hui encore, c'est de la terre que nous vient la nourriture du corps. Mais, alors que naguère pour nourrir mal cent personnes, quatre-vingt-dix devaient gratter la terre, aujourd'hui, dans les pays industrialisés, il suffit, par exemple en France et aux Etats-Unis, de cinq personnes pour produire bien au-delà de nos besoins. Ce ne sont pas seulement les engrais destructeurs qui ont permis ce miracle, c'est l'intelligence mise au service du travail qui nous a libérés du principal maître : la terre. Alors, « naturellement », les hommes se sont agglutinés. Nous ne sommes même pas arrivés au terme du processus qui laisserait deux ou trois d'entre nous aux champs. Comme toujours, nous découvrons nos démarches collectives après coup. C'est lorsque nous nous sommes aperçus que nous étions presque tous dans les villes que nous nous sommes dit : « Tiens, nous sommes là ! » Un peu étonnés d'être si nombreux, nous n'avons pas su encore établir les règles de notre vie en commun, conformes à nos besoins les plus primaires.

Premier besoin, notre sécurité physique. On l'oublie parce qu'il nous semble acquis, et il est vrai qu'il pourrait l'être. La violence peut nous atteindre soit par des guerres entre Etats — admettons qu'elles sont désormais bannies en Europe —, soit par la lutte pour le pouvoir — il reste très peu de zozos pour croire que le pouvoir est au bout du fusil —, soit par la révolte sous toutes ses formes, du voleur qui tue au gréviste qui lance un boulon. C'est cette dernière forme de violence qui menace nos villes occidentales, et nous n'en sommes peut-être qu'à ses débuts. Les Etats-Unis, le Japon, l'Allemagne, sous une forme bénigne, ont déjà inauguré cet aspect moderne de la violence. Dans tous les cas, les guérilleros des villes ont plus ou moins rapidement été éliminés ; affronté directement, l'appareil d'Etat gagne toujours. Mais les raisons de la révolte sont toujours présentes, et la violence, transférée des pavés des boulevards aux couloirs des métros, n'est pas plus drôle à subir. Car, de même qu'il n'y a aucun moyen d'abattre le pouvoir politique par la violence, de même l'Etat ne pourra jamais contrôler une ville de dix, vingt ou cinquante millions d'habitants, comme on en connaîtra bientôt. La police la plus sophistiquée ne pourra que limiter la liberté de tous sans réussir à réduire les risques de révolte. Il n'y a pas d'issue en dehors de l'égalité sociale qui fera disparaître les raisons de la révolte. Nous ne pourrons pas, nous ne pouvons pas vivre en sécurité dans une ville où le scandale de l'inégalité économique subsiste. Attendrons-nous d'avoir à protéger chacun de nos appartements par de fabuleux systèmes électroniques (qui n'empêchent rien) pour nous en apercevoir ? Faut-il que les O.S. cassent leurs machines pour nous le dire ? Si les inégalités y subsistent, la ville pourrait devenir la plus terrifiante des demeures.

On dit souvent aujourd'hui que l'homme a besoin de violence comme il a besoin de pain et qu'à l'instar des animaux il utilisera toujours la force. Si ces idées à la mode sont vraies, nous sommes foutus d'avance. Le stock d'armes nucléaires entre les mains d'enragés ne peut nous mener qu'à la Grande Pétarade. Autant, alors, l'attendre au soleil tranquillement en chantant et en baisant. Inutile d'aller au travail demain matin, d'écrire cet article ou de lire ce journal. Moi, je n'y crois pas. Pour régler mon comportement, je me fiche de ce que font les animaux. Entre une vache, un papillon et moi, je prétends qu'il y a une différence et que le rapprochement ne me sert à rien. La violence, je veux dire les coups contre mon corps, est un comportement préhumain engendré par la pénurie ou l'inégalité sociale. En Occident, la misère est en voie de disparition et avec elle les conflits inter-étatiques. Mais l'inégalité subsiste et ce qu'on appelle la guerre civile ou la révolution menacera encore tant que les inégalités subsisteront. Si l'on veut que les villes soient habitées par des hommes et non par des bêtes féroces qui s'entretuent, il n'y a pas d'autre issue, d'autre exigence immédiate que l'égalité sociale. C'est toujours la classe dominante qui est responsable de l'histoire d'un groupe. C'est à nous, aujourd'hui, de décider et d'abord à toi et à moi : voulons-nous faire des villes la cité des hommes libres ou la cage des chiens dévorants ? Si nous ne renonçons pas, et vite, à nos minables privilèges, nous seront obligés de nous fabriquer une police qui contrôlera jusqu'au dernier de nos gestes et de nous protéger derrière des verrous qui emprisonnent aussi bien le voleur que le volé. Nous livrerons à nos petits-enfants une ville de cadenas et de mouchards et la barbarie nazie sera un eden comparée à notre œuvre.

Guy SITBON.

Question : Voici un certain nombre de critiques que l'on entend souvent à propos de la vie dans la région parisienne. Pour chacune d'elles, pouvez-vous me dire qui est, à votre avis, le principal responsable ?

LA HAUSSE DES LOYERS H.L.M. ET DES SURFACES CORRIGEES

	Paris	Londres
Le gouvernement	60	33
L'administration (ou le conseil local pour Londres)	13	15
Les élus locaux	18	6
Personne	0	23
Ne sait pas	9	23
	= 100 %	

LES MAUVAISES CONDITIONS DE LOGEMENT

	Paris	Londres
Le gouvernement	54	35
L'administration (ou le conseil local pour Londres)	9	25
Les élus locaux	25	6
Personne	0	11
Ne sait pas	12	23
	= 100 %	

ECOACTUALITES...

(Suite de la page 21.)

LA PEUR DU GENDARME

Depuis un an, treize gardes à cheval sillonnent la forêt de Chambord pour la protéger des braconniers au gros gibier, des promeneurs imprudents, des « pollueurs à la petite semaine », des rois du papier gras.
Bilan : 50 % de délits en moins.
L'application traditionnelle de la prévention ou de la répression par des gardes forestiers n'avait jamais réussi à diminuer ces abus. Pour une fois, le prestige de l'uniforme sert à quelque chose.

PRIX D'AMI

Personne n'a oublié le spectacle affligeant de ces 20 tonnes de poissons qui, en juin 1971, flottaient le ventre en l'air le long de la Saône. Par suite d'une négligence, une usine de galvanoplastie avait laissé s'échapper 1 500 litres de cyanure entre Arc-les-Gray et Les Maillys.
Après les plaintes déposées par les riverains et les sociétés de pêche, les propriétaires de l'entreprise menacèrent de fermer leurs portes, mettant en péril une cinquantaine d'emplois. Aussitôt la préfecture temporise et, en première instance, le tribunal ne les condamne qu'à 2 000 F d'amende. La cour d'appel de Besançon vient d'estimer plus « équitable » de réduire cette amende à 100 F.
Tous les linguistes vous diront qu'équité n'est pas synonyme de justice.

TREIZE HOMMES EN COLERE

Par arrêté du 27 février dernier, le préfet de Meurthe-et-Moselle décidait l'extension d'une zone industrielle de 60 à 1 200 ha sur la commune de Villey-Saint-Etienne.
Mais treize agriculteurs ont refusé d'abandonner leurs terres pour lesquelles ils se sont terriblement endettés. Ils rappellent aussi les 23 millions d'anciens francs que la commune vient de dépenser après le remembrement pour des travaux qui ne pourront être utilisés par les industriels.
Cherchant à calmer un peu les esprits, le ministère de l'Environnement assure qu'une forêt de 400 ha ne sera pas touchée. Mais pour les cultivateurs ladite forêt n'est qu'un « poumon-bidon » — un hectare de luzerne produisant cinq fois plus d'oxygène qu'un hectare de bois.
Après la manifestation des agriculteurs, le conseil municipal a refusé à l'unanimité l'extension de la zone industrielle.
C'est désormais au Conseil d'Etat de trancher.

DES BOTTES POUR LES TOURISTES

Un barrage est prévu à Naussac, une des vallées les plus agricoles de Lozère.

Une commune et plusieurs hameaux vont être rayés de la carte, obligeant plus de 300 personnes à quitter leur terre et leur maison.

1 100 hectares seront immergés pour régulariser le cours de la Loire et de l'Allier, mais ils se réduiront en été à 50 hectares.

C'est la ruine de cette région à vocation essentiellement touristique — les amateurs de bains de boue étant, malgré tout, peu nombreux.

EGOUT NUCLEAIRE

Communiqué : « Le Comité antinucléaire de Paris a adressé à M. le ministre de l'Environnement une lettre de protestation contre l'opération de déversement de déchets radioactifs dans le golfe de Gascogne, prévue pour l'été 1973.

Il dénonce les dangers d'une telle entreprise : manque de résistance des fûts à l'énorme pression de la mer, reconcentration de la radioactivité dans les organismes vivants, empoisonnement de la vie sous-marine, et menace pour l'homme par l'intermédiaire des chaînes alimentaires.
Il constate que cette nouvelle immersion va à l'encontre de la Conférence de Stockholm et de la convention internationale sur la mer.

Il souligne le fait que ces déversements de déchets radioactifs dans l'océan ne sont qu'un des aspects de l'impasse dans laquelle nous engage l'industrie nucléaire « pacifique » et s'élève contre le développement inconsidéré de cette industrie nuisible.
Encore une protestation qui va empêcher Robert Poujade de dormir.

FORETS EN PERIL

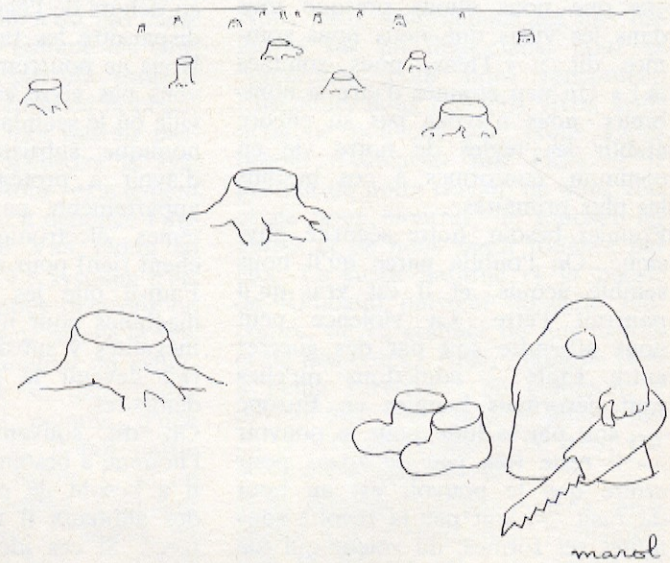
☐ En faveur de la forêt amazonienne, un manifeste est lancé par une promotion du lycée agricole de Neuvic en Corrèze.
« Conscients des conséquences dramatiques que va entraîner la disparition de la forêt amazonienne au triple point de vue : humain ; écologique (bouleversement du climat mondial, ruine des terres, etc.) ; et plus particulièrement au niveau des dernières peuplades indiennes qui se voient condamnées définitivement, nous déclarons nous opposer au pillage de la dernière région naturelle du globe et prions les responsables de prendre les mesures nécessaires avant qu'il ne soit trop tard. »
☐ Les techniciens, chefs de district et agents techniques forestiers C.F.D.T. espèrent, quant à eux, sauver les forêts de France en affirmant qu'ils :

— « prennent acte, avec satisfaction, de la création d'un ministère de l'Environnement et de la Protection de la Nature ;

— déplorent l'éparpillement actuel des missions forestières et l'écartèlement du corps forestier ;

— tiennent à affirmer avec force le rôle prépondérant des forestiers en matière de protection et de promotion de l'espace naturel ;

— mandatent le conseil syndical pour tous contacts et actions en vue d'un regroupement de l'ensemble des services forestiers dans une direction unique au sein du ministère de l'Environnement et de la Protection de la Nature. »



LA CHEVRE ET LE CHOU

Une bonne nouvelle : la commission supérieure des sites a décidé la création d'une réserve sous-marine à Cerbère-Banyuls dans les Pyrénées-Orientales et la classification de l'îlot de Perron à Saint-Briac dans l'Ille-et-Vilaine.
Une mauvaise nouvelle : la même commission autorise la construction d'un hôtel de sept étages et d'un port artificiel sur un site classé, la Corniche de Noveillard à Pornic (Loire-Atlantique).
Protection d'un côté, dégradation de l'autre, la commission sait manier le paradoxe.

QUOI DE NEUF ?

Apprenez à mieux comprendre l'architecture régionale ; découvrez l'âme d'une vieille maison, la manière et les moyens à employer pour ne pas lui enlever ses richesses ; sachez utiliser l'architecture d'hier pour retrouver une architecture d'aujourd'hui, sans les impératifs financiers.
En plein pays cévenol, les amis de la Sabranenque vous attendent d'un bout de l'année à l'autre, pour les aider à restaurer un vieux village : Les Amis de la Sabranenque, 30790 Saint-Victor-la-Coste, tél. : 82-02-05.

ECOACTUALITES...

DES FLEURS ET DES PROMOTEURS

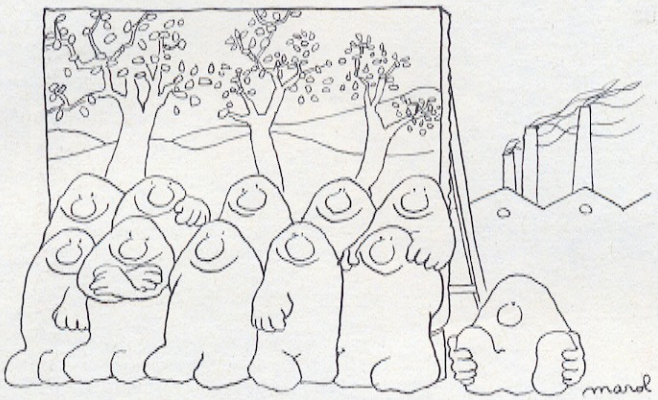
La Cité Fleurie c'est, boulevard Arago, 2 000 m2 de petites pelouses, de fleurs, de rosiers, de grands vieux arbres et de charmantes maisonnettes-ateliers. Là vivent et travaillent une trentaine d'artistes. En octobre 1970, la propriétaire vend, sans crier gare, à un promoteur qui décide d'y construire un « bel immeuble pour cadres ». Les habitants résistent de leur mieux. Alerté, le Conseil de Paris vote la sauvegarde de la Cité Fleurie, mais ne peut pas grand-chose : il offre 100 millions tandis que le promoteur en exige 500, puis 900. Les habitants organisent alors une vente aux enchères d'œuvres offertes par des artistes célèbres comme Arp, Dali et César : l'argent ainsi gagné devrait, si le promoteur y consent, permettre le rachat d'un atelier dont ils veulent faire un centre d'animation artistique. Aujourd'hui, il s'agit surtout d'éveiller l'opinion à la veille de l'été, car les habitants de la Cité redoutent que le promoteur mette les vacances à profit pour abattre les arbres et commencer les travaux. On se souvient du mauvais coup des Halles : c'était à la même époque de l'année.

CHEVAUX-WATTS

Un accord vient d'être passé entre le groupe Renault et l'E.D.F. sur un programme à moyen terme visant à développer l'étude et la réalisation de véhicules électriques. Ces études s'intéresseront surtout aux transports collectifs urbains : autobus, minibus et petits véhicules. Elles viseront à améliorer les performances des moyens de traction électrique déjà connus, à réduire leur coût de production et à développer des techniques nouvelles.
Mais cela incitera-t-il, enfin, les citadins à ne plus utiliser leur voiture particulière ?

J'EXPLOSE POUR VOUS

On dort mal dans certains quartiers d'Orléans depuis que l'on a implanté un dépôt de produits pétroliers au nord de la ville, sur la commune de Semoy. Les camions-citernes se succèdent le long de boulevards souvent étroits.



Bruyants, malodorants, dangereux pour les piétons et les enfants, ils constituent de plus en plus un risque permanent d'explosion et d'incendie en cas de collision ! Les riverains ont signé une pétition. Mais un nouveau dépôt d'hydrocarbures se construit dans une autre commune d'accès plus malaisé encore. La solution envisagée consiste à... prolonger le pipe-line qui alimente ces dépôts hors de l'agglomération. N'est-ce pas par là qu'on aurait dû commencer ?

S.O.S.

Cavanna et Georges Bernier veulent arrêter la parution de **La Gueule Ouverte.** Il n'y a pas tellement de journaux écologiques... Achetez vite le dernier numéro, faites-le acheter par vos amis, abonnez-vous, abonnez-les. Il ne faut pas que **La Gueule Ouverte** disparaisse.

TACHE D'HUILE

Dans le Pas-de-Calais, une usine-pilote détruit les résidus huileux. Création d'importance si l'on sait qu'une tonne d'huiles minérales pollue, par jour, autant qu'une ville de trente-cinq mille habitants ou rend imbuvables un million de mètres cubes d'eau.
Malheureusement c'est une innovation bien timide ; cette usine peut détruire deux mille tonnes de déchets par an, or les rejets d'hydrocarbures sont estimés à trois cent cinquante tonnes par jour pour l'ensemble de la France.

EN BREF

☐ Enfin une association qui s'élève contre certaines formes d'élevage industriel et le scandale des abattoirs. Une œuvre d'assistance aux animaux de boucherie vient de se créer pour lutter contre les traitements inhumains qu'on leur inflige.
Siège social : 28, rue des Petits-Hôtels, Paris (1er).

☐ L'association millavoise « Roches-Minéraux-Fossiles » organise une manifestation internationale de géologie les 20-21-22 juillet 1973 à Millau (Aveyron).
Au programme, des conférences sur les Causses et les Cévennes et une exposition de minéraux et de fossiles d'origines français et étrangers. Association millavoise, Roches - Minéraux - Fossiles, 7, place du Mandarous, 12-Millau.

GAZETTE DES TRIBUNAUX

☐ Face au tribunal administratif, « les Amis du Vieux Châlons » ont perdu la partie. Après la démolition d'un ancien théâtre municipal, ils attaquaient leur maire, pour excès de pouvoir. Celui-ci, M. Degraeve, qui est aussi député U.D.R., a eu gain de cause.

☐ A **Villeurbanne,** un comité s'est créé pour défendre le dernier terrain vert, aire de jeu pour les enfants. Il s'oppose à la municipalité qui l'a cédé à un promoteur avec permis de construire un immeuble de neuf étages, en lui rappelant qu'elle a été élue pour répondre aux aspirations de la population et non pour laisser faire aux promoteurs de l'urbanisme sauvage.

☐ A **Chanteloup-les-Vignes,** l'association pour la sauvegarde du site s'oppose à l'édification d'un grand ensemble de 4 170 logements. Le projet pourrait être remanié, voire condamné, grâce aux dernières déclarations d'Olivier Guichard.

☐ A **Vitry,** les locataires d'un grand ensemble mènent une action pour qu'un terrain encore libre soit transformé en espace vert et aire de jeux et que le projet de construction envisagé soit abandonné.

STAGES ECOLOGIQUES

— Initiation aux problèmes de l'écologie et de l'environnement au mas de l'Euzière, à 20 km d'Alès, dans le Gard. Prix unique : 150 F, quel que soit le niveau de votre stage (notions de base ou stage de recyclage).
Inscriptions : B. Garrone, Institut de Botanique, 5, rue A.-Broussonet, 34 Montpellier.
— Deux stages complémentaires « Eveilleurs de curiosité », du 1er au 12 et du 13 au 26 août, sont organisés à Trigance, dans le Var (45 km de Draguignan). Objectif : Former des animateurs de sorties nature ouvertes au public sur le thème : « Découverte de notre milieu naturel ».
Prix : 20 F par jour + 50 F d'inscription. S.J.M.C.P., 46, rue de Vaugirard, 75006 Paris.

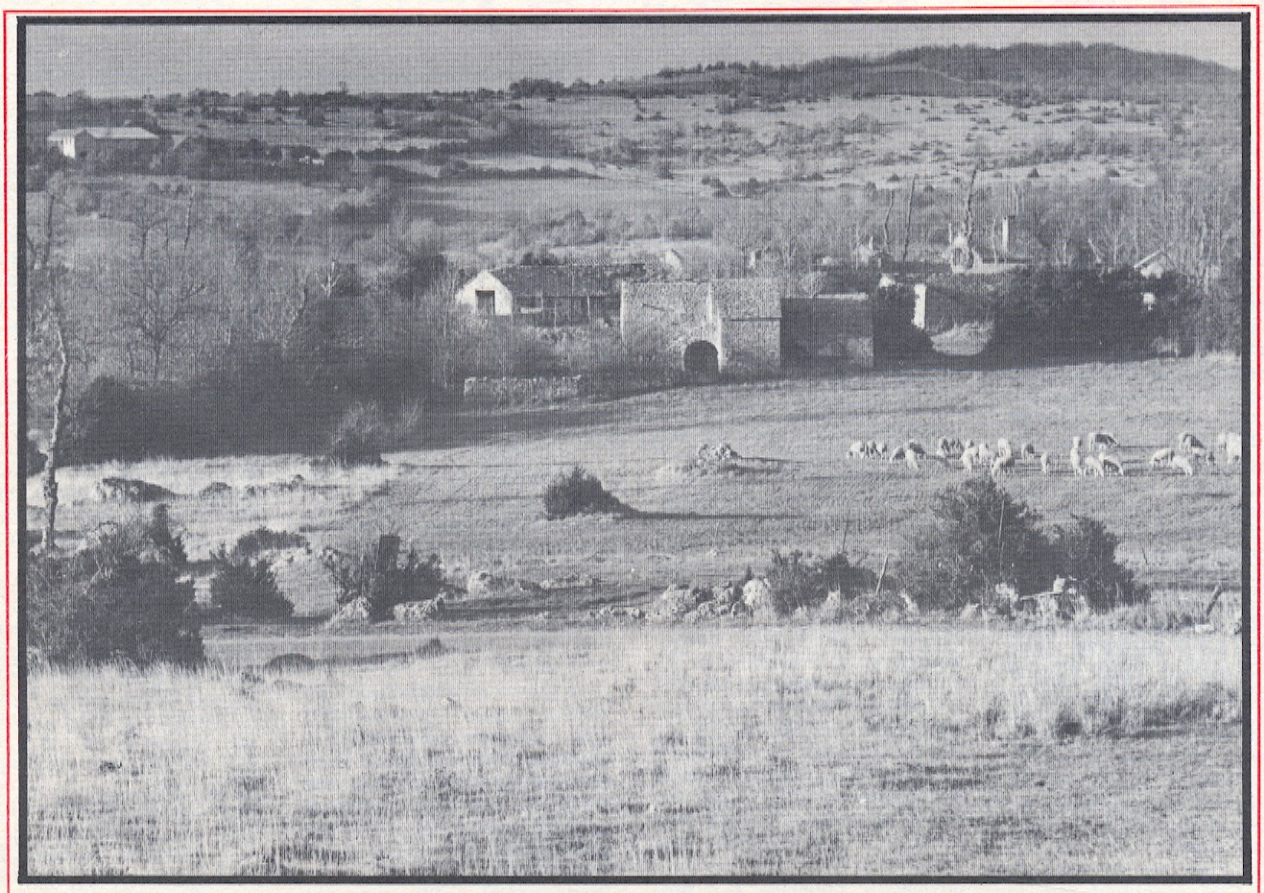
L'ETAT, C'EST EUX

Porquerolles, cette île ravissante au large d'Hyères, restait un secteur miraculeusement sauvegardé. Elle vient d'être rachetée en majeure partie par l'Etat sous le fallacieux prétexte d'éviter qu'elle ne soit vendue à des promoteurs. Résultat : l'Etat autorise un promoteur à construire 150 appartements de grand luxe en bord de mer.

VIE SAUVAGE

Allez voir les sangliers, les cerfs, les chevreuils, les mouflons, les élans, les bisons et même les chats sauvages du nouveau Parc de la Vision de Belval, dans les Ardennes.
Belval : un Thoiry sans « exotisme ».

La rubrique **ECOACTUALITES** a été réalisée par Christine HEMMET.



LARZAC FOS

Il était une fois deux terres de rien, pauvres et arides. A Paris, on ignorait même leur nom : ici, hautes terres sèches du Larzac, et là, basses terres arides de Fos. Ces terres étaient des parcelles de Far-West d'un pays qui n'en a pas. On pouvait y aller pour se perdre, pour apprendre la solitude — pour écouter le silence.

Ces deux terres de rien sont désormais rentabilisées : ici, 17 000 hectares seront militarisés ; là, 15 000 seront industrialisés. Ici, les fantassins britanniques s'entraîneront à combattre la minorité irlandaise ; là, les trusts sidérurgiques construisent aux frais de la collectivité nationale le plus grand complexe industriel français. La décision a été prise à Paris, imposée à Paris. Ici et là, les habitants voient leurs terres utilisées et achetées contre leur gré. Larzac et Fos deviennent des terres sinistrées du « progrès ».



Les deux terres quittent la zone d'ombre de l'histoire lente et invisible pour entrer en fanfare dans l'actualité.
Ici, grèves de la faim, manifs et canonnades. Là, industrie lourde, pollutions, spéculations, grèves.
Depuis des siècles, depuis l'âge des cavernes, l'homme emprunte les matériaux de la terre pour construire ses maisons. Il épouse les courbes de la terre pour ses cultures. Il était partout présent avec ses toits et ses haies. Son activité économique infiniment variée était déterminée par la diversité biologique et physique des sols.
Le Larzac n'est pas un pays mort. Derrière les façades aveugles de ses fermes fortifiées, les méthodes agricoles évoluent. De nouvelles unités de traite tournantes permettent de traire simultanément quatre-vingts brebis. La production de lait destinée à la fabrication du fromage de Roquefort a augmenté de 72 % en douze ans. 2 240 hectares sont désormais consacrés à la culture des céréales. De jeunes agriculteurs viennent s'y installer.
Jamais consultés, les hommes subissent les violences d'une planification centralisée. Au cas où l'extension prévue du camp militaire du Larzac se réaliserait, cent trois exploitations agricoles sur cent sept seront bouleversées, cinq cent vingt-sept personnes déracinées, soixante familles réduites au chômage. Contre une décision administrative aveugle, ils ne peuvent opposer que leur vie et leurs morts. Faible argument au regard de la rentabilité escomptée par le gouvernement. ▶

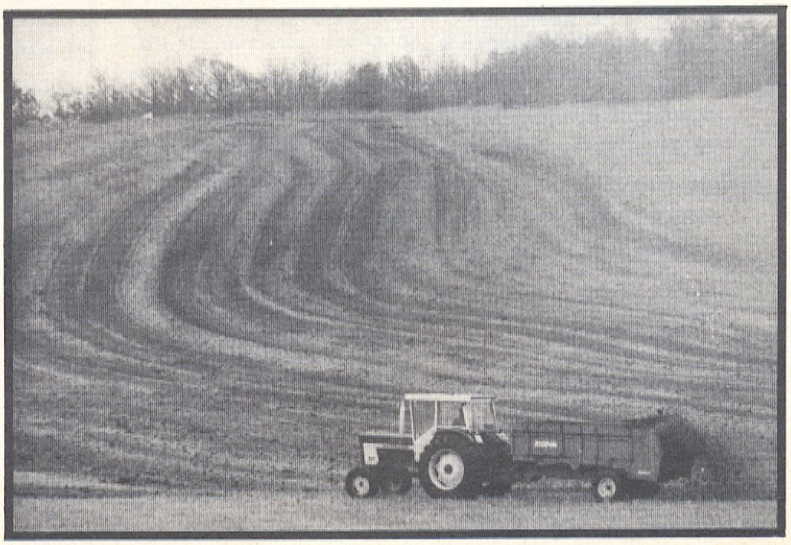
Partout
où l'armée
manœuvre,
les vieilles maisons
deviennent
des cibles



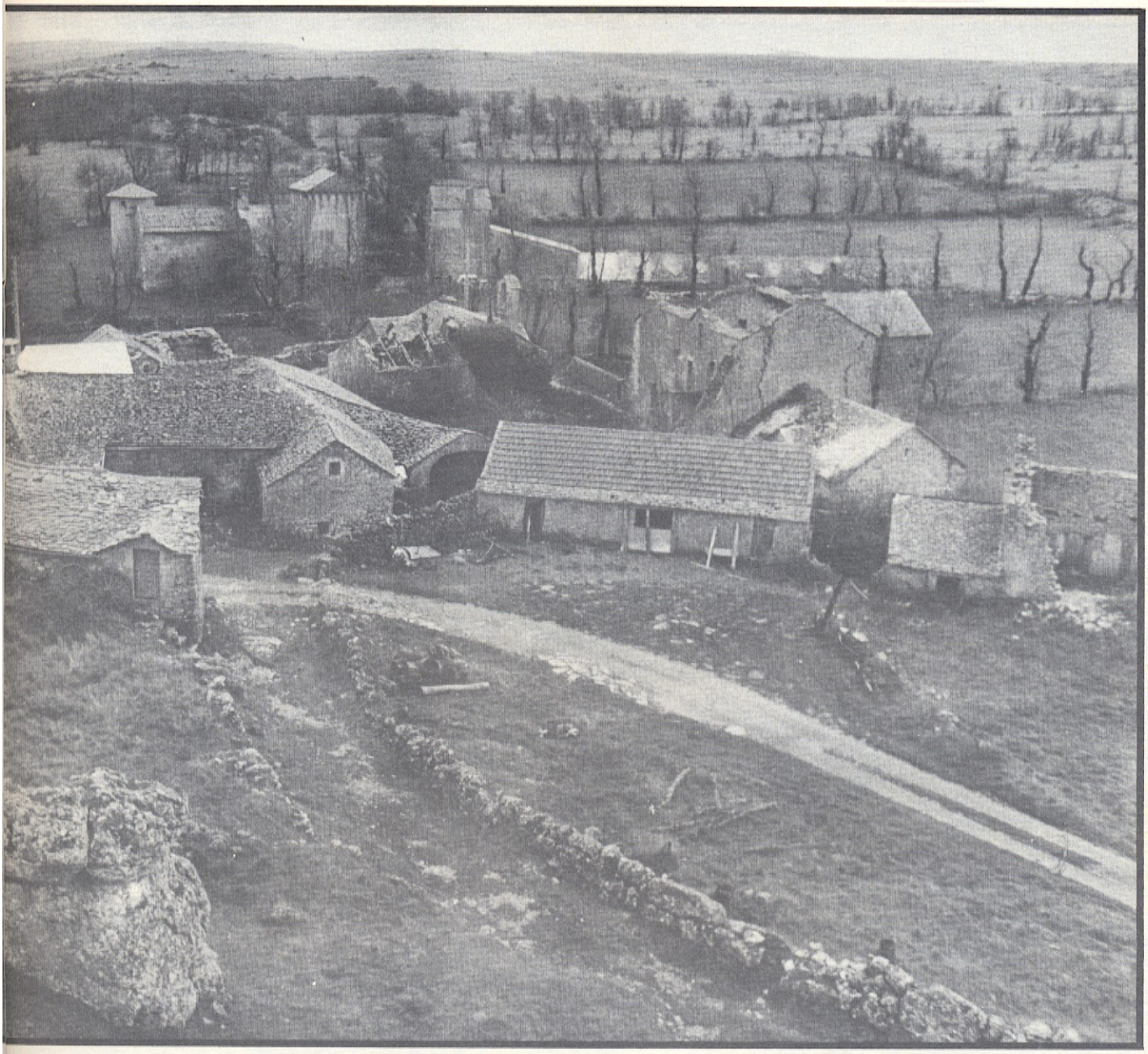




Voie romaine de Millau à Lodève.



Partout
où l'armée passe,
les moissonneuses
se métamorphosent
en tanks



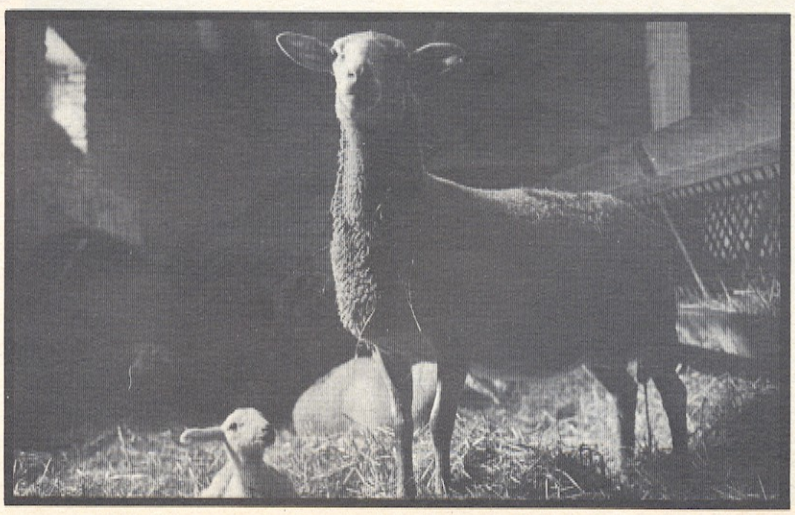


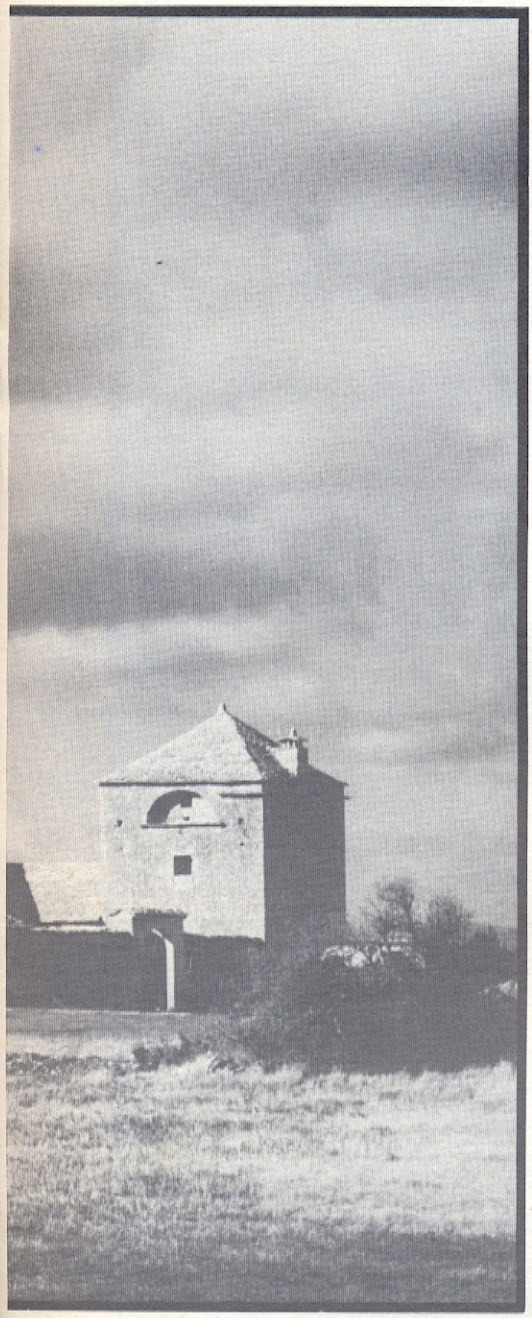
Partout
où l'armée campe,
le blé fait place
aux boîtes
de corned-beef

La ferme de Brouzes.



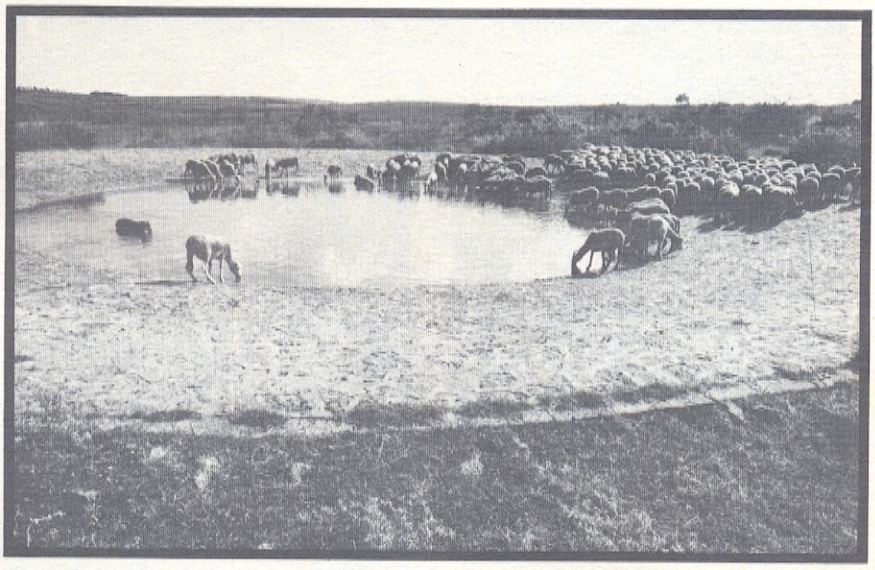
Qui dit agneau
dit La Fontaine,
qui dit La Fontaine
dit : « La raison du plus fort
est toujours
la meilleure ».

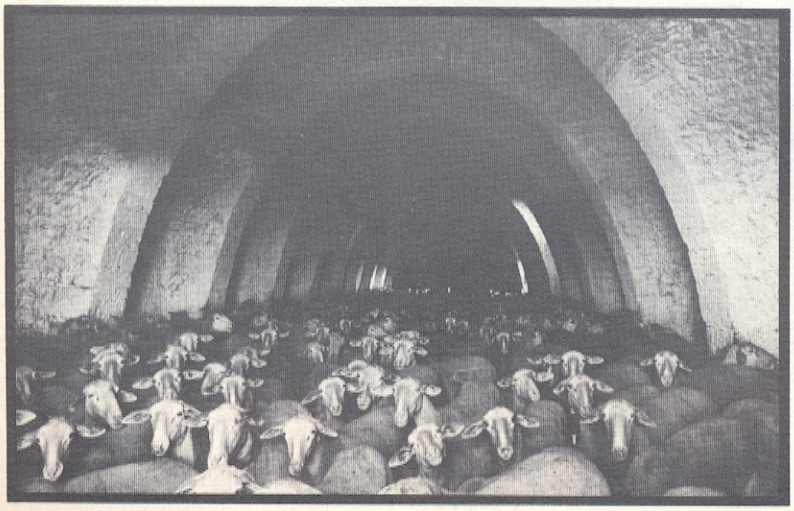




L'armée saisie par la culture.
Qui dit fermes fortifiées
dit Vauban ;
qui dit Vauban dit caserne

Lavogne.

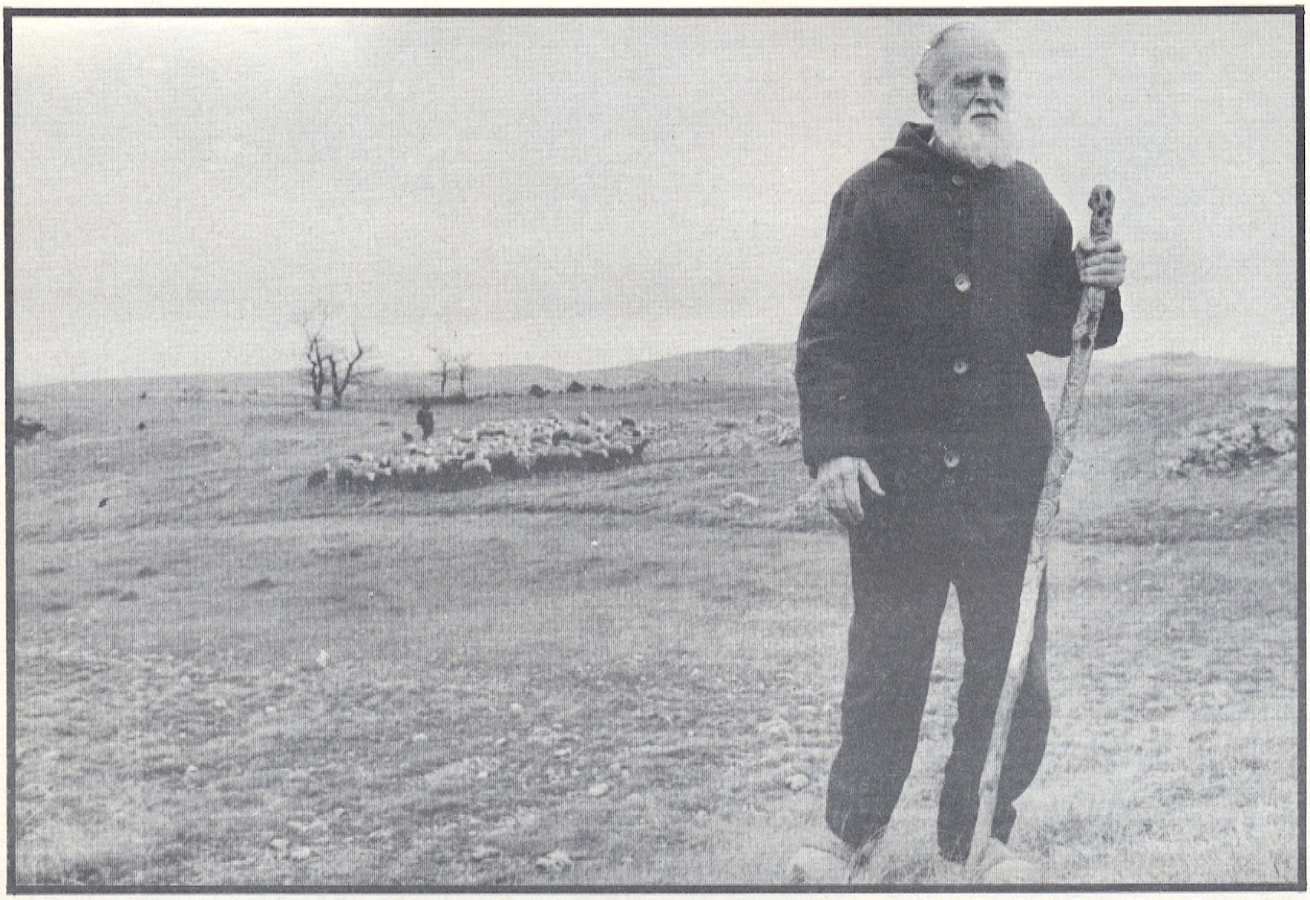




Qui dit moutons
dit Panurge ;
qui dit Panurge
dit Rabelais ;
qui cite Rabelais
aura quinze jours d'arrêt.

La bergerie de Bel-Air.

Lanza del Vasto au Larzac.





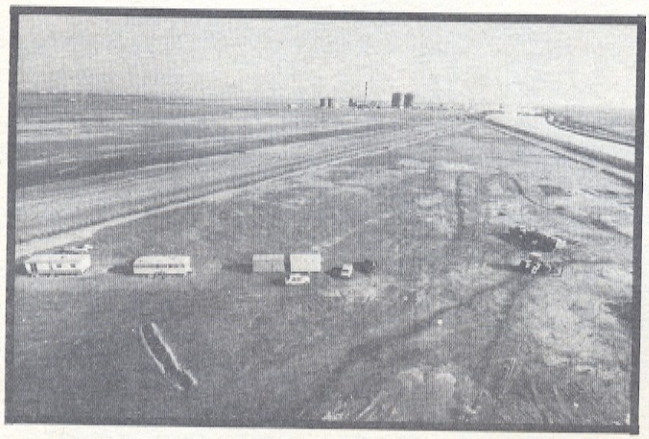
Le cimetière St-Sauveur.

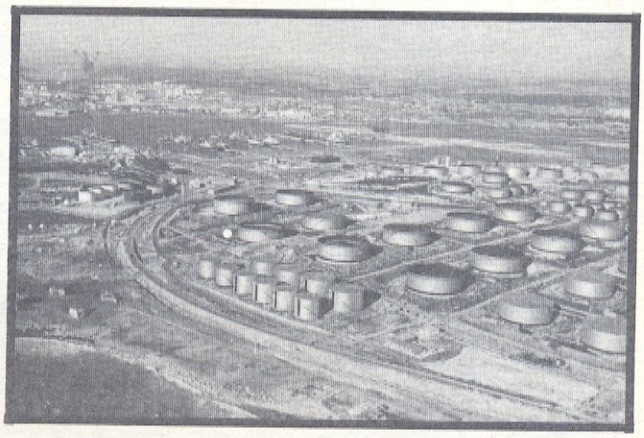
Voilà ce qu'ils veulent faire disparaître : le Larzac des fermes, des veillées, le Larzac des paysans heureux d'être paysans, le dernier bastion d'une économie à visage humain où chaque citoyen, satisfait de son travail, en fait profiter toute une région.

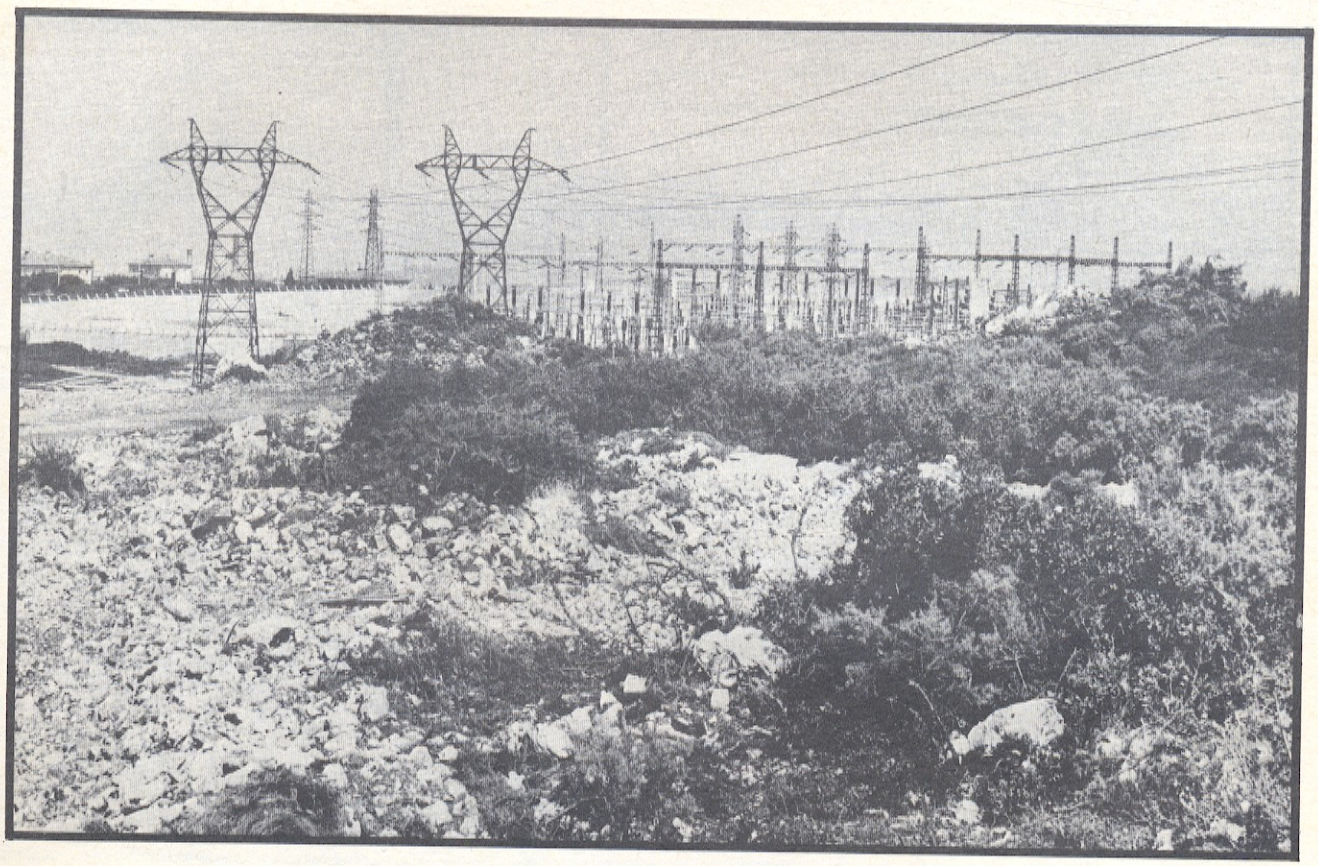


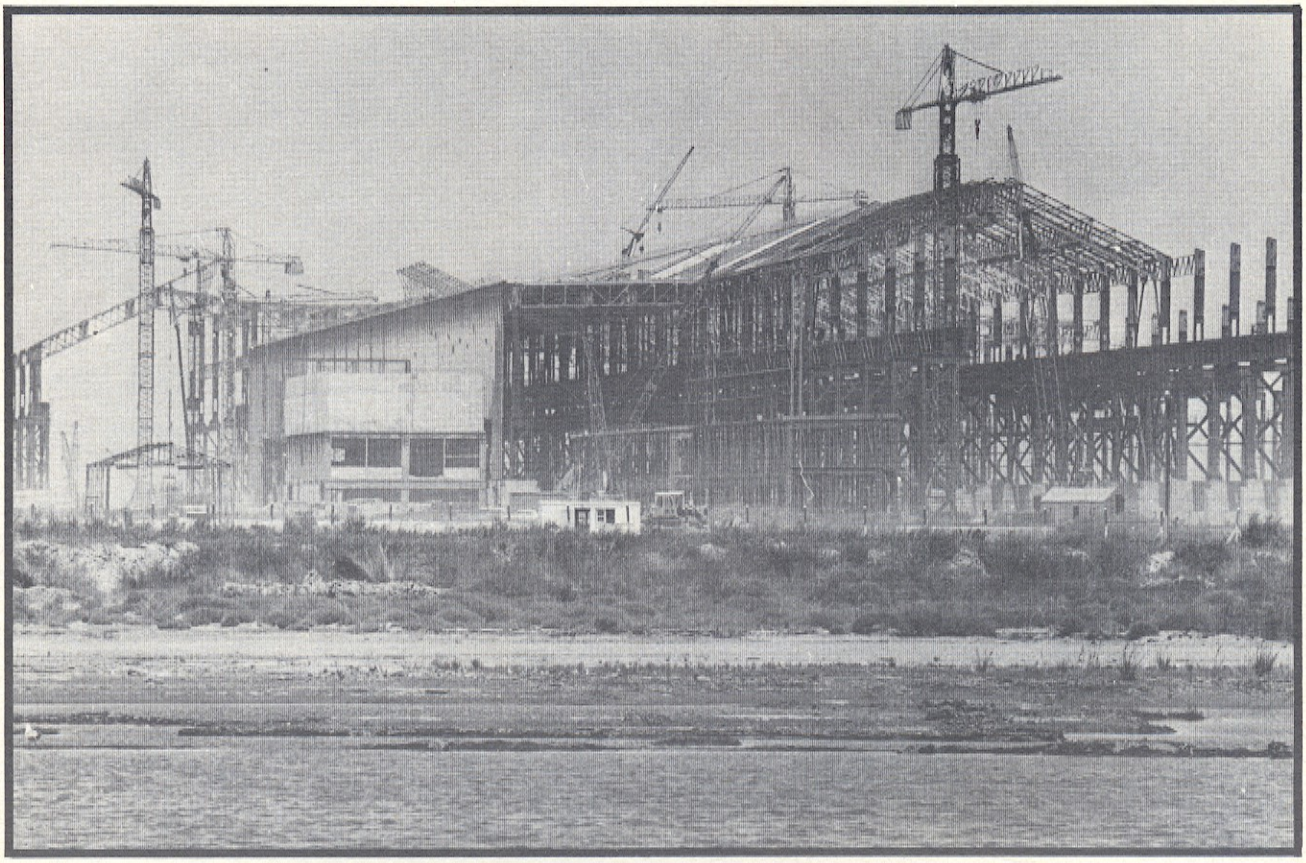
Les familles Jonguet et Guiraud à Lablaquière.

Voilà ce qu'ils veulent faire apparaître : Fos-sur-Mer, capitale de l'industrie expansionniste, de l'industrie capitaliste, de l'industrie des « autres » – ceux qui restent dans leurs bureaux, mettent le travail en graphiques, logent leurs ouvriers dans le béton et s'achètent des résidences secondaires... ...au Larzac, par exemple, dès que les promoteurs y auront construit des fermettes « typiques ».

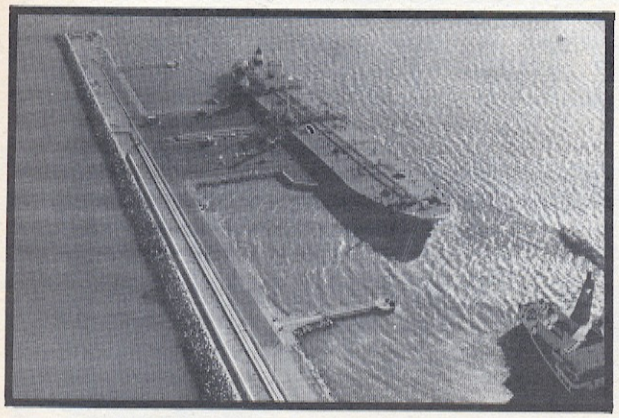




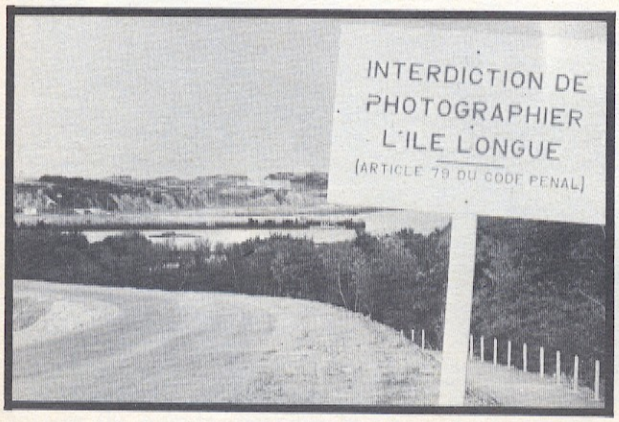




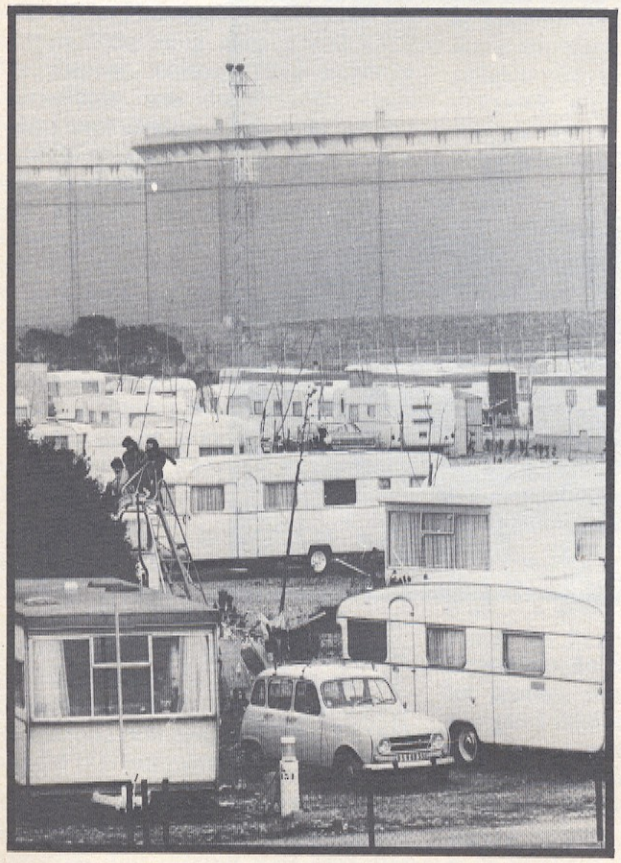




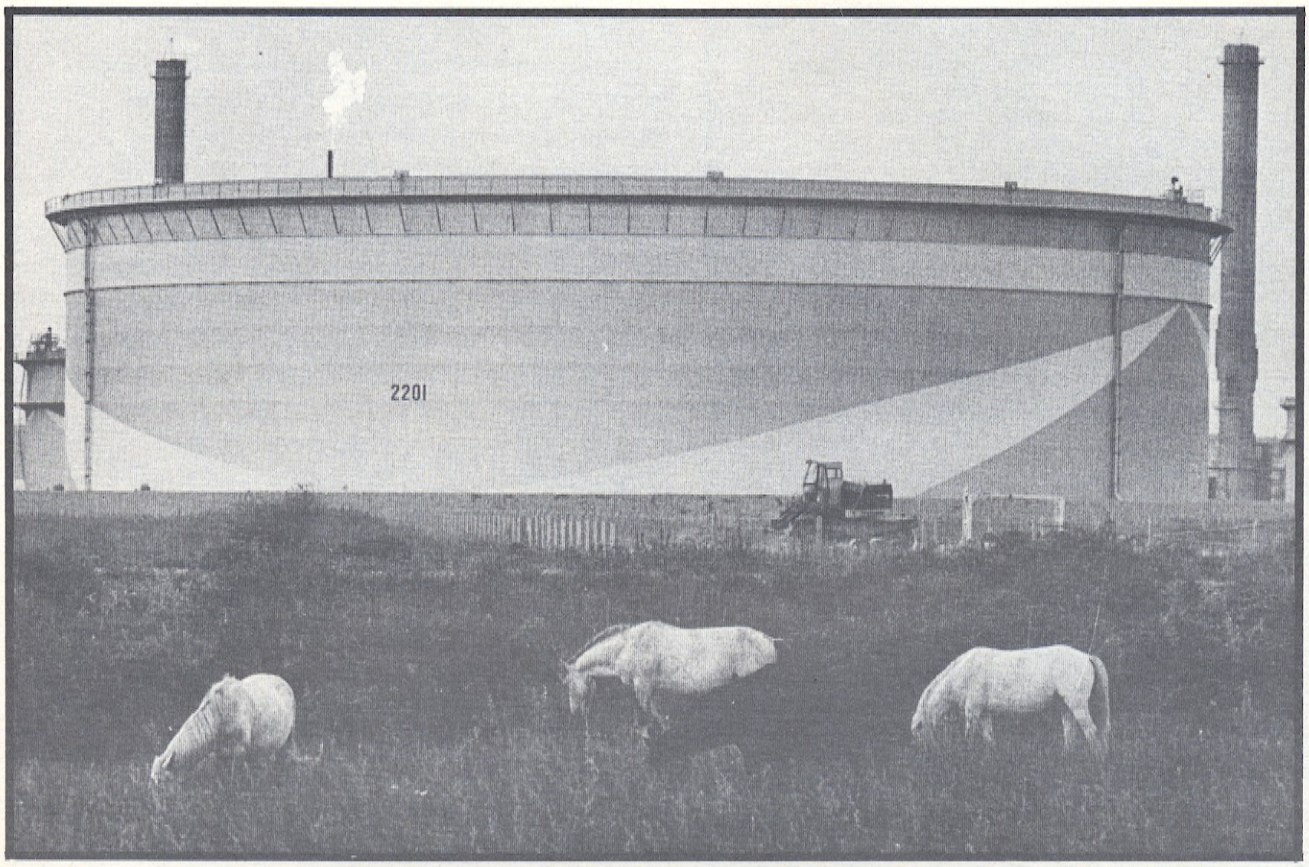
Un des plus grands complexes industriels d'Europe représentant vingt milliards de francs lourds d'investissement sera bientôt terminé. La complexité et la rondeur d'une terre vivante cèdent à la géométrie du béton et du fer. Malgré les dispositifs anti-pollution les plus modernes, 2 500 tonnes d'oxyde de soufre satureront l'air chaque jour. La mer sera en sursis jusqu'à ce qu'un pétrolier y déverse accidentellement des centaines de milliers de litres de pétrole brut.



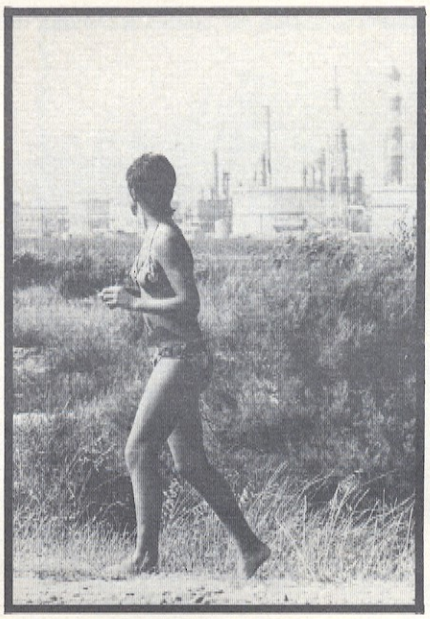
Quinze mille esclaves, pour la plupart des travailleurs immigrés, louent 150 F quelques mètres carrés de poussière clôturés de barbelés pour parquer leur caravane et obtenir le droit au travail.



Dans un ultime effort pour se surpasser dans la compétition économique internationale, la France crée une image exemplaire du XXI[e] siècle. A Fos, nous produirons davantage de fer, d'électricité, de gaz, nous raffinerons davantage de pétrole. Dans un univers qui n'a été créé ni par lui, ni pour lui, l'homme sera exploité et casé. Travailleurs immigrés et vacanciers parqués évolueront dans un environnement kafkaïen. Il restera seulement à les convaincre que cette fiction économique représente leur avenir et leur libération. ▸







Les chevaux mangent la dernière herbe, les touristes cherchent le dernier soleil ; les fossoyeurs de Fos ont gagné : la France aura une chance supplémentaire de devenir «la troisième puissance industrielle du monde». Au profit de qui?

Nous avons utilisé, pour l'illustration et la documentation de ce dossier : *Le Larzac veut vivre,* d'Eddie Kuligowski-Bernard Bouffanet. (Daniel Mauprey, Ed., 45, rue Richer, 75009 Paris ; 128 p. illustrées, 32 F.) *L'impossible régionalisation capitaliste,* témoignages de Fos et du Languedoc, d'Yves Durrieu (Editions Anthropos, voir critique dans la rubrique Ecolivres, pages 68 à 73).

ATOME

UN ANTI-MURUROA: LE VRAI MODELE SUEDOIS

Donner la Suède en exemple a longtemps été un slogan électoral utilisé à tort et à travers par la majorité pompidolienne. Mais, aujourd'hui, le modèle suédois porte sur un point précis : l'adoption par le gouvernement de Stockholm d'un « coup de frein » nucléaire d'une durée illimitée. L'envoyée spéciale du *Sauvage* présente le dossier. Désormais, gouvernants français et E.D.F. pourront parler en connaissance de cause du fameux exemple suédois. Mais pendant ce temps, avec un aveuglement criminel, notre gouvernement ose faire exploser sa bombe...

La Suède est, avec ses huit millions d'habitants, l'un des plus gros consommateurs d'électricité du monde par habitant. Elle remet aujourd'hui en question ce qui apparaissait comme *la* solution au problème de sa demande d'énergie en hausse constante : son programme nucléaire.
Les données du problème, les voici. Elles sont d'ordre économique, scientifique et aussi philosophique.
La Suède consomme actuellement 8 800 kW par an et par habitant, ce qui en fait le troisième consommateur d'énergie du monde, derrière le Canada et la Norvège. (La France est au quinzième rang avec 2 600 kW.) Elle dispose, certes, d'une capacité hydraulique très importante, mais dont l'exploitation a presque atteint la limite maximum. La Suède ne possède ni charbon, ni gaz, ni pétrole, dont elle est pourtant le plus gros consommateur du monde par habitant. Leur prix augmente sans cesse et la « crise » est plus que menaçante. Etant donné le climat, seule l'énergie éolienne peut actuellement être retenue parmi les « technologies douces ». Quant à la fusion de l'hydrogène, on ne pourra en apprécier les modalités d'exploitation qu'en l'an 2000.

Pour répondre à la demande croissante (+ 5 % par an), la C.D.L. (l'E.D.F. suédoise) prévoyait donc la mise en place d'un important programme nucléaire qui devait fournir 30, 50 puis 60 % de l'énergie nécessaire en 1980, 1985 puis 1990. En chiffres, cela donne 8 000, 15 000 puis 24 000 mégawatts.

Or, un an après la mise en service de la première centrale, celle d'Oskarshamn, qui produit 440 MW par an, la Suède décide de freiner, sinon de remettre en question son programme nucléaire. Pourquoi ?

Deux réponses. Scientifique d'abord. M^me^ Hambreus, une parlementaire alertée par le rapport de l'O.C.D.E. sur le traitement et la gestion des déchets radioactifs, par les déclarations de nombreux scientifiques américains tels que Gofman et Tamplin, par les interventions à la télévision et les déclarations du professeur Hannes Alfven, prix Nobel de physique, demande un débat à la commission économique du Parlement. Elle invite à participer à cette commission divers chercheurs suédois, dont le professeur Alfven. Résultat : le 22 mai dernier, avant de s'engager dans un gigantesque et irréversible programme nucléaire, le Parlement demande au gouvernement de lui fournir un « rapport de sécurité » aussi exhaustif et objectif que possible.

Certes, la Suède n'arrête pas brutalement sa lancée. Par 218 voix contre 70, le Parlement a repoussé le moratoire des centristes et des communistes, mais il a demandé un temps de réflexion et de recherche avant de voter les crédits des treize centrales dont la construction était prévue après 1980.

La seconde explication à la décision du Parlement est psychologique. Elle exprime pour la première fois la remise en cause par une nation entière d'un « monde technocratique », fondé sur le mythe de la croissance. Beaucoup de Suédois, surtout parmi les jeunes, posent sur leur pays un « regard écologique ». Pourquoi, disent-ils, ne pas décider ensemble de la quantité d'énergie dont nous avons vraiment besoin et éviter le gaspillage, pourquoi ne pas apprendre que « le bonheur ne se mesure pas en mégawatts » et que le « développement de l'être humain est intérieur » ?

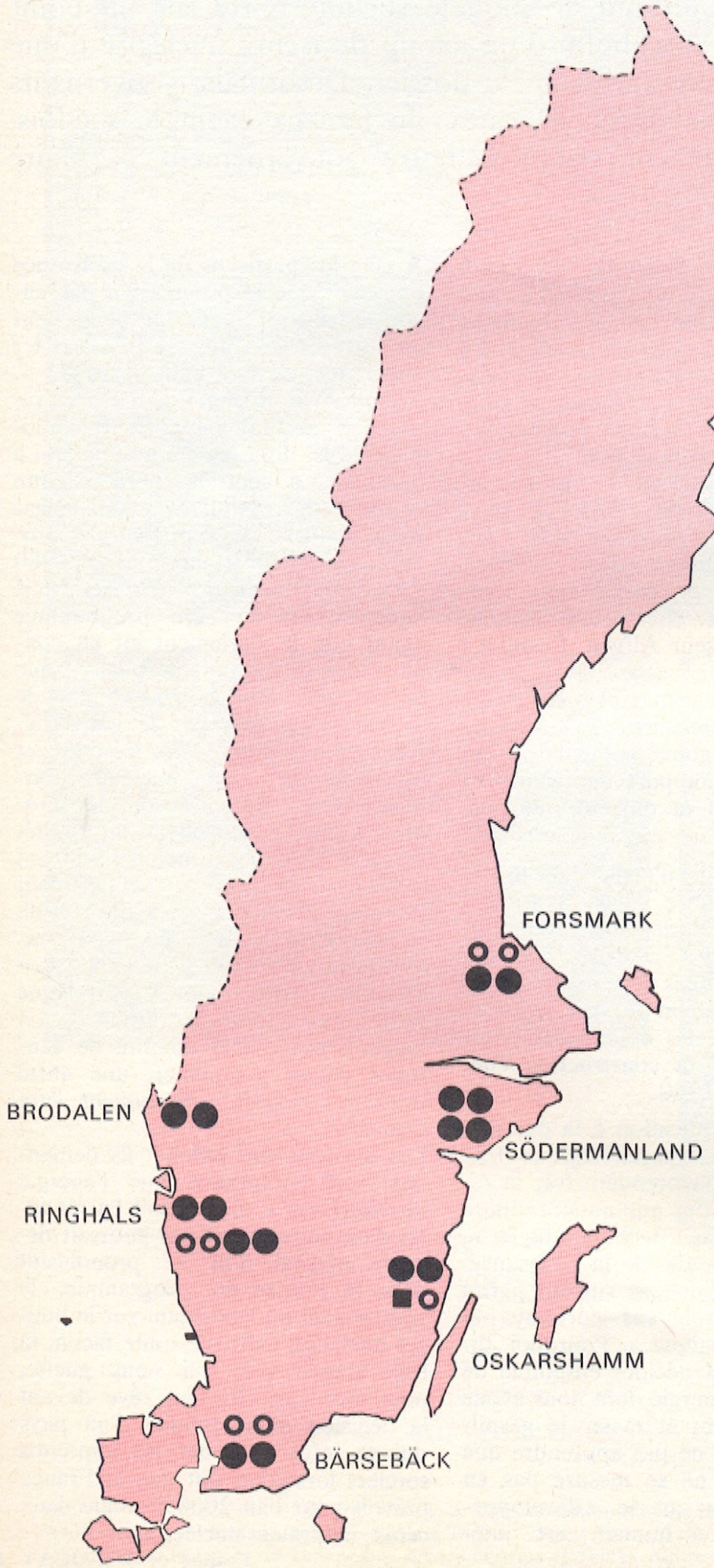
A cela les partisans de la croissance opposent que le progrès n'a pas encore atteint tous ceux qui voudraient en partager les fruits, et qu' « arrêter le progrès, c'est revenir en arrière ».
En automne prochain, le débat va reprendre au Parlement. Pour le moment, c'est donc un compromis qui a prévalu. La centrale d'Oskarshamn continue de produire ses 440 mégawatts annuels. Les sept centrales projetées ou en construction avant 1980 seront effectivement construites. Mais aucune autre ne sera programmée avant que le Parlement ait eu connaissance du rapport de sécurité que doivent présenter les trois comités de recherche chargés par le gouvernement de présenter *toutes* les données objectives du dossier nucléaire. Particulièrement difficiles sont les problèmes de la radioactivité atmosphérique et des déchets radioactifs. Il est intéressant de noter qu'actuellement la Suède « exporte » les déchets de sa centrale d'Oskarshamn aux « United Reprocessors » (traiteurs associés) que sont la Grande-Bretagne et la France (dans son usine de La Hague). Mais si le nombre de centrales devait augmenter, une autre solution devrait *absolument* être trouvée.
Les Suédois sont précis : ils demandent soit l'assurance que l'énergie nucléaire est « sûre », soit l'arrêt total d'un engagement qui pourrait devenir infernal. S'ils se prononcent pour la reprise du programme, le vote annuel du Parlement sur le budget nucléaire évite, de toute façon, la folle accélération qui nous guette, nous Français. Et l'on rêve devant la décision démocratique d'un pays qui se refuse à jouer les apprentis sorciers lorsqu'on sait que la France prévoit pour l'an 2000 quelque deux cents centrales nucléaires.

France de NICOLAY ▶

■ En marche

○ En construction

● Remises en question



pour que la confiance règne

Le Parlement suédois a demandé au gouvernement de surseoir à la programmation de nouvelles centrales nucléaires, avant d'être mieux informé des dangers qu'elles comportaient. Comment le gouvernement a-t-il réagi à cette décision ?

Il est exact que le Parlement vient de prendre une décision dans ce sens, mais le gouvernement l'avait devancé en formant, il y a plus d'un an, 3 comités de recherche : le comité de la programmation de l'énergie, le comité de la sécurité, spécialisé dans l'étude du traitement des déchets, et le comité de la localisation des centrales.

Vous vivez en économie parfaitement libérale, sans plan, la C.D.L. (l'E.D.F. locale) prévoyait cependant qu'en 1985, 50 % de l'énergie produite serait d'origine nucléaire. Ce chiffre va-t-il être remis en question ?

La décision qui vient d'être prise n'implique pas un sursis dans la programmation nucléaire à court terme. Tout continue comme prévu jusqu'en 1980. Oskarshamn (440 MW) fonctionne, sept autres nouvelles centrales sont en cours de construction ; c'est avant d'aller plus loin encore que le Parlement veut avoir de plus amples informations concer-

Rune Johansson, ministre suédois de l'industrie, répond au *Sauvage*



nant les problèmes de sécurité, et en particulier le traitement des déchets.
Dans un discours que j'ai prononcé devant le Parlement, j'ai insisté sur le fait que nous n'allions pas interrompre brusquement notre programme, mais que nous attendions avec intérêt les résultats que soumettraient en juillet prochain les membres du comité de la programmation.
Comprenez-moi bien. Il n'y a pas contradiction entre l'opinion du gouvernement et la décision du Parlement, qui est d'ailleurs elle-même un compromis : la commission économique du Parlement avait proposé que soit voté un moratoire. Il a été rejeté par la grande majorité.

Comment s'est déroulé le vote au Parlement ?
Soixante-dix voix (celles du parti du centre et des communistes) pour le moratoire. Deux cent dix-huit (celles des conservateurs, des libéraux et des sociaux-démocrates) pour un temps de réflexion.

Quelles mesures pratiques le gouvernement a-t-il prises après le vote du Parlement ?
Ce vote n'a pas impliqué la création de nouveaux organes de recherche. Ce sont les 3 comités dont je vous ai parlé qui soumettront leurs travaux au Parlement.

Prévoyez-vous des alternatives à l'énergie nucléaire telles que les technologies douces : éolienne, solaire, géothermique ?
Nous n'avons ni pétrole, ni charbon, ni gaz naturel — ni soleil. L'énergie géothermique est impraticable en Suède. Et nous n'aurons pas de résultats certains concernant la fusion de l'hydrogène avant l'an 2000. Quant à nos possibilités hydrauliques, elles ont presque atteint leur maximum d'exploitation. Nous pourrions augmenter cette production de 3 %, mais ne voulons pas le faire au détriment de l'environnement. Vous me parlez d'alternative : l'une d'elles serait « l'épargne », dans certains secteurs.

Dans l'optique de la menaçante crise de l'énergie, la Suède serait donc prête à appliquer la campagne publicitaire américaine « save a watt ! » (épargnez un watt) ?
Nous envisageons pour les années à venir une croissance de la demande en énergie de 5 % par an. Or nous avons calculé qu'en baissant d'un degré seulement le chauffage des habitations, la dépense énergétique du pays baissait de 2,5 %. En termes clairs, si les chauffages domestiques passent de 20° à 19°, la croissance de la consommation de l'énergie n'est plus que de 2,5 % par an...

Il faut, pour adopter ce genre de mesure, l'esprit démocratique d'une nation capable de se donner à elle-même des contraintes. Cela implique, en fait, une nouvelle perspective de la croissance acceptée par la totalité de la population.
Il est un peu tôt pour se prononcer définitivement. Je vous donnais là un exemple d'alternative, qui nécessite, en effet, une certaine discipline.

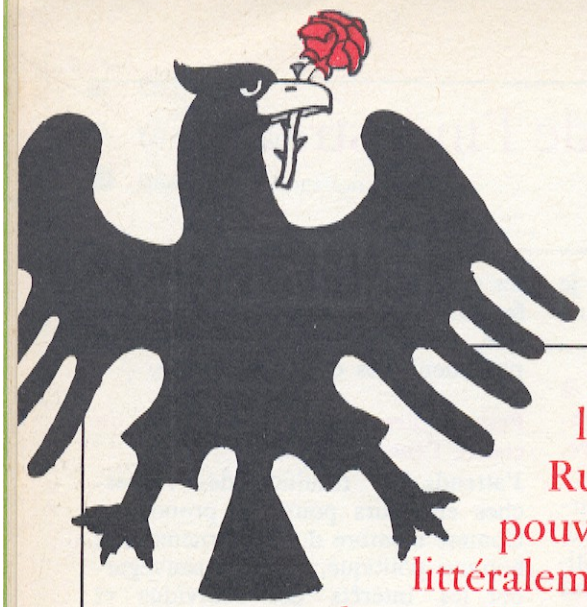
L'opinion publique s'est-elle intéressée au débat du Parlement ?
On ne peut pas dire que l'opinion publique se soit « passionnée » pour le problème nucléaire, disons plutôt qu'il s'insère dans son intérêt général pour les problèmes d'environnement. Ce sont surtout les articles et les apparitions à la télévision du professeur Alfven, prix Nobel de physique, et les interventions de certains parlementaires qui l'ont alertée.

Personnellement, êtes-vous pour ou contre l'énergie nucléaire ?
J'attends les résultats des recherches en cours pour me prononcer. Comme membre du gouvernement et homme politique, je veux sauvegarder les intérêts des individus et tiens à ce que soit opéré un contrôle minutieux... Mais rien ne nous a encore prouvé que c'était impossible.

Si, à l'automne prochain, les chercheurs prouvaient l'existence de risques graves, la Suède, malgré sa demande d'énergie en hausse constante, serait-elle prête à « réorienter sa croissance » ?
Si tous les avis concordaient et qu'il apparaissait que la situation ne peut pas être contrôlée, alors oui, on arrêterait tout. Il ne s'agit là que d'*une* hypothèse.

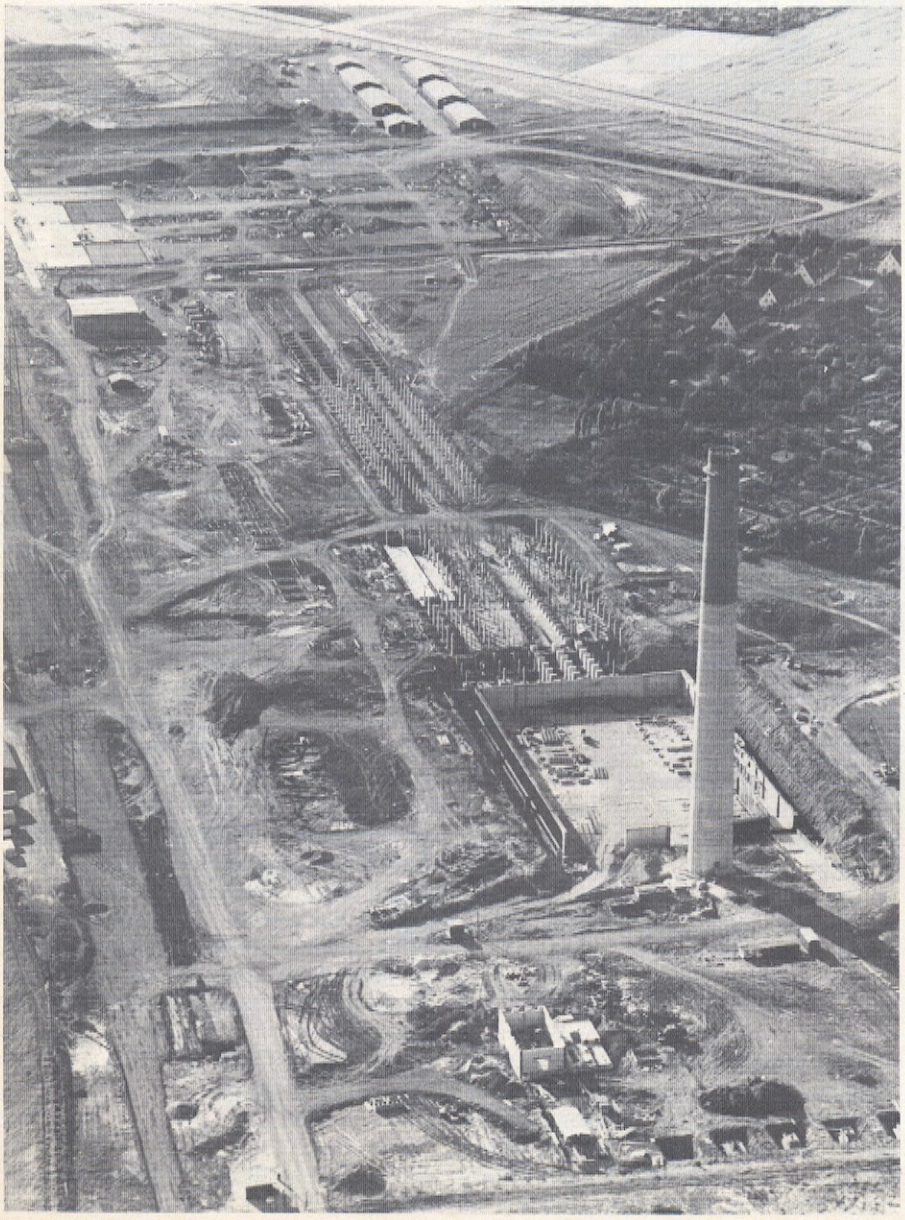
Je viens de voir le film réalisé par la Suède pour fêter l'anniversaire de la conférence de l'ONU sur l'Environnement, et qui va être distribué dans le monde entier. Peut-on en conclure que la Suède pourrait devenir « la première nation écologique » ?
L'opinion publique est très sensibilisée au problème de l'environnement et nous nous en réjouissons infiniment. Même dans la conjoncture économique basse de 1971-1972, nous avons assayé de combiner deux problèmes qui nous apparaissaient primordiaux : le plein emploi et la défense de l'environnement. La lutte contre la pollution industrielle a coûté au pays 2 milliards de couronnes (env. 2 milliards de francs), le gouvernement en a payé la moitié. Savez-vous que nous avons la plus haute consommation de pétrole du monde *per capita* et que dans dix ans nous aurons à faire face à un million de tonnes de dioxyde de soufre de déchets. C'est une lutte à gagner absolument.

Et si la confiance revenait, si le Parlement était convaincu de la sécurité de l'énergie nucléaire...
Vous l'avez dit, la confiance serait rétablie.



LES ALLEMANDS

A deux reprises, les populations de la Ruhr ont combattu un pouvoir qui les asphyxiait littéralement. Contre un trust soutenu par les notables, elles ont gagné. Conclusion : la parole peut être au peuple quand il ose la prendre.



Franck

Mais que sont devenus les Allemands d'antan ? Respectueux, disciplinés, obéissants, au garde-à-vous devant les courbes de croissance du « miracle économique ». De l'ère adénauerienne, décidément révolue, ils n'ont gardé que leur sérieux légendaire. Mais ce sérieux est en quelque sorte détourné : concernant hier encore le redressement de l'industrie nationale, il se reconvertit aujourd'hui dans la lutte contre les abus de la même industrie. Et quand un Allemand se met à l'œuvre, cela ne passe pas inaperçu.

A preuve, ces deux exemples d'actualité. Le premier illustre un triomphe, le second un échec probable. Mais, dans les deux cas, la prise de conscience écologique de toute une population saute aux yeux.

A quelques kilomètres d'Essen, dans la Ruhr, Gelsenkirchen tranche sur la grisaille environnante par ses maisons neuves (la ville a été détruite à 80 % pendant la dernière guerre), son centre culturel, son grand parc et ses ensembles résidentiels presque coquets. A l'ouest de la ville, dans un quartier de belles demeures bourgeoises assez comparable à Passy et comprenant une aire de jeux et une maison de repos pour personnes âgées, s'étend un grand terrain. Il appartient à la municipalité et bénéficie d'un statut fort clair : classé zone d'espace vert, toute construction y est interdite sur soixante hectares.

C'était sans compter avec la célèbre firme de verre Deloc (Deustche Libby Owen Glass Gesellschaft) qui s'employa immédiatement à détourner le terrain à son profit. Pour y parvenir, la Deloc avait sous la main l'homme idéal : Joseph Lobbert, membre influent du S.P.D., président du conseil municipal de Gelsenkirchen et aussi (et surtout) délégué des syndicats ouvriers auprès du conseil de direction de la Deloc. Bref, l'homme-lige rêvé.

Tenant son conseil municipal bien en main, Lobbert fait aussitôt déclarer le site « apte à la construction » et signer un compromis de vente avec la Deloc, suivi d'un acte en bonne et due forme. L'encre du contrat à peine sèche, la Deloc clô-

NE MARCHENT PLUS AU PAS

ture l'espace vert et commence les travaux. Les habitants de Gelsenkirchen apprennent la chose par les journaux. Le tour était joué.

Non. Pas tout à fait. Car Gelsenkirchen compte au moins un citoyen qui n'aime pas être pris pour un imbécile. Il s'agit de l'ancien maire de la ville, Rudolf Stossberg, qui, à soixante-dix ans, anime un groupe anti-pollution. En quelques jours, l'ancien maire réunit plus de deux mille signatures. La Deloc s'inquiète et charge Joseph Lobbert de contre-attaquer. Ce dernier répand alors le bruit que, si la Deloc n'obtient pas ce terrain, tous les industriels du verre (dont B.S.N. et Saint-Gobain qui ont des filiales locales) quitteront la région. Ce qui constitue à la fois un mensonge et un chantage.

Mais, de son côté, Stossberg ne perd pas une minute : sous sa présidence naît une association groupant à la fois les propriétaires des petits jardins potagers inclus dans le site menacé, les groupements sportifs et les résidents des zones limitrophes. L'association engage des avocats et intente simultanément cinq actions en justice contre la municipalité. Inattaquable, le dossier de Stossberg développe les points suivants :

— Le compromis de vente a été signé sans que le gouvernement fédéral ait été consulté ;

— La décision de rendre les soixante hectares « constructibles » est illégale puisqu'elle a été prise en secret et sans délibérations ;

— Si la Deloc arrive à ses fins, la maison de retraite, située à trois cents mètres de l'usine, devra fermer ;

— Les propriétaires des jardins potagers seront lésés ;

— Le passage incessant des camions de la Deloc rendra impossible l'accès au parc et au terrain de jeu ;

— Les vents qui soufflent d'ouest en est répandront sur la ville des nuages de dioxyde de soufre.

Dans un premier temps, le tribunal administratif donne raison aux signataires de la pétition contre la municipalité, mais la Deloc poursuit néanmoins ses travaux. Il faut donc attendre que la cour d'appel confirme ce jugement pour que les citoyens de Gelsenkirchen puissent crier victoire. C'est chose faite et Stossberg a eu ce mot historique : « *Pour la première fois dans l'histoire de l'Allemagne, le pouvoir a dû reculer devant la volonté populaire.* »

En effet, le succès est complet puisque la cour ordonna à la Deloc le démantèlement de ses installations et que, désormais dérisoire, la cheminée de trente mètres de haut attend les démolisseurs. « *Ce sera notre colonne Vendôme* », conclut Stossberg dans un éclat de rire.

Il y a, hélas, moins d'occasions de se réjouir avec l'affaire Veba. Rappelez-vous Duisbourg (1), la ville la plus polluée d'Allemagne fédérale, où les cas de cancer étaient huit fois plus nombreux en 1972 qu'en 1960. Eh bien, à une trentaine de kilomètres de cet enfer industriel, on trouve quatre charmantes petites villes — Orsoy, Budberg, Borth et Eversael — aux quatre coins d'un rectangle d'environ 150 kilomètres carrés où il y a encore, ô miracle, des prairies, des fermes, des vaches.

Dans cette province qui fait un peu songer à la Normandie, courait depuis quelques mois une rumeur selon laquelle des fermiers auraient vendu leurs terres à prix d'or. Une centaine de kilomètres carrés au total. Les paysans évitaient de répondre aux questions directes, mais beaucoup vendaient leurs troupeaux et abandonnaient leurs maisons.

Jusqu'au jour où la nouvelle parut dans le journal local : la Veba, puissant trust industriel qui est également le principal actionnaire de la Ruhrkohle (organisme qui groupe la plupart des houilleries de la Ruhr) avait acheté, à Orsoy, les cent kilomètres carrés en question pour y construire le plus important complexe pétrochimique d'Europe.

Les rumeurs étaient donc fondées. Des fermiers avaient fait fortune en quelques jours et, surtout, des responsables avaient vendu aux industriels le dernier espace vert proche de Duisbourg. Des responsables tout à fait officiels puisqu'il s'agit du gouvernement de l'Etat de la Rhénanie-du-Nord-Westphalie (N.R.-W.).

La réaction ne s'est pas fait attendre : à Düsseldorf, des milliers de manifestants ont pris part à un cortège avec drapeaux en berne et cercueils devant l'immeuble du gouvernement de la N.-R.-W. A l'origine de cette marche : une association locale soutenue par un médecin généraliste d'Orsoy, le docteur Helmut Kuthe. Son combat est désespéré bien que, là encore, le dossier soit solide. Mais, cette fois-ci, l'adversaire est trop puissant.

Pourtant, les conclusions du docteur Kuthe sont effrayantes : sachant que le complexe pétrochimique de la Veba déversera 43 tonnes de dioxyde de soufre toutes les vingt-quatre heures quand il fonctionnera à 100 % de sa capacité, en 1985, toute habitation sera impossible dans un rayon de cent kilomètres. Quant aux effets secondaires sur Duisbourg, qui n'avait certes pas besoin de ce renfort, ils seront catastrophiques. Enfin, une telle implantation signifie la mort définitive de la dernière enclave de vie rurale dans la Ruhr, avec l'évacuation de 10 000 personnes.

Les populations des quatre petites villes concernées sont atterrées mais elles sentent que la partie est perdue d'avance. A Eversael, le propriétaire d'un petit café répète toute la journée : « *Qu'est-ce qu'on peut faire, nous, les petits ?* »

Par-dessus le marché, le gouvernement de la Rhénanie-du-Nord-Westphalie s'offre le luxe d'un semblant d'objectivité en désignant une commission d'enquête composée d'une quinzaine de personnalités locales. « *Il n'y a là que des braves gens,* commente le docteur Kuthe, *mais, faute de connaissances scientifiques, ils sont complètement bluffés par les rapports de la Veba.* » Et, saisi lui aussi par le découragement, il ajoute : « *De toute façon, comment pourrions-nous gagner contre l'Etat alors que l'oléoduc venant de Brême pour alimenter le complexe pétrochimique est déjà posé ?* »

Quelques-uns, pourtant, veulent se battre jusqu'au bout. Ceux surtout qui habitent Duisbourg et pour lesquels, en dépit des deux heures de trajet, la campagne d'Orsoy était comme un paradis. Un paradis qu'envers et contre tout ils ne veulent pas croire perdu.

Leo STILTSKIN

(1) Voir « Il était une fois un monstre noir... » dans le numéro 2 du *Sauvage*.



DU VRAI PLOMB DANS L'AILE

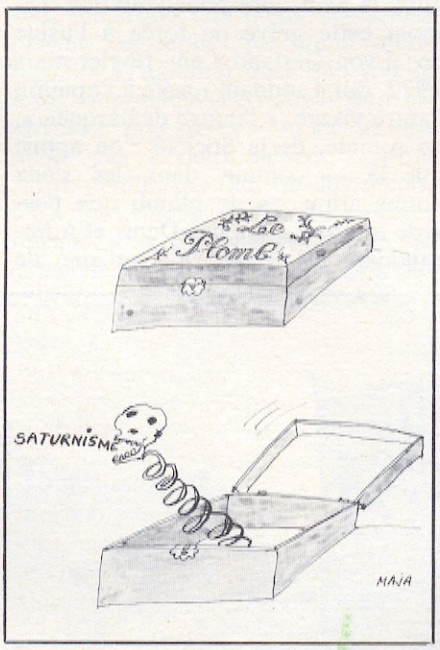
— Quel âge me donnez-vous ?
Il accuse la cinquantaine, bien sonnée. Prudent, je dis :
— 47, 48 ans ?
Il triomphe, amer :
— Je viens d'avoir quarante ans !
Et levant vers moi ce visage qui ne paraît pas, qui ne paraîtra jamais plus son âge, il ajoute :
— Vous voyez, c'est le métier...
Charles « va au plomb », comme il dit, depuis plus de quinze ans. Charles a le visage gris, c'est toujours le métier qui veut ça. « On ne parle pas d'un teint plombé pour rien, vous savez. » Charles a mal aux épaules : comme tous ses camarades exposés au Pb, ce « métal gris bleuâtre très mou et très malléable » dont parle la fiche toxicologique n° 59 de l'I.N.R.S. Charles en a plein le dos du plomb : plus exactement, il en a dans le sang, dans les urines, dans les os.
Chef d'équipe au raffinage du bismuth (qu'on extrait du plomb en fusion), il touche chaque mois ses 120 F de « prime d'incommodité » (les syndicats préfèrent parler de prime d'insalubrité : c'est la même chose, mais c'est plus clair) — comme tous ceux de « la Peñarroya de Noyelles-Godault », près de Lens (Pas-de-Calais).
A savoir, la plus grande fonderie de plomb d'Europe : 350 tonnes traitées par jour, 1 500 employés, dont la moitié environ « exposée » (c'est le terme officiel).
Il y a deux ans, Charles a eu peur : il a « attrapé l'anémie, et des sueurs froides avec ». Alors, on l'a mis « hors-plomb » pour un temps. C'est que, dans son métier, l'anémie est un rude signal d'alarme : souvent le premier symptôme de saturnisme. Ce joli mot, trop joli pour être honnête, désigne, en fait, l'intoxication due au plomb ou à ses composés. En phase aigué, elle se caractérise soit par une colique, dite justement « de plomb », soit par des manifestations nerveuses (en particulier, la paralysie de certains muscles, surtout celle des extenseurs de la main) qui peuvent aller jusqu'à l'encéphalopathie (délire), soit encore par des signes d'hypertension artérielle accompagnée le plus souvent de graves atteintes rénales (néphrites, par exemple).
Mais le saturnisme, m'avait-on dit au début de cette enquête, est « un grand classique, heureusement tout à fait en régression ».
C'est bien en tout cas le sentiment de la Sécurité sociale : ses dernières statistiques, qui datent de 1970, dénombrent officiellement 170 cas de saturnisme chez les 12 500 000 travailleurs qui lui sont affiliés. La proportion peut sembler dérisoire. Il est vrai qu'il s'agit là de cas aigus d'intoxication : les seuls, à vrai dire, qu'elle reconnaisse...
— Elle n'a que la reconnaissance du ventre... plombé ! ironise Charles. C'est la fameuse « colique de plomb » que je vous ai citée. Là, au moins, n'est-ce pas, le doute ne lui est pas permis : elle a affaire à des malades qui se convulsent, qui vomissent tripes et boyaux, qui ont une tension de cheval, et une constipation telle qu'on prend souvent de l'extérieur leur crise pour une perforation d'ulcère ou une occlusion intestinale... Ça peut durer jusqu'à une semaine : j'ai même vu des familles demander qu'on ouvre le ventre du malheureux copain : mais le bistouri n'y ferait rien... »
Tout syndicaliste (C.F.D.T.) qu'il soit, Charles « n'exagère » pas. Les chiffres lui donnent raison : sur les 170 derniers cas officiellement recensés, 112 coliques ! Quant aux autres maladies, de la néphrite à la paralysie...
— Sur les vingt-six cas de menace de saturnisme que j'ai signalés l'an dernier, trois seulement ont été pris au sérieux.
C'est un médecin de la Peñarroya même qui, cette fois, fait chorus. Pourtant ici, à Noyelles — on verra que dans les autres usines du groupe c'est loin d'être le cas —, on n'a pas lésiné sur le dépistage : on a même offert à mon interlocuteur, dans le cadre de l'entreprise, un superbe laboratoire d'analyses

On disait que le saturnisme,
la maladie du plomb, n'existait plus.
Mensonge : quelques milliers d'ouvriers en sont atteints
et souffrent parfois le martyre.
Autour de ces cas pas si exceptionnels que ça,
les employeurs et la Sécurité sociale
avaient organisé la conspiration du silence.
Il était temps de la dénoncer.

(« Si j'avais dû les demander à l'extérieur, la note pour la seule année dernière aurait dépassé 600 000 NF... »). Et celles qu'il pratique sont à ce jour les plus sérieuses, les plus précoces indications qu'on connaisse sur le risque de saturnisme : il s'agit du dosage de l'acide delta-amino-lévulinique dans les urines. De l'avis unanime des spécialistes, son augmentation est un critère simple qui permet de déceler, bien avant que des désordres organiques ou hématologiques aient pu se produire dans l'organisme, les prodromes de l'intoxication : au point même que la méthode est obligatoire en Suède.

Pas chez nous. Ici, la Sécurité sociale s'en tient à la désuète recherche d'« hématies ponctuées » (globules rouges anormaux qui prouvent que la moelle osseuse est soumise à une attaque toxique). Tout en sachant que c'est une méthode aléatoire (les résultats de l'examen peuvent varier d'un jour sur l'autre, ou même d'un biologiste à l'autre) et que, de toute façon, les hématies ponctuées n'apparaissent que tardivement, alors que l'ouvrier est depuis longtemps malade : « Somme toute, m'avait dit un médecin, seules sont reconnues comme maladies professionnelles les infirmités totales. » Et Charles, de son côté :

— C'est comme si on ne reconnaissait comme tuberculeux aujourd'hui



que des gens qui auraient une grosse caverne pulmonaire ou qui cracheraient du sang...

Réponse de la Sécurité sociale : « Que voulez-vous, nous n'y pouvons rien, nous sommes prisonniers des textes. » Le règlement, c'est le règlement : mais ici c'est avec la santé qu'on joue au gendarme, et lorsqu'on « arrête » un ouvrier, la maladie a souvent atteint un tel degré de gravité que la guérison devient difficile, voire problématique : « Vous n'avez plus que vos reins — et la retraite si vous y êtes arrivé — pour gueuler ! » (Charles *dixit*).

On a remarqué que les ouvriers qui ont travaillé dans le plomb meurent plus souvent que les autres de rupture des vaisseaux sanguins de la tête ; ou encore sont de candidats à l'hémiplégie. Mais qu'y faire ? Ce n'est pas « prévu par la loi » ! Pas plus que ne sont recensés tous ces troubles sans manifestation pathologique évidente qui s'appellent : maux de tête, vertiges, perte de l'appétit ou encore perpétuelles lourdeurs des bras, difficultés à serrer et à bouger les doigts — et qui sont le lot de la fréquentation quotidienne du plomb. L'ouvrier peut à la longue devenir sourd, aveugle même : il touchera, dans ce dernier cas, une indemnité, seulement si la cécité est de 100 % ! Bref, on comprend mieux, dans ces conditions, la modestie des chiffres officiels.

Quant à l'hygiène et la sécurité sur le lieu de travail, pourtant si réglementées, là encore il y a un divorce profond entre les textes et la réalité de l'usine. Charles est mieux placé, plus exposé, devrait-on dire, que quiconque pour en parler :

— Le plomb s'attrape surtout par le nez ou par la bouche, en respirant ou en avalant. D'où, par exemple, l'interdiction de fumer sur place. Mais beaucoup de gars la ressentent comme une brimade et n'en tiennent ▶



« Lorsque vous êtes pendant huit heures au-dessus d'une marmite qui fume à plus de 600 degrés... »

pas compte. Ils se disent : de toute façon c'est mauvais de fumer, alors... Alors ils grillent du plomb au bout de leur clope, souvent roulé d'ailleurs avec des doigts souillés.

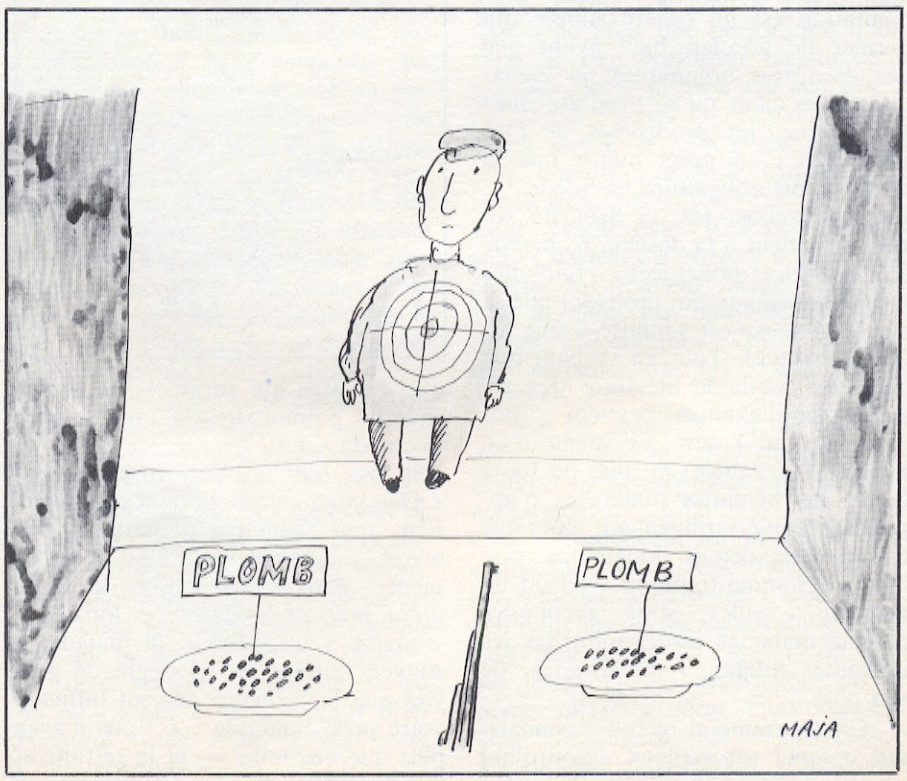
Le règlement, les mises en garde légalement affichés ? « Encore faut-il savoir lire le français. Pour des Tunisiens ou des Marocains, par exemple, qui ne se comprennent même pas entre eux, vous avouerez que ce n'est pas le meilleur moyen d'information... » Le port du masque obligatoire (ce sont les vapeurs, les oxydes dégagés par le plomb en fusion qui sont le plus dangereux) à certains postes ? » Lorsque vous êtes pendant huit heures au-dessus d'une marmite infernale qui fume à plus de 600° et que vous êtes habillé en cosmonaute, très vite la sueur vous aveugle, vous pissez l'eau sous le masque : alors vous l'enlevez pour « un petit moment », puis vous le remettez et ça vous fait suer, au sens fort, de nouveau, alors vous recommencez à l'ôter, et ainsi de suite... »

L'équipement industriel de protection (les hottes d'aspiration des fumées toxiques, par exemple) ? « Il est très vite dépassé : en fait, la production court toujours plus vite que la prévention. Il faudrait sans cesse, au fur et à mesure de l'expansion, revoir les normes de sécurité. C'est d'ailleurs ce qu'on vient de faire ici, à Noyelles-Godault : un milliard et demi d'anciens francs viennent d'être débloqués sur trois ans pour la seule lutte antipollution dans l'usine ; vous imaginez bien que ce n'est pas par pure philantropie... Plutôt pour combler le retard, oui ! »

L'usine de Noyelles-Godault est donc « propre » (comme on le dirait, certes, d'une bombe H). A sa façon, c'est même une usine-modèle — modèle capitaliste, bien entendu —, mariage d'argent d'une science-production de l'an 2000 et de cette « politique de risque réfléchi » dont s'enorgueillissent les « jeunes loups » de la maison (moyenne d'âge des principaux titulaires des postes du groupe : quarante ans) qui trônent sur leur siège de Maine-Montparnasse : à portée de la houlette du baron Guy de Rothschild, qui, par l'entremise de la Compagnie du Nord, préside aux destinées du trust Nickel-Peñarroya-Mokta (250 milliards anciens de chiffre d'affaires en 1970, classé alors « l'entreprise la plus rentable » de France devant 5 000 concurrents (depuis, il est vrai, la belle affaire s'est singulièrement gâtée avec la dévaluation du dollar), un glorieux ancien : Georges Pompidou, ex-administrateur de la Peñarroya même...).

Mais les jeunes loups ont parfois aussi la dent dure pour l'ouvrier. Témoin cette grève de force à l'usine de Lyon-Gerland, en février-mars 1972, qui a soudain révélé à l'opinion l'autre visage, « l'image démarquée », en somme, de la Société : on apprit que là — comme dans les deux autres affineries de plomb que possède le groupe à Saint-Denis et à Escaudœuvres (dans la banlieue de Cambrai) et qui menacèrent alors, pour les mêmes raisons, d'emboîter le mouvement de leurs camarades lyonnais — les ouvriers n'étaient en réalité que des esclaves et les sévères règles d'hygiène prescrites par les textes des tigres de papier dont la direction faisait des boulettes. Il est vrai que les travailleurs employés dans les usines Peñarroya de Saint-Denis, Escaudœuvres et Lyon n'étaient, à 95 %, que des immigrés ; pire : des Nord-Africains pour la plupart... Fallait-il croire « ces gens-là » lorsqu'ils parlaient de l'entreprise comme d'une « grande poubelle » où ils laissaient leurs forces et leur santé ?

N'empêche, on ne put étouffer l'affaire, ni ce trop gros scandale : l'existence d'un métier-calvaire à moins de 1 000 F par mois, pour quarante-cinq heures de travail par semaine en moyenne. Il ne s'agissait, tout bonnement, que de récupérer du plomb. Mais ça voulait dire en fait





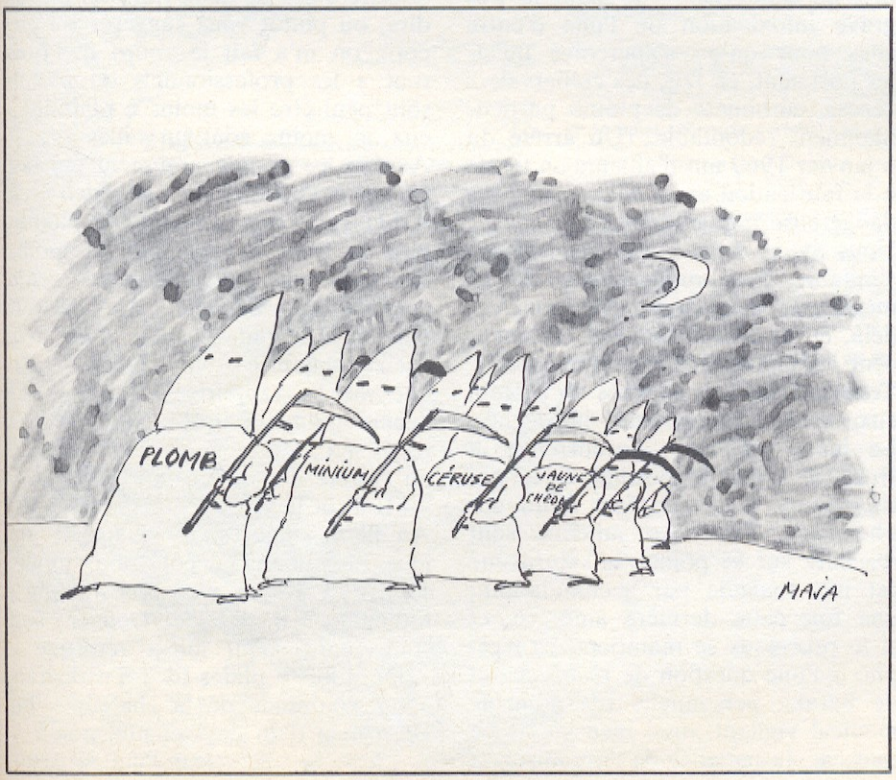
Un Tunisien écrasé par le couvercle du four : l'installation datait de 1927

casser, broyer de vieilles batteries (dans les poussières et les fumées acides), puis en charger les fours, fondre le plomb, rectifier sa composition, faire des lingots, les transporter, les empiler...

Et il fallait voir comment ! Si ces activités exigent « une technologie de pointe », comme l'affirment les plaquettes de promotion éditées par Peñarroya, les ouvriers concernés déclaraient, quant à eux, « travailler comme autrefois, tout à la main ». On « cassait » à la hache, à la masse : 75 batteries par jour et par tête à Escaudœuvres, par exemple. Ou encore, il fallait charger plusieurs tonnes par jour à la pelle dans une poussière toxique épaisse. A Lyon, au four de l'atelier de plomb, trois ouvriers sortaient, par exemple, vingt tonnes en huit heures. Et les lingots qui devraient refroidir pendant deux heures avant d'être manipulés sont empilés encore chauds. Auprès du four, la chaleur est si forte que les visières de protection (*sic*) fournies par la direction se déforment. Il est interdit de se rendre à la cantine pour la pause, il n'y a pas de lavabos, ni de douches convenables.

Résultat : les ouvriers prennent leur casse-croûte derrière les fours : avec du plomb sur les doigts, dans le nez, sur leurs vêtements.

A Lyon toujours, il y a trois ateliers : le plomb, le bronze et l'aluminium. Lorsque les analyses de sang sont par trop criantes, on mute l'intoxiqué à l'un de ces deux derniers ateliers : « Pour les patrons, ce sont, remarque l'un d'eux, les seules maisons de repos que nous méritons... » D'ailleurs, quel que soit le poste, impossible d'échapper aux incroyables poussières : on ne se voit même pas à deux mètres l'un de l'autre ; enfin, partout, où qu'on soit, il y a des brûlures et des projections : presque tous les ouvriers, faute de vêtements de protection efficaces, ont été, une fois ou l'autre, atteints à diverses parties du corps. Le 19 décembre de cette année-là, un Tunisien, Salem, a même été écrasé par le couvercle du four, à la suite de la rupture d'une chaîne de palan trop faible : l'installation datait de 1927. Dans la plupart des cas, les ouvriers étaient logés à l'intérieur de l'usine même : ainsi, par certains vents, les fumées arrivaient elles directement sur les fenêtres de leurs foyers. La concentration tolérable des vapeurs de plomb a été fixée, en 1968, par ▶



NOTRE PLOMB QUOTIDIEN

Le plomb entre dans la composition de nombreux objets usuels. Sous certaines formes (le cristal par exemple), il est bien sûr inoffensif pour l'usager. Sous d'autres, il peut être toxique. A partir de quelle quantité et dans quelles conditions, là-dessus aucun spécialiste ne peut trancher — chaque cas d'intoxication étant un cas d'espèce.

On trouve du plomb dans l'eau, les robinets, pompes, citernes, tuyaux, conduites et autres canalisations (notamment celles fabriquées avec des alliages : laiton, bronze) ; certains enduits, vernis, peintures (au minium par exemple), mastics ; les batteries, le carburant « amélioré » au tétraéthyle ; le vin et certains systèmes de capsulage (la cire à cacheter notamment), les bouchons-verseurs de vinaigre (même s'ils sont en plastique), les siphons d'eau de Seltz ; la vaisselle (ustensiles étamés, céramiques et poteries « artisanales » vernies, décorées, pichets d'étain) ; la verrerie (33 % de plomb dans la fabrication du cristal si « pur » : mais ce n'est dangereux que pour ceux qui le fabriquent...). Et aussi dans les colorants alimentaires, la dorure des boîtes de conserve, l'emballage du thé, les tubes de cosmétiques, de dentifrices ; certains jouets, certains crayons de couleur ; les cigarettes, les pesticides, certains solvants.

Et enfin dans le gibier des chasseurs et le gris du ciel !



« Je suis sûr que je suis farci comme un gibier de chasse »

les hygiénistes américains, à 0,2 mg par m3. En fait, au cours de certaines opérations, on en a trouvé, dans ces lieux, jusqu'à 40 mg à hauteur du visage : à Peñarroya Saint-Denis, des prélèvements d'air ont même été faits sans que le personnel ait pu obtenir les résultats.

Voilà pour un passé qui ne date pas du Moyen Age mais de vingt mois à peine. Mais aujourd'hui, au fait ? « On a paré au plus flagrant, me confie l'un des responsables de la Fédération C.F.D.T. des Métaux, mais toutes les promesses arrachées n'ont pas été tenues : on est loin, par exemple, d'avoir mécanisé toutes les opérations et loin encore aussi des normes de sécurité et d'hygiène. En fait, on a seulement maquillé le malade, mais on ne l'a pas vraiment soigné. » D'ailleurs — pour ne prendre que l'exemple de Lyon —, à quoi servirait de restaurer une ruine ? On est actuellement en train de déménager vers Villefranche : là-bas, « au neuf », il sera toujours temps d'aviser...

Soyons juste : le danger n'est pas circonscrit au seul personnel de ces usines à plomb (comme on le dit d'un fusil). A Saint-Denis, la cheminée de la Peñarroya n'oublie pas les habitants de la rue Anatole-France : elle fume à *angle droit* au-dessus de leurs maisons ! A Lyon, dans le quartier de Gerland, on ne compte plus les chats crevés dans les caniveaux, ni les plantes vertes à l'agonie : d'ailleurs, lorsque l'usine « crache », les voitures elles-mêmes sont parfois obligées d'allumer leurs phares en plein jour pour ne pas se caramboler...

Reste à parler de ces innombrables sous-traitants du plomb, ou encore, et surtout, de cette floppée d'entreprises artisanales qui exposent, en toute ignorance de cause, leurs employés. Dans le paysage industriel moderne, ce sont les Messieurs Jourdain du saturnisme qui manquent le moins : du jaune de chrome au minium, en passant par le massicot ou la céruse, du tréfilage des aciers trempés à l'application de certaines laques, vernis et autres mastics, de la fabrication des accumulateurs à celle de certains émaux, de la céramique à la verrerie, on retrouve partout les composés, les dérivés du plomb.

Aussi bien, les mauvaises surprises courent-elles les usines. Ici, ce sont des fabricants de plastiques de la région lyonnaise qui découvrent avec stupeur que le stéarate de plomb qu'ils utilisaient en poudre et sans précaution comme « stabilisateur » a intoxiqué massivement quelque 70 de leurs salariés. Là — à Arras, par exemple, récemment —, c'est un fabricant de batteries qui tombe de haut. Et ainsi de suite : comme autant de maillons à une chaîne toxique qui jouerait au serpent de mer. Il y a même eu pour les cœurs sensibles l'étonnante histoire des perles artificielles qu'on offrait, il y a quatre ans encore, aux petites filles en mal de coquetterie : il fallut la très grave intoxication de l'une d'entre elles pour qu'on s'aperçoive qu'elles portaient, en fait, des colliers de... céruse, carbonate de plomb particulièrement redoutable. (Un arrêté du 6 janvier 1969 mit d'ailleurs un terme à la fabrication et au négoce de cette dangereuse bimbeloterie.)

Nous avons droit à une quantité assimilable d'un milligramme de ce métal par vingt-quatre heures. Au-delà, et au-delà seulement, commencent les ennuis et l'imprégnation.

Tous les ouvriers exposés au plomb, eux, sont, c'est normal, imprégnés. Le hic, c'est qu'en l'occurrence la frontière entre le normal et le pathologique ressemble fort à un euphémisme. Tous les auteurs sont d'accord sur ce point : le saturnisme est une maladie par accumulation ; une fois cette dernière amorcée, et si le processus se maintient, ce n'est plus qu'une question de résistance et de baraka personnelle (de contrôle médical vigilant aussi bien sûr) : en tout cas, la patience de l'organisme a ses limites qu'on... ne connaît pas. On sait seulement que le surplus de plomb se fixe, « s'endort » dans les os, et qu'il peut à tout moment — à la suite d'une maladie ou d'un choc opératoire, par exemple — être soudain remobilisé. Les ouvriers du plomb portent en permanence cette épée de Damoclès au-dessus de leur vie : « Je suis sûr que je suis farci comme un gibier de chasse », me dit Charles. Et le silence s'installe alors entre nous : je n'ai rien à lui répondre.

En revanche, il faut dire leur fait à ceux qui osent prétendre que l'affaire est réglée et que le saturnisme probablement », a remarqué un des (« celle de ses victimes, ça oui, très probablement » a remarqué un des spécialistes que j'ai rencontrés). Clore son bec à cet aimable plaisantin qui, l'an dernier encore, en plein cours de médecine du travail, osait (on me l'a rapporté) enseigner qu'il ne fallait même plus envisager le problème ! Sourire enfin de ceux qui osent vous dire, ou plutôt vous suggérer (là encore, on m'a fait le coup) qu'après tout « les professionnels du plomb sont peut-être les moins à plaindre : eux, au moins, sont surveillés »...

Au fait, ce pauvre argument me fait penser à l'histoire de l'Algérien Ben Arbia — vingt ans dans le plomb, puis la mise à pied sans la moindre indemnité, avec comme seule consolation, bousillé de partout comme il l'était, l'espoir d'un cercueil prématuré à la clé — telle que me l'a rapportée l'un des médecins militants qui l'avait interrogé, en 1972, lors de l'enquête du comité de soutien aux grévistes : — Il avait le visage brûlé par le four. Au fil des heures, il changeait de joue, travaillant de côté pour moins souffrir. Un jour, n'en pouvant plus, timidement il est allé trouver son contremaître, qui lui a rétorqué : « De quoi te plains-tu ? Tu devrais avoir l'habitude de la chaleur ! Tu viens bien d'un pays chaud, non ? »

Jean-Paul GIBIAT



et si votre beauté ne tenait qu'à 3 feuilles de menthe et 2 brins de sauge...

Santé et Beauté par les plantes

nous vous offrons gratuitement 200 recettes naturelles de beauté que vous préparerez vous-même en un clin d'œil et pour trois fois rien!

Pour avoir des cheveux épais et brillants, pour garder la taille fine, pour éviter la cellulite, pour conserver votre peau de jeune fille... pour rendre votre mari plus amoureux que jamais... pour soigner toute votre petite famille... pour être toujours en pleine forme... pour être belle et en bonne santé sans dépenser des sommes astronomiques, il vous suffit de retrouver les secrets de la nature, des plantes et des remèdes de bonne femme.

Avec cet ouvrage " Santé et Beauté par les plantes ", préfacé par le célèbre docteur André Soubiran, vous découvrirez comment transformer des herbes et des plantes comme la sauge, la menthe et le persil en produits naturels pour votre beauté et votre santé. Vous y trouverez des conseils pleins de bon sens, des remèdes naturels, des préparations faciles à réaliser et terriblement économiques.

Les herbes, les plantes, les fleurs, le lait, le miel... remplaceront efficacement vos produits de beauté et une partie de vos médicaments. Ce livre, résultat d'années de recherches dans tous les pays du monde, écrit avec la collaboration de médecins, d'herboristes et de grands spécialistes, est en plus particulièrement amusant à lire.

Soyez " dix fois plus belle " en dépensant dix fois moins d'argent !

Lorsque vous aurez vu cet étonnant ouvrage, vous tiendrez absolument à le conserver, nous en sommes tellement certains que nous vous faisons cette offre exceptionnelle : vous pouvez l'examiner gratuitement chez vous pendant dix jours ! Vous pouvez essayer autant de recettes que vous le désirez. Si vous n'êtes pas, alors, entièrement satisfaite, vous pourrez nous le renvoyer sans rien nous devoir et l'affaire s'arrêtera là. Mais si comme nous le pensons, vous désirez le garder, vous n'aurez à payer que deux mensualités de 46 F ou seulement 89 F en un seul versement (+ frais d'envoi).

Envoyez-nous simplement le bon ci-dessous pour réserver l'exemplaire qui vous sera adressé à l'examen. Rappelez-vous que cela ne vous engage pas à acheter le livre. Et qui sait... Les 10 jours que vous allez passer à lire cet ouvrage et à découvrir ses secrets vont peut-être changer votre vie !

Voici une partie de la table des matières !

Maladies infantiles
Coliques
Constipation
Diarrhée
Rachitisme
Scarlatine

Indispositions féminines
Accouchement
Hygiène intime
Fausse couche
Frigidité

Problèmes sexuels
Impuissance
Désir excessif

Merveilleux secrets de grand-mère
Longévité
Le laxatif de Napoléon
Résistance au froid

Protection contre les insectes
Régimes spéciaux

Santé familiale
Acné juvénile
Anémie
Perte d'appetit
Cholestérol
Colite
Coups de soleil
Maux de dents
Diabète
Maux d'estomac
Fièvre
Inflammation du foie
Grippe
Insomnie
Lumbago
Maux de tête et migraine
Piqûres d'insectes et morsure
Rhumatisme
Ulcères
Fatigue oculaire

Conseils de beauté du bon vieux temps

BEAUTE DU CORPS
Soins de la peau
Bains spéciaux
Douceur des mains
Beauté des seins

BEAUTE DU VISAGE
Peau sèche ou luisante
Laits et crèmes de beauté
Bains de beauté
Lotions astringentes
Recettes antirides

Boutons disgracieux
Pommade pour les lèvres
Beauté des yeux
Belles dents
Beaux cheveux

LA BEAUTÉ PAR LES PARFUMS
Eaux de toilette
Eaux de Cologne
Parfums
Parfums pour vos vêtements
Parfums pour la maison

** Magnifique reliure skivertex, impression or sur plat et dos.*

** 271 pages pleines de recettes extraordinaires.*

** Des dessins de plantes reproduits pleine page en de merveilleuses couleurs.*

** Sur 78 pages, un lexique illustré des plantes médicinales.*

** Une élégante typographie sur un papier de la plus belle qualité.*

Nos magasins sont à votre disposition :

A PARIS : 222, rue de Rivoli - PARIS 1er ● 49, rue Vivienne - PARIS 2e ● 90, rue de Vaugirard - PARIS 6e ● 4, rue de Vienne - PARIS 8e ● 182, rue du Fg St-Denis - PARIS 10e ● 28, avenue Mozart - PARIS 16e **EN PROVINCE** : AMIENS : 14, rue des Sergents ● BORDEAUX : 123, cours Alsace-Lorraine ● GRENOBLE : 1, place de l'Etoile ● LE HAVRE : 110, rue Victor-Hugo ● LILLE : 9, place de Béthune ● LYON : 23, place des Terreaux ● MARSEILLE : 26, rue de l'Académie ● MONTPELLIER : 39, rue St-Guilhem ● NANCY : 105, Grande rue ● NANTES : 5, rue Jean-Jacques Rousseau ● NICE : 12, rue Chauvain ● RENNES : 3, rue Beaumanoir ● ROUEN : 53, rue Jeanne d'Arc ● ST-ETIENNE : 7, rue de la Résistance ● STRASBOURG : 52, rue du Vieux Marché-aux-poissons ● TOULOUSE : 58, rue Bayard.

carte pour un examen gratuit

CERCLE DU BIBLIOPHILE, 27-EVREUX Offre garantie jusqu'au 30.8.73

Oui, je désire recevoir de suite mon exemplaire de " Santé et Beauté par les Plantes " pour 10 jours d'examen gratuit. Si je suis enchantée, je le garderai aux conditions que j'ai indiquées ci-dessous. Autrement, je vous le retournerai sans rien vous devoir.

☐ *Je paierai 45 F (+ 4 F de frais d'envoi) après 10 jours, 45 F un mois plus tard (soit au total : 90 F + frais d'envoi).*

☐ *Je paierai comptant 87 F (+ 4 F de frais d'envoi) après 10 jours.*

SIGNATURE OBLIGATOIRE

Si vous avez moins de 21 ans, signature des parents ou du tuteur légal.

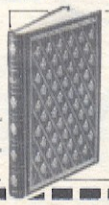
Nom

Prénom

N° Rue

Ville

Code postal



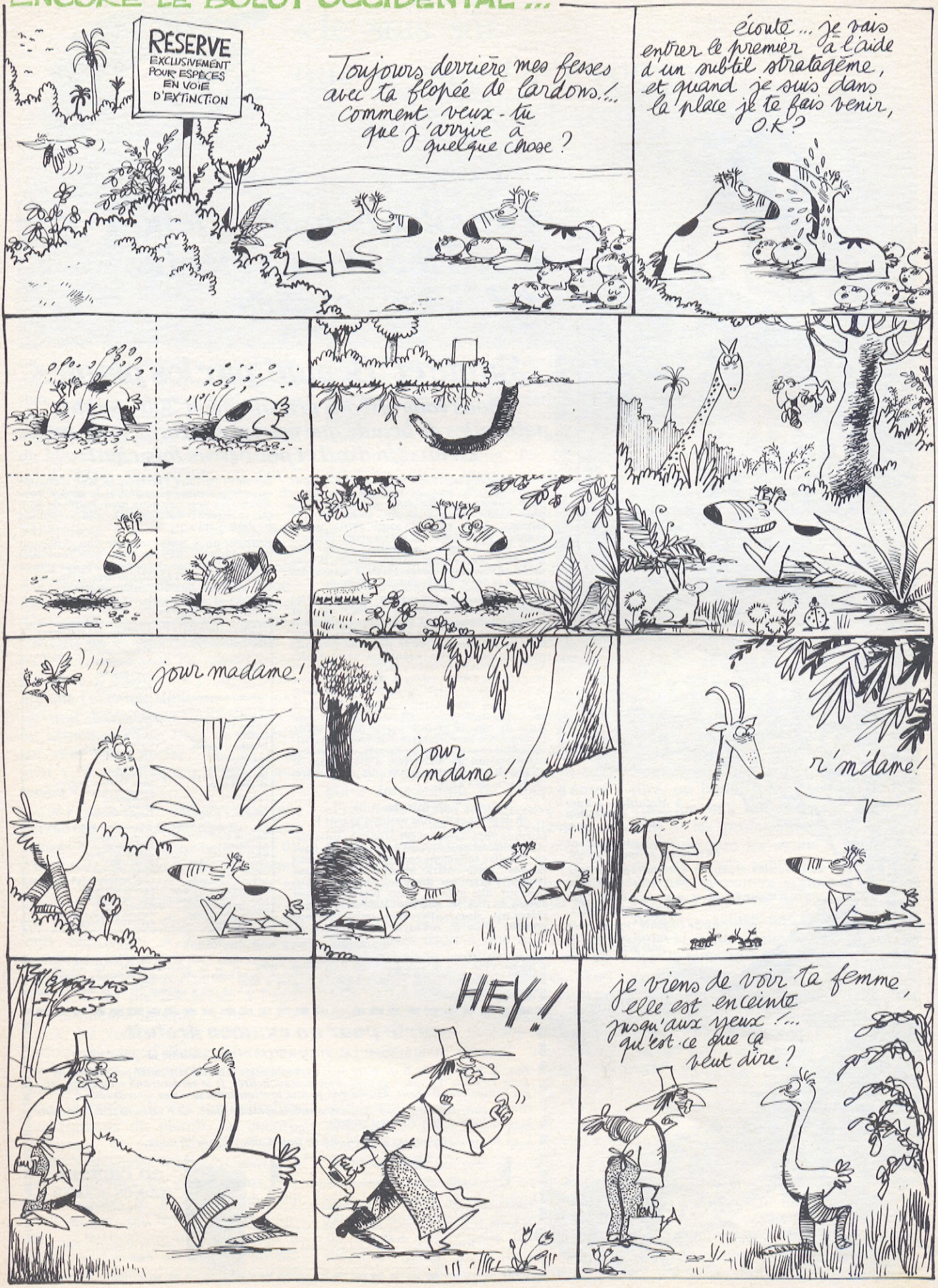
en cadeau

POUR UN HERBIER "
de Colette
relié et illustré
par Manet
si vous renvoyez ce bon
dans les 5 jours

CERCLE DU BIBLIOPHILE,
27028 EVREUX

9-399-903/144

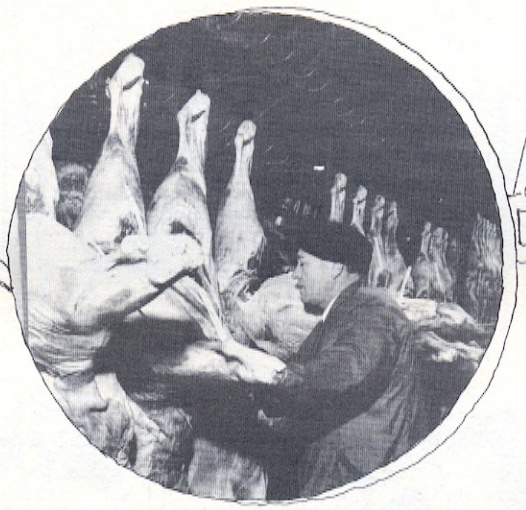
ENCORE LE BOLOT OCCIDENTAL ...




vous rigolez chef... c'est pas possible voyons !... avec tout le mercure que j'ai bouffé j'ai la prostate complètement blette, eh chef !...
HEY!
la badigoince du Kurdistan est pleine comme un œuf !
dis donc Joë... poupette à poil nas des Pyrénées a le ballon !
quoi ?... qu'est-ce que j'apprends ?... qu'est-ce qui se passe ?
il paraît qu'il y a de l'ambiance !
Janine est malade ?
c'est ça que vous appelez être en voie de disparition tas de resquilleurs ?
mais chef, vous savez bien que je ne peux plus... je suis tout rongé par l'hexachlorophène chef...
je veux la vérité !
QUI?
un animal avec de très beaux yeux pensifs...
PLOUTS
PLOUTS
PLOU
tiens, ces oiseaux-là me rappellent quelqu'un...
Claire BRETECHER

LA VIANDE





La viande, aliment poison ? S'il est vrai que notre bifteck nous apporte une ration quotidienne de « poisons » variés, c'est moins la faute de la viande elle-même que celle du mode d'élevage actuel et du type d'agriculture aujourd'hui pratiqué :

— Les **pesticides**, comme les déchets radioactifs, se concentrent le long des chaînes alimentaires : aux termes d'une étude publiée en 1969 par la revue *Pesticides monitoring Journal* sur les résidus de pesticides dans l'alimentation américaine, la viande, le poisson et les volailles contiennent en moyenne 2,5 fois plus de pesticides organo-chlorés que les produits laitiers, et 35 fois plus que les céréales.

— Les **antibiotiques** sont massivement employés en élevage (168 tonnes en 1967 en France). L'élevage industriel entraîne un entassement croissant des animaux qui multiplie les risques d'épidémies (« *enzooties* » en termes techniques). On est donc « obligé » d'avoir recours aux antibiotiques soit sous forme curative, soit, pour plus de « commodité », sous forme préventive. Certes, une loi (13 août 1965) a interdit la vente de ces produits sauf aux pharmaciens et aux vétérinaires ; mais les décrets d'application ne sont toujours pas parus. En attendant, ces antibiotiques sont massivement vendus sur les marchés, sur les champs de foire et par correspondance. Cet additif, parmi tous ceux que nous absorbons avec notre viande quotidienne, est celui qui préoccupe le plus les vétérinaires. L'ingestion constante d'antibiotiques entraîne la naissance de souches de microbes résistants qui nécessitent l'administration de doses massives en cas de maladie infectieuse pour obtenir le même effet que précédemment avec des doses moindres.

— De plus, les éleveurs utilisent massivement les **œstrogènes** et les **hormones**, qui permettent d'augmenter la production de viande sans augmenter la quantité d'aliments consommée par animal. Utilisation en principe interdite par la loi de 1965 ; mais, une fois de plus, les décrets d'application sont toujours dans les tiroirs. Selon une déclaration de la chambre syndicale des vétérinaires français, 80 % des veaux d'ateliers sont actuellement traités avec des implants d'œstrogènes. Les effets de ces produits de synthèse sont mal connus. Selon certains spécialistes, les œstrogènes pourraient bien avoir des propriétés cancérigènes.

Dans les élevages industriels, le petit veau est séparé de sa mère dès l'âge de huit jours ; il est enfermé dans un box (pour que sa chair soit plus blanche) où il lui est impossible de bouger et même de se coucher ; c'est là le sort de 50 % de ses congénères. A l'aide d'un distributeur automatique, il est nourri de produits en grande partie artificiels, et supplémentés aux antibiotiques. Le veau n'a même pas de litière ; le sol est fait de planches espacées, ce qui l'oblige à contracter l'arrière-train — cela pour développer ses muscles. Il piétine dans son fumier, jusqu'au jour où, après un lavage au jet, il sera plus ou moins brutalement conduit à l'abattoir, bourré de tranquillisants afin de réduire son état de « stress ». Certains animaux tiennent à peine debout sur leurs pattes déformées.

Dans les abattoirs, le décret du 16 avril 1964, qui interdit les violences et la saignée des bêtes sans un étourdissement préalable, est loin d'être toujours appliqué. Actuellement, l'Œuvre d'assistance aux bêtes d'abattoir (1), association reconnue d'utilité publique, est en procès avec de nombreux abattoirs, dont La Villette, pour non-respect de ces règles.

Les Français n'apprécient guère cette viande industrielle et insipide que le « progrès » leur apporte. Fait significatif : la consommation de viande de veau, la plus touchée par les méthodes industrielles, a baissé de 15 % en 1972.

(1) *O.A.B.A., Maison des Vétérinaires, 28, rue des Petits-Hôtels, 75010-Paris.*

CONSEILS-VIANDE DE *QUE CHOISIR...*

Le veau est l'objet de pratiques tellement douteuses qu'il vaut mieux s'en abstenir totalement à moins de connaître personnellement l'éleveur. Le foie et les rognons sont totalement à proscrire.

Le bœuf est à peu près à mettre sur le même pied que le veau. Il faut en manger le moins possible et en tout cas renoncer aux rognons, au foie, au cœur.

Le porc est jusqu'à présent moins trafiqué aux hormones, mais tout autant aux antibiotiques. Pour l'instant, la consommation de porc présente un risque moindre que celle du bœuf. Toutefois, elle doit rester limitée (à cause de l'abus d'antibiotiques à fortes doses). Là encore, il faut exclure le foie et les rognons.

Le poulet industriel n'est pas d'une grande qualité, mais il fait courir moins de risques que les autres viandes. La consommation de poulet est donc acceptable bien qu'il fasse souvent l'objet d'une fraude sur le poids (injection d'eau). Se méfier du foie de poulet : en cas d'abus, c'est là que l'on trouve le plus de résidus de médicaments.

Le mouton, le lapin et le gibier qui sortent d'élevages industriels sont, eux aussi, de plus en plus trafiqués par les médicaments.

Le cheval et certains gibiers rares et hors de prix (marcassins, chevreuils) sont indemnes de médicaments.

(QUE CHOISIR ? 6, rue du Général-Delestraint, 75916 Paris.)

...ET DU LABORATOIRE COOPERATIF

Après avoir attiré l'attention sur les dangers d'intoxication par la viande hachée à l'avance (en particulier viande de cheval, 1964 et 1966), invité les consommateurs à réfléchir sur leur consommation souvent excessive de viande (1965), répondu aux questions que les consommateurs posaient sur le marché de la viande et sa qualité (1966 et 1968), mis en garde contre la mauvaise qualité bactériologique et l'excès de gras des charcuteries (1968), le laboratoire coopératif, à deux reprises (1970 et 1972), a dénoncé le scandale des viandes attendries à l'insu du consommateur, pratique illégale, mais observée une fois sur deux sur les rôtis achetés par le laboratoire. En outre, ceux-ci étaient entourés d'une barde de lard représentant 7 à 23 % du poids du morceau : ficelle, barde et viande dure étaient ainsi vendues au prix de la bonne viande. Incitant les consommateurs à passer à l'action, le laboratoire coopératif rappelle également que certains hygiénistes, compte tenu du danger bactériologique de l'attendrissage d'une part, des fraudes sur la qualité qu'il permet, d'autre part, préconisent l'interdiction pure et simple de cette pratique.

(LABORATOIRE COOPERATIF, 14, av. Louis-Roche, 92230 Gennevilliers.)

Photos Dagbert/Viva

LES MILITANTS DU LÉGUME



Mystiques ou cartésiens, ascètes ou gourmets, les végétariens ont fait un choix sans appel : hors du potager, point de salut ! Cette intolérance peut faire sourire, mais elle a le mérite d'exister. Nous la présentons donc, à la suite de notre « fiche-poison » sur la viande, comme un élément possible d'alternative écologique. A vous de décider si le jeu en vaut la chandelle — avant d'entamer votre bifteck quotidien.

Un Français, ça mange énormément et ça mange mal, à tel point que la fable de ce printemps fut un film : *la Grande Bouffe*, où l'on voyait naufrager dans le foie gras et la meringue quatre de nos contemporains qui cherchaient un remède définitif à leur difficulté d'absorber davantage dans une société d'abondance et de gaspillage.

Tous les Français se disent chaque jour, je vais manger moins et mieux, éviter le steak-frites-vin rouge et la léthargique digestion qui s'en suit. Ils rêvent de yaourts, de crudités, de bouillons, mais la première sauce à la crème annonce la débâcle.

On part en vacances libres de vivre la vie que l'on souhaiterait vivre les onze autres mois de l'année.

Et si l'on mangeait autrement ?

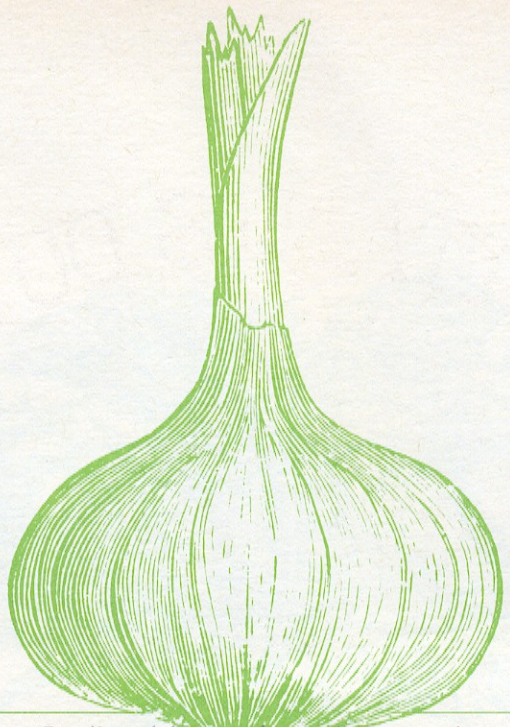
550 ans avant Jésus-Christ, Pythagore se fait initier aux mystères de l'Egypte. Il en rapporte le goût des légumes qu'il impose à tous ses disciples comme étant le plus approprié à leurs besoins et permettant l'éclosion des pouvoirs spirituels. Cinq siècles plus tard, Sénèque met les hommes en garde : « Une fois la pratique du meurtre alimentaire devenue habituelle pour la satisfaction de l'appétit, la brutalité passera en même temps dans nos mœurs. En vous demandant de vous priver de chair, je vous prive seulement de la nourriture des lions et des vautours. »

En France, on aime les légumes, mais le végétarisme a mauvaise réputation.

« Le végétarisme est la recherche d'un paradis emmerdant », affirme le professeur Apfelbaum, spécialiste des problèmes de nutrition et diététique à l'hôpital Bichat. « L'homme est essentiellement omnivore. Pour le développement de son corps, il a besoin d'une nourriture diversifiée, riche en protéines, qui ont une grande valeur biologique constituée par les acides aminés. Certes, on retrouve ces mêmes valeurs dans les protéines végétales et animales, mais à une différence près : les protéines animales remplissent parfaitement tous les besoins en acides aminés de l'homme, tandis qu'il manque toujours un ou plusieurs de ces acides dans les protéines végétales. Tous les régimes végétariens, frugivores et crudivores sont fortement carencés car ils excluent complètement les produits animaux tels que le lait et ses dérivés. »

« Que l'on mange de la viande ou pas, ajoute Apfelbaum, à chacun ses habitudes alimentaires, mais le lait est absolument essentiel à l'équilibre de l'organisme. Un adulte qui boit du lait n'est pas en danger physique et ne risque pas le catabolisme. Si l'on ne consomme plus de protéines animales, eh bien, on bouffe ses *propres* protéines, on fait en quelque sorte de l'auto-anthropophagie. Une fois les réserves personnelles digérées, le tonus psychique se transforme et l'agressivité diminue. Le changement de régime occasionne donc instantanément une transformation du comportement. »

Avant le combat, Annibal nourrissait ses éléphants de lait, de miel et de beurre. Subitement chargés en protéines, les pachidermes, habituellement pacifiques, devenaient violents et féroces. La réciproque est vraie. « Aux Indes, l'interdiction de manger de la viande fut instaurée par une tribu conquérante venue du Nord, qui institua le régime végétarien, afin d'obtenir la soumission complète des populations... alors qu'eux-mêmes continuaient de manger de la viande. » Recul de l'anxiété et de l'agressivité mais aussi, selon le professeur Apfelbaum, diminution de la force musculaire et de la forme physique. Le docteur Bertholet affirmait, au contraire : « Une erreur trop répandue est de croire que la viande est un aliment de force indispensable aux travailleurs. L'aliment par excellence producteur d'énergie est représenté par le sucre et non par l'albumine. La viande est donc un excitant et non un aliment énergétique, à telle enseigne que les carnassiers sont doués d'une force explosive, mais de



très courte durée, et qu'ils ne peuvent jamais rivaliser avec l'endurance de l'herbivore. »

Il existe des populations qui subsistent avec une diète presque exclusivement végétale. Les Hounza, aux frontières nord du Cachemire, sont indiscutablement un peuple heureux, même si tout ce qui, pour nous Occidentaux, semble essentiel au bonheur leur fait défaut. A l'encontre de leurs voisins affligés de toutes sortes de carences et de maladies, ils jouissent d'une santé exceptionnelle. Ils sont pauvres, le climat est âpre et les récoltes insuffisantes. Ils sont végétariens, frugivores même, par nécessité et leur longévité est légendaire. Ce sont les guides et les porteurs les plus recherchés de toute la région pour leur capacité à couvrir d'immenses distances. L'ethnologue David Lorimer, qui vécut quatorze mois parmi eux, a rapporté un témoignage extraordinaire sur leur manière de vivre. « La santé des Hounza résulte de leur alimentation. Tous leurs produits proviennent du sol environnant, aucune importation, les techniques de culture sont simples. Le régime des Hounza est économique pour ne pas dire spartiate, coupé par une période annuelle de grand jeûne au printemps. »

Le végétarisme est-il seulement une diète de riches à la recherche du « naturel » et du « sauvage » ?

« L'humanité doit se préparer à devenir végétarienne. » Ce ne sont pas les végétariens qui parlent, mais les économistes, les écologistes ; pour eux, ce n'est pas une question de sentiments, ni de morale philosophique. Ce sont des faits, brutaux. Pour Duvignaud, écologiste belge : « L'élevage et l'agriculture industriels, tels que nous les pratiquons actuellement, ne pourront jamais nourrir les sept milliards d'estomacs humains de l'an 2000 ; pour une simple raison : le potentiel biologique de la planète est en voie d'épuisement. Or, il a été prouvé que l'on pouvait nourrir dix végétariens avec le produit en fruits en en légumes d'un seul hectare de terre, tandis qu'il fallait huit hectares pour assurer la subsistance d'un seul carnivore. »

« De grandes pertes de biomasse (masse totale de matière organique vivante, végétale ou animale, par unité de surface) se produisent dans une chaîne trophique lorsqu'on passe des producteurs aux consommateurs. On a pu ainsi calculer qu'il fallait 80 kg d'herbe pour faire un kilo de viande.

« Néanmoins, c'est de la recherche scientifique que l'humanité doit attendre l'amélioration nécessaire de ses ressources alimentaires. Mais, avant tout, il faut apprendre à l'homme, animal prédateur et dilapideur s'il en est, le respect des ressources naturelles qui sont ses seules richesses. Certains pays ont déjà trouvé le moyen de se passer de la vache et de son lait. L'utilisation de protéines végétales, comme ersatz de protéines animales, est déjà très répandue en Extrême-Orient où le lait est rare. On a réussi à produire, en prenant comme base de la farine de soja (bon équilibre en acides aminés indispensables et voisin des produits animaux) un lait de soja de valeur alimentaire proche de celui de la vache. En Angleterre, le procédé du Dr Pirie permet de tirer de la luzerne une sorte de lait possédant 2/3 de protides et 1/3 de lipides. »

« En attendant, nous devons trouver une solution pour éviter les pesticides qui altèrent notre nourriture quotidienne : les légumes. La culture dite *biologique* est pratiquée actuellement en France sur 100 000 hectares. Mais les prix exhorbitants des produits biologiques font qu'ils sont réservés à une minorité. Le professeur Apfelbaum entrevoit la possibilité d'une diminution dans l'utilisation des pesticides non dégradables : « Actuellement, seuls les pays riches peuvent s'offrir ce luxe. Les nations pauvres devront encore faire face à d'immenses problèmes, d'efficacité et de rendement, avant de pouvoir suivre notre exemple. Le D.D.T. — ajoute-t-il — a sauvé un nombre incalculable de vies en détruisant des virus qui attaquaient les récoltes et transportaient les germes de maladies telles que la malaria et la maladie du sommeil. Il est évident qu'il représente un danger écologique. Pour l'instant, l'essentiel est d'obtenir des récoltes abondantes, propres à nourrir une population sans cesse croissante. » C'est d'ailleurs la raison pour laquelle l'O.M.S. et la F.A.O. défendent le D.D.T.

Mara Janson, propriétaire d'un restaurant végétarien ouvert depuis trois ans à Paris, rue de Verneuil, prétend « que nos contemporains mangent mal, il font tout pour se détruire, le végétarisme ce n'est pas seulement une alimentation, c'est aussi une médecine. En faisant attention, on pourrait se guérir tout seul ». Elle a entrepris de faire partager aux autres sa découverte. « Je refuse de manger des *cadavres*. J'aspirais depuis longtemps à une vie plus saine. Ce fut une révélation. Au début, ma clientèle se composait presque exclusivement d'amis, puis elle s'est diversifiée. Beaucoup de jeunes déjà convertis qui mâchent consciencieusement chaque bouchée, et des curieux qui se donnent bonne conscience le midi pour se jeter le soir sur le pot-au-feu familial. »

La bonne cuisine végétarienne nécessite plus de soins que la carnivore. Il faut sélectionner les légumes de saison, apprendre à les préparer ; les légumes cuits à l'eau sans assaisonnement ont toujours un indescriptible arrière-goût d'hôpital.

Il est difficile de préciser le nombre exact de « végétariens pratiquants » en France. L'Association végétarienne ▶



de France, fondée en 1880 par le Dr Hureau de Villeneuve, ne compte guère plus de 200 membres. M. Raymond Deixtreit, fondateur du mouvement « *Vivre en harmonie* », se plaint de ne pouvoir garder le contact avec certains de ses affiliés. « Certaines personnes deviennent végétariennes pour se guérir de leurs maladies. Une fois rétablies, elles ne donnent plus signe de vie et, bien souvent, *rechutent* et retournent au régime carné. » Son association, créée en 1952, compte malgré tout 4 500 familles. Aux Etats-Unis, en Grande-Bretagne, en Allemagne, en Belgique et en Scandinavie, le « mouvement » végétarien est beaucoup mieux structuré. En Grande-Bretagne, presque chaque village possède son groupe de végétariens. Il atteint une promotion tout à fait officielle dans trois corps d'armée, où deux menus sont servis quotidiennement, avec et sans viande. Aux Etats-Unis, le végétarisme est *politisé ;* il existe en effet un parti végétarien qui a présenté à plusieurs reprises, au cours des années cinquante et dernièrement en 1968, des candidats aux élections présidentielles. Depuis quelques années déjà, de grandes compagnies aériennes, la T.W.A., Quantas, Swissair, Air Canada, la B.O.A.C. et la British United Airways proposent également à leurs passagers le choix entre les deux menus. La France fait figure de parent pauvre, ce que déplore Davi Schneiter, militante de l'association végétarienne de France. Depuis vingt et un ans, pancarte au dos, elle participe à toutes les manifestations en faveur de ce régime.

« Je suis venue au végétarisme grâce à une famille indienne rencontrée dans mon enfance. Leur comportement était si sain et heureux, que je me mis en tête de suivre leur exemple, contre l'avis de ma famille. De plus, je respecte trop la vie pour la détruire. Nous n'avons pas le droit d'assassiner *nos frères inférieurs*. Je hais la violence et réalise avec joie que de plus en plus de jeunes deviennent végétariens. »

La diète végétarienne n'a pas toujours été l'objet des préventions que formulent aisément les adorateurs des débordants rayons de boucherie de nos supermarchés.

Au XIX^e^ siècle, l'économiste Charles Fourier considère le fruitisme comme le régime de l'avenir. Il déclare que les fruits, particulièrement sous forme de confiture, tiendront lieu de pain aux habitants de son phalanstère. Tolstoï, végétarien acharné, stigmatise le monde chrétien occidental qui a oublié l'enseignement primitif de la Bible. Au premier livre de la Génèse n'est-il pas écrit : « Dieu dit encore : je vous ai donné toutes les herbes qui portent leurs graines sur toute la surface de la terre et tous les arbres fruitiers qui renferment en eux-mêmes leur semence pour vous servir de nourriture. » Il fait ressortir la supériorité du régime végétal : « C'est le premier pas vers un monde meilleur, la viande ne sert qu'à développer les instincts bestiaux, la lubricité, la luxure et l'alcoolisme. »

D'après les Indiens, la nourriture carnée confère à l'Européen une odeur très désagréable pour les sens olfactifs affinés des Orientaux. En bref, nous sentons le charognard ! Voltaire lui-même, le sceptique, devient sur le tard un partisan de la frugalité et du végétarisme ; il affirme que la gourmandise, le jeu et la paresse ont banni du monde toute vertu. Est-ce au végétarisme de Wagner, dès sa naissance, que nous devons ses œuvres ?

Les grands meneurs d'hommes, les fondateurs des principales religions, les penseurs et les écrivains qui ont éclairé le monde de leur génie, dominé leur époque et dirigé leurs contemporains, étaient végétariens. Mais Hitler et Mussolini aussi étaient végétariens...

Marie-Noëlle GOLDSBOROUGH

ADRESSES VEGETARIENNES A PARIS

VEGETARIENS PROPREMENT DITS

Veggie, 38, rue de Verneuil. (Tél. : 548.60.01.)

Pomone, 19, rue Joubert. (Tél. : 874. 88.09.)

La ferme du golf, Au Jardin d'acclimatation.

MACROBIOTIQUES

Guen Mai, 2 bis, rue de l'Abbaye. (Tél. : 326.03.24.)

Kameo, 26, rue Lamartine. (Tél. : 526. 54.31.)

Le Zen, 40, rue du faubourg Montmartre. (Tél. : 770.06.88.)

Yamato, 38, rue Nollet.

Chakra, 54, rue Sainte-Croix-de-la-Bretonnerie.

VEGETARIENS ET MACROBIOTIQUES

La vie claire, 126, bd Raspail (548. 82.70) et 42, boulevard du Temple.

Dietetic shop, 11, rue Delambre et 17, rue de Savoie.

L'Inca, 4, rue Lacépède.

Le Bol en bois, 35, rue Pascal. (Tél. : 707.27.24.)

La diététique, Au square du Printemps. (6^e^ étage.)



CAVIAR D'AUBERGINES
1 aubergine
1 gros oignon
1 pointe de piment
1/2 cuillerée à café de sel marin
huile d'olive.
Griller la peau de l'aubergine à la flamme du gaz ou, mieux, d'un feu de bois. Lorsque le légume est mou intérieurement, éplucher et écraser la pulpe à la fourchette. Râper finement l'oignon. Mélanger le tout. Ajouter de l'huile pour que le mélange baigne dedans. Ce caviar se sert avec du pain de seigle.

CROQUETTES DE BLE, SAUCE PIQUANTE
Pour 4 à 5 personnes :
3 poignées de blé
6 échalotes
3 œufs
sel marin
1 poignée de cerfeuil
1 pincée de muscade râpée
3 c. à soupe d'huile d'olive
1 verre d'eau
farine complète
Moudre le blé grossièrement, le faire tremper dans l'eau. Hacher les échalotes, le cerfeuil, mélanger tous les ingrédients, saler. Partager en huit ou dix parts. Rouler chacune, puis aplatir à la main. Fariner. Cuire à la poêle légèrement huilée.
SAUCE :
1 litre de purée de tomates cuites
12 olives noires
1 oignon
3 cornichons crus
1 petit morceau de piment
thym effeuillé
2 jus de citron
Débiter l'oignon et les cornichons en rondelles fines, saler. Recouvrir avec le jus de citron. Faire bouillir doucement les tomates avec les olives et les aromates. Plonger dedans les croquettes dix minutes avant de servir. Au dernier moment, ajouter l'oignon et les cornichons avec le jus.

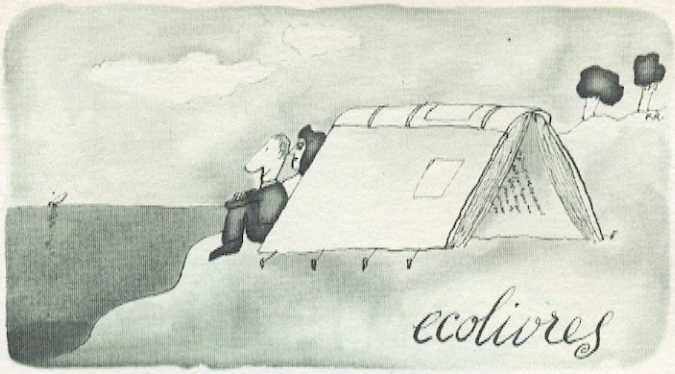
ROTI DE CAROTTES
4 tasses de carottes râpées
1/2 tasse de chapelure
2 oignons hachés très fins
sel
4 c. à soupe de levure diététique
2 poignées de persil haché
1 pincée de thym
2 œufs
3 c. à soupe d'huile
1/2 tasse de gruyère râpé
Mélanger tous les éléments ensemble, puis les modeler en forme de pain. Placer ce « pain » dans un plat en terre bien graissé. Mettre au four à feu moyen pendant une heure. De temps en temps arroser avec un peu d'huile afin d'éviter que le rôti ne sèche trop. Les proportions sont prévues pour cinq personnes. Servir avec une salade.

PATE VEGETAL
200 g de lentilles
100 g d'échalotes râpées
500 g de champignons
2 poignées de persil haché
1 pincée de muscade
1 cuillerée à café de thym séché réduit en poudre
1 tasse de bouillon préparé avec un cube de bouillon végétal
1 brin de romarin
4 à 6 feuilles de laurier
2 cuillerées de farine complète pour lier le tout
huile d'arachide.
Faire cuire les lentilles, puis faire revenir les échalotes et les champignons dans l'huile d'arachide. Mettre le tout progressivement dans un mixer, en ajoutant un peu d'huile d'olive et de bouillon. Ajouter la farine à la fin. Huiler la terrine, mettre les feuilles de laurier au fond. Verser la pâte et enfin poser le romarin sur le tout. Mettre à four doux pendant deux heures. Après cuisson, poser une assiette, avec un poids dessus, sur le pâté pendant qu'il refroidit.

PIE AUX LEGUMES
1 cuillerée à soupe de graisse végétale
1 oignon
200 g de céleri
200 g de carottes
150 g de chou-fleur
150 g de pois ou épinards
200 g de farine
100 g de beurre
sel
5 à 6 cuillerées à soupe d'eau.
Couper les légumes en petits dés, les faire revenir dans la graisse végétale puis les étuver jusqu'à cuisson complète. Faire une pâte brisée. Etendre la pâte dans un moule à pie (un peu profond) en prenant bien soin de remonter la pâte jusqu'au bord. Verser les légumes dans le moule, recouvrir le tout avec un couvercle de pâte et ourler les bords pour fermer hermétiquement. Pratiquer dans le couvercle des petites ouvertures pour laisser échapper la vapeur pendant la cuisson. Dorer au jaune d'œuf et cuire au four une demi-heure.

LES VEGETARIENS CELEBRES

Gandhi. Tolstoï. Leonard de Vinci. Shelley. Saint François d'Assise. Wagner. Paganini. Nietzsche. Darwin. Newton. Bernardin de Saint-Pierre. Michelet. Byron. Bossuet. Fenelon. Voltaire, Lamartine. Luther. Hippocrate. Edison. Pascal. Shopenhauer. Einstein. Schweitzer. Mussolini. Hitler. Romain Rolland. Indira Gandhi. Lanza del Vasto. Rika Zarai. Giani Esposito. Georges Harisson. Pythagore. Seneque. Platon. Socrate. Aristote. Plutarque. Epicure. Eschyle. Euripide. Pline l'Ancien. Virgile. Ovide.



LE PARADIGME PERDU : LA NATURE HUMAINE

par Edgar Morin

Le Seuil, 247 p., 27 F.

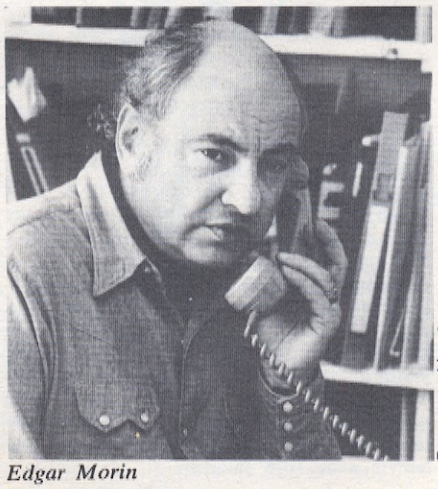
Edgar Morin est un homme résolu. Son *Paradigme perdu* (1) relate toute l'aventure de l'univers, depuis sa création, voilà sept milliards d'années jusqu'à 1973, année zéro des sciences de l'homme. C'est dire qu'il avance d'un bon pas et qu'il ne musarde pas en chemin.

Tant de richesse émerveillle. Edgar Morin est notre meilleure tête chercheuse. On dirait qu'un radar le pilote et l'écarte furieusement de tout ce qui ne porte pas le label de la modernité. Et comme Morin est un intrépide mangeur de livres, son ouvrage nous épargne de longues lectures — citons en vrac M. R. Chance, W. Buckley, von Neumann, C. Shannon, G. Bateson, Eibl-Eibesfeldt ou Moscovici. Du reste, bien honnête, Morin déclare toujours ses sources. Il ne s'approprie jamais le bien d'autrui.

Ces remarques ne disent pas que *le Paradigme perdu* forme une compilation, une sorte de Baedeker des savoirs de pointe. A ces savoirs, en effet, Morin inflige un double traitement : d'abord il les communique dans son inimitable langage (encore que son style s'épure avec les années). En second lieu, Morin, bricoleur inspiré, confectionne du neuf avec de l'occasion : on sait qu'il s'est fait verser depuis belle lurette dans le bataillon interdisciplinaire de la recherche. Il pratique ce que Caillois appelle les « sciences diagonales », c'est-à-dire qu'il chemine sur des lignes de faîte d'où le regard embrasse des paysages à l'ordinaire divisés — histoire, paléontologie, biologie, anthropologie, cybernétique, etc. Cette vision totalisatrice lui permet de lier les sciences de l'homme à celles de la nature et d'illuminer ensemble les unes et les autres. Pareil regard n'est pas sans conséquence : il nous enseigne que l'humanisme occidental s'étiole d'avoir séparé radicalement la nature et la culture. « Depuis Descartes, dit-il, nous pensons contre nature, assurés que notre mission est de la dominer, la maîtriser, la conquérir. » Telle est l'idée cardinale de l'ouvrage : les sciences de l'homme, si elles balbutient ou bien se taisent, c'est de s'être coupées de la nature. L'anthropologie fait de l'homme un insulaire, isolé de la création. Elle le définit par opposition à l'animal et nous sommes écrasés, aveuglés par le mythe de l'homme surnaturel. Aujourd'hui ce mythe commence à s'effriter. Le savoir humain, clos sur lui-même, subit des agressions violentes qui lui sont portées par les sciences de la vie.

L'offensive se développe sur trois fronts : la biologie moléculaire nous apprend que la cellule est une machine, autrement dit une totalité non réductible à ses éléments et gouvernée par des principes qui ne sont pas empruntés à la chimie (information, code, programme, communication, inhibition, contrôle). De son côté, l'écologie intègre, dans l'*éco-système*, *biocénose*, communauté des êtres vivants, et *biotope*, nid du vivant. L'éthologie enfin, en observant les animaux en liberté et non plus dans les laboratoires, a établi que tout groupe animal est une société rigide, avec ses rites, sa symbolique, sa hiérarchie, ses communications. Des portes dérobées s'ouvrent entre l'homme et la nature. Elles nous permettent de réintégrer notre territoire, au cœur du labyrinthe que dessine le vivant.

Ce n'est pas dire que l'homme est une puce. Morin n'ignore pas que les excès du biologisme égalent ceux de l'anthropomorphisme : « Il serait vain de concevoir la société la plus complexe des primates comme le modèle des sociétés humaines



Françoise Viard

Edgar Morin

les plus archaïques. » A la différence des animaux, l'homme est le maître du langage. Il connaît sa propre mort, donc le temps. Il a notion de la paternité. Simplement, toutes ces conquêtes accomplies par le génial cerveau humain, lieu même de la complexité, se bornent à prolonger des pistes esquissées par les sociétés animales. Même si la distance entre l'homme historique et le primate est immense, il n'y a pas rupture de l'un à l'autre, mais filiation, continuité. « Nous étions accoutumés, dit Moscovici, à l'idée que notre physiologie, notre anatomie « descendent » de celles des primates, nous devons nous faire à l'idée qu'il en est de même de notre corps social. » Et Morin précise : « Là où l'on voyait fossé, vide, et béance entre le primate et l'homme, apparaît la vallée fertile de l'hominisation. » A la place d'une brisure, nous soupçonnons une lente, une longue transformation conduisant du primate à l'hominien, de la paléo-culture à l'arkhe-culture et aux cultures historiques. Le verrou entre singe et homme saute. L'insularité humaine est une fiction. L'homme retrouve sa place dans la broderie fascinante du « vivant ».

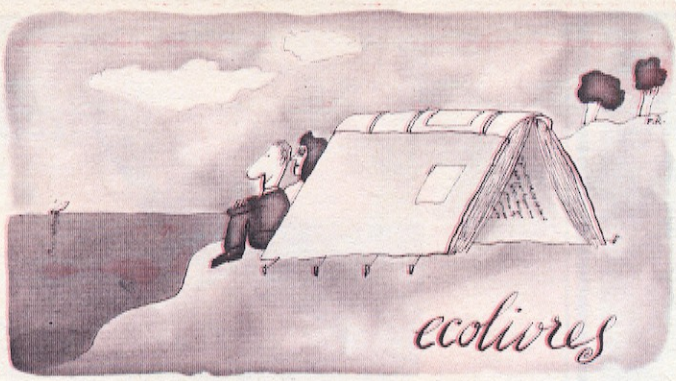
Un « vivant » que Morin énonce par opposition à l'artificiel. Un paradoxe mis au jour par von Neumann nous guide en ce terrain : chaque élément d'une machine artificielle est plus fiable que chaque élément de l'organisme vivant ,et pourtant la machine biologique dégénère moins vite que la machine artificielle. La raison est que le vivant se renouvelle, trouve parade à ses erreurs, à ses pannes, à ses morts partielles. Mieux : le vivant assure son progrès grâce à ses échecs ou à ses gaspillages. Il intègre à sa complexité la destruction, le malheur ou le désordre. Pour tout dire, cette évidence est assez vénérable puisque Kant nous en avait déjà touché un mot. Ce qui importe alors, c'est que Morin en tire des effets inédits.

La vie et la mort, l'ordre et le désordre, la dégradation et le renouveau cessent d'être perçus contradictoirement. A cet égard, *homo sapiens* est fort mal baptisé ou bien il a perdu la moitié de son nom : c'est parce qu'il est « *demens* » que l'homme est « *sapiens* ». Morin réhabilite dans le champ anthropologique la mort et la transe, le délire, l'erreur, la folie. L'homme est un animal doué de déraison. Il est tissu de ses rêves et construit de ses gaspillages et comment ne pas évoquer, ici, un écrivain qui fut, lui, un véritable précurseur, Georges Bataille, celui de *la Part maudite* ou de *la Notion de dépense ?* On renonce à dresser un inventaire exhaustif de ce livre bourré comme un œuf et qui réclame une lecture emportée. L'essentiel est qu'il descelle quelques pierres dans les murailles qui incarcèrent les sciences de l'homme. A la sociologie insulaire, fermée sur elle-même et ligotée dans les protocoles de la logique formelle, Morin oppose une sociologie ouverte, vivante et curieuse. Il invite l'esprit à suivre dix pistes en même temps et chacune propose une aventure passionnante même si quelques-unes traversent des clairières où de très anciens voyageurs, des philosophes et surtout des poètes, avaient déjà planté leur bivouac. C'est le mérite extrême de Morin que de nous y entraîner.

Gilles LAPOUGE

---

(1) *Le mot « paradigme » (du grec* paradeigma : *exemple) désigne en grammaire un mot-type présenté comme modèle pour une déclinaison ou une conjugaison et, en linguistique, toute classe d'éléments de langage, quel que soit le principe qui ordonne cette classe. Edgar Morin emploie le mot « paradigme » dans son sens large : modèle.*



LA REVOLUTION DE L'ENVIRONNEMENT

par Max Nicholson

Gallimard, 464 p., 57 F.

« L'Homme lui-même peut se demander s'il ne sera pas ajouté à la liste des espèces menacées de la planète, car il appartient, en dernière analyse, à l'antique biosphère, ou royaume de toutes les choses vivantes, plutôt qu'à la nouvelle « technosphère » impersonnelle des flux d'énergie s'exprimant par l'intermédiaire de structures, de procédés et de canaux économiques et sociaux fabriqués de main d'homme. »

Si nos dirigeants daignent prendre cet ouvrage pour guide, ainsi que le suggère son sous-titre **(Guide à l'usage des nouveaux maîtres du monde)**, nous pourrons commencer à envisager notre survie. Car il ne sera plus question de bombes atomiques : « Peut-être la plus grande démonstration de la folie et de l'irresponsabilité humaines » ; nous serons à l'abri des meurtrières trouvailles technologiques : « Il est d'intérêt international de restreindre le mauvais usage de la science et ses applications nocives, même si on y recourt en apparence pour une bonne cause » ; nous bénéficierons d'un changement politique radical : « Le prochain sujet à l'ordre du jour devrait donc être de remodeler l'enseignement, la formation et les institutions humaines de telle sorte que l'autorité de l'homme sur la technosphère soit rétablie » ; nous connaîtrons une économie sans gaspillage : « On utilise sans véritable rendement tant de millions d'hectares qui pourraient fournir de la nourriture en quantité ».

Alors ? Alors il n'y a plus à hésiter : les écologistes au pouvoir ! Nos gouvernants n'ont reçu aucune instruction sérieuse en géographie ou en écologie. Ils ont beaucoup à apprendre de l'Anglais Max Nicholson, l'un des plus grands ornithologues actuels. Nous aussi.

Savez-vous que les mers recouvrent 70,6 % de la planète, et que les zones nues ou largement inutilisables représentent presque un tiers de la surface des terres ? C'est donc sur moins d'un cinquième de la superficie terrestre que les 3 500 millions d'êtres humains se font une concurrence serrée et en font aux autres créatures vivantes.

Savez-vous qu'il existe 1 205 parcs nationaux situés dans quelque quatre-vingts pays et occupant une surface totale d'environ 97 millions d'hectares, soit 0,75 % de la surface des terres, en excluant l'Antarctique ?

Si le livre est destiné aux « nouveaux maîtres du monde » qui ne lisent, en général, que les rapports de leurs ministres, il n'en est pas moins utile à tous ceux qui se disent amoureux de la nature et qui contribuent, par leur ignorance, à son saccage. Bien des activités sportives, par exemple, sont néfastes à l'environnement naturel. On a vu des chamois effrayés se jeter dans le vide en entendant des imbéciles qui s'essayaient à yodler. Une boîte de conserve coincée dans un terrier peut provoquer la mort de ses habitants. Des dégâts importants résultent souvent du plus léger contact humain.

Autre attitude malheureuse : celle qui consiste à recueillir des spécimens. Ce n'est pas en inculquant aux jeunes le goût de la collection que l'on protège la nature ; c'est même le contraire qui se produit. Aimer la nature, c'est lui épargner la tyrannie de l'homme.

Il n'est pas souvent question de la France dans cet important ouvrage d'écologie. Il est vrai que nous ne brillons guère en matière de conservation du milieu naturel. N'est-ce pas, M. Poujade ? Mais Max Nicholson pense que la récente prise de conscience écologique tend vers une action positive. Peut-être arriverons-nous à sauver l'essentiel. Mais il faudra une action plus massive et plus déterminée du public pour obliger les gouvernants à redresser la situation. Une réaction se fera sentir dans les prochaines années ; mais de grandes catastrophes se seront abattues sur nous auparavant. « Il est une chose qui ne fait pas honneur à une société, dit Nicholson, et qui même la révèle malsaine : c'est qu'elle ne s'intéresse à une branche de la connaissance, pourtant essentielle à sa survie, que lorsqu'elle y est poussée par l'épouvante d'une catastrophe ou d'une menace immédiate. »

Ce pessimisme constructif nous entraîne loin des écologistes bêlants. Mais, en regard des berceuses officielles, il est salutaire qu'un Nicholson entreprenne de nous réveiller. Même en sursaut. — H. S.

LA VILLE SANS SOLEIL

par Michel Grimaud

Robert Laffont, 256 p., 10,90 F.

« On vantait couramment la fabuleuse richesse de tel pays, en oubliant que ses habitants, aux possessions si enviées, les payaient d'un prix fort élevé. Pour circuler dans leurs villes, le port du masque à gaz était indispensable. »

Beaucoup plus sensibilisés que les adultes aux problèmes de la pollution, les enfants en ont peur, mais faute de textes à leur niveau, ils ne savent plus très bien s'ils veulent devenir bergers dans les Cévennes ou avoir le plus vite possible une Harley-Davidson. Le livre de Michel Grimaud, préfacé par Alain Bombard, ne répondra pas à toutes leurs questions, mais leur donnera néanmoins quelques bons points de repère.

1980. Une ville industrielle, quelque part en France, est en train de devenir tout à fait invivable : on ne peut plus y respirer. Les jeunes gens de cette ville sont divisés en deux clans : les *antipols* (antipollution) conscients du danger et les *propols* qui croient encore aux bienfaits de l'expansion continue.

Les antipols ont commencé leur campagne d'information par des moyens pacifiques. Ils ont échoué et l'on se moque d'eux. Ils décident alors de recourir aux grands moyens, provoquent un scandale par un sabotage ingénieux et réussissent à se faire entendre de la population en truquant les micros un jour de cérémonie officielle. Il était temps : un brouillard plus nocif que les autres s'abat sur la ville et les habitants doivent fuir. A la suite de quoi, il n'y a plus de propols, mais seulement des citoyens conscients, prêts à prendre leurs responsabilités pour faire renaître la ville.

Mine de rien, et sous couvert d'un simple roman d'aventures, d'ailleurs admirablement « ficelé », Michel Grimaud a su faire passer quelques idées essentielles : la pollution n'est pas une fatalité puisqu'elle peut être vaincue ; l'écologie ne consiste pas forcément à planter ses poireaux sans engrais, vêtu d'une peau de mouton, mais plutôt à recréer des villes vivables ; la voiture individuelle est condamnée à brève échéance au profit des transports en commun ; enfin les propols sont le plus souvent des citoyens sous-informés. A nous donc de diffuser l'information. C.Q.F.D. P.R.

LIBERER LES VACANCES

par Alain Laurent

le Seuil, 238 p., 25 F.

« Alors que les vacances peuvent légitimement être considérées comme la seule vraie part de temps libéré dont nous puissions jouir dans notre existence (...), alors donc qu'elles se confondent avec l'idée de liberté elle-même, voici qu'une proportion croissante d'individus les abandonne à l'enfermement organisateur et aux entreprises des organismes spécialisés. »

Aux yeux d'Alain Laurent, les vacances constituent un « fait social total » ; elles ont une dimension économique, sociologique, culturelle mais aussi psychologique. Il faut voir en elles un phénomène enraciné dans la réalité « bio-anthropologique » ▶

Pour pénétrer au cœur de la nature et découvrir les aspects les plus secrets de la vie des animaux :

collection

la nature sur le vif

Animaux du monde

•

La chasse silencieuse

•

Animaux d'Afrique

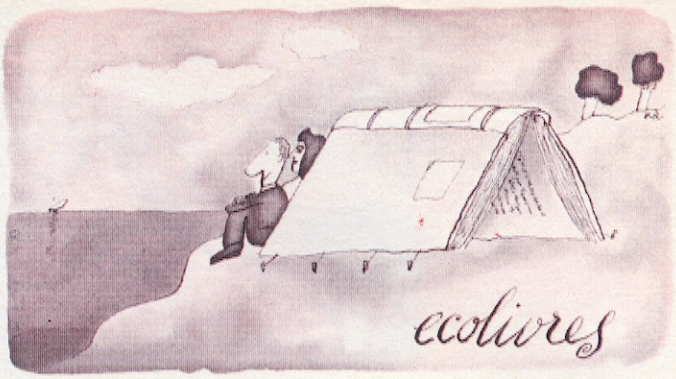
•

Chaque volume (21 x 28) renferme environ 240 magnifiques photos en noir et en couleurs. Relié toile, sous jaquette en couleurs

17,90 F

Un panorama photographique unique de la vie animale et de son environnement

GRÜND



profonde. Elles répondent à « un ensemble de besoins, de désirs et d'aspirations archaïques, voire universels », besoins de nature, de fête, de jeu et de communication. Pour celui qui les prend, les vacances sont le temps de la rupture avec le travail et aussi, souvent, avec une réalité quotidienne faite de contraintes et de frustrations, l'occasion unique de vivre un lambeau de « vraie vie ».

Mais il lui faut pour partir surmonter bon nombre de conditions défavorables : la concentration des vacanciers dans l'espace et dans le temps est source de contraintes et du renchérissement de la vie ; les travaux ménagers demeurent et l'accès aux loisirs rêvés est souvent malaisé. Dès lors, comment ne pas se laisser séduire par la propagande des « marchands de vacances », et en particulier celle du club Méditerranée, le champion du genre. Le « club » a répertorié les aspirations archaïques du vacancier et les satisfait en bloc et au forfait. Il offre la nature, la vie en communauté, la détente, la liberté, l'abondance, le divertissement... Mais tous les ingrédients du bonheur hédoniste réunis ne font pas le vrai bonheur, même s'il y a des G.M. heureux.

Cependant, ce n'est pas le plus grand reproche à faire au club : il satisfait juste assez les besoins réels pour jouer un rôle de soupape qui permette à la vie quotidienne d'être supportée et de continuer ; le défoulement succède à la contrainte ; le vacancier, hier objet dont on se sert, est maintenant servi, tout en demeurant objet. Il vit des vacances essentiellement « réactives » par rapport à sa vie quotidienne. Ce qui contribue à perpétuer le système. — B.P.

LA CONQUETE DE PARIS

par Marcel Cornu

Mercure de France, 343 p., 32 F.

« Les patrons de Paris vous demandent de comprendre que la priorité ne doit pas être accordée à la satisfaction de vos aises, de vos goûts, de vos aspirations de vie. Ce Paris-là dont vous rêvez serait une ville sans doute plus agréable, mais il ne remplirait pas pleinement la fonction économique, et idéologique aussi, qui lui est assignée. »

Tout commence avec le second Empire. C'est de lui que date la collusion entre l'initiative publique et l'initiative privée en matière d'urbanisme. But commun : livrer la Capitale aux possédants, hier grands bourgeois, aujourd'hui puissantes firmes internationales. La conquête de Paris relate l'histoire de cette accaparation. Sous Haussmann, le grand dessein public est de transformer Paris en « une ville mondiale à grand rayonnement » et d'en faire la place forte du capitalisme international. Les possédants colonisent l'ouest de Paris. Tant pis pour le menu peuple sommé de « déguerpir » pour faire place aux grands travaux (à l'époque, il fallait être pis qu'un anarchiste pour songer que les expropriés pouvaient avoir droit au relogement). L'initiative privée, quant à elle, investit les quartiers dédaignés, multipliant garnis et maisons de rapport pour y parquer le prolétariat que multiplie la révolution industrielle.

Un siècle passe. Paris, sous l'égide des intérêts privés, se fait mégalopole. C'est en 1965 que la capitale redevient l'objet de la sollicitude autoritaire des Pouvoirs publics avec le fameux schéma directeur. Le grand dessein de la Cinquième est moins « d'imposer la ville au monde que de la proposer aux grandes forces économiques du monde ». Dès lors, on va conformer Paris au type d'agglomération le plus favorable à l'essor des grands groupes multinationaux. Ainsi, on écarte l'industrie (« Paris s'affine économiquement ») et la « tertiairisation » conduit à l'avènement du bureau-roi. L'autorité conçoit les prestigieux centres d'affaires de La Défense et de Maine-Montparnasse pour attirer les firmes de grand renom. Les promoteurs, soutenus par les banques, parachèvent cette grande œuvre. Le bureau de standing pullule, mais surtout à l'ouest de la ville. Les firmes moyennes paradent à côté des grandes.

Un important marché du travail s'impose. Mais, malgré les déclarations officielles, le travailleur est le parent très pauvre du schéma. Paris, livré à une spéculation effrénée, « maçonné haut et serré », se bourre de gens qui ont les moyens (Pompidou a confié la « Rénovation » aux banques). La ville « s'affine » aussi socialement. Les moins riches se logent de plus en plus profond dans la banlieue. Les plus modestes vont peupler les grands ensembles, les cadres habitent Parly 2 et les « Chalandonnettes ». Equipements collectifs et transports en commun se font attendre longtemps. Trop peu d'emplois sont créés dans ces confins pour contrebalancer le développement de l'ouest : ce n'est pas demain que s'amélioreront les conditions d'existence (et notamment de transport) des travailleurs.

Il est temps que les habitants prennent en main leur destin de « mégalopolisés ». Le drame de la circulation, la démolition des Halles ont réveillé l'opinion. Parallèlement, à Ivry, à Vitry, à Montreuil, on peut mesurer les effets heureux d'un urbanisme démocratique qui récuse la spéculation. Puisse donc la ville changer de maîtres et sa population organiser sa reconquête. — B. P.

L'ANGOISSE DE L'AN 2000

par Roger Heim.

Fondation Singer-Polignac (43, rue Georges-Mandel, 75016 Paris ou librairie Thomas, 36, rue Geoffroy-Saint-Hilaire, 75005 Paris). 398 p., 28 F.

« Les optimistes affirment parfois que l'humanité en a vu d'autres. Cependant, je ne suis pas sûr qu'elle ait jamais connu autant de dangers réunis au sein d'une conjonction exceptionnelle d'événements nouveaux et selon une telle mesure. Ce phénomène planétaire de résonance ne s'était jamais produit. »

Naturaliste passionné, l'un des premiers à s'être lancé dans la bataille de l'environnement, Roger Heim mène à travers le monde entier et depuis plus de quarante ans, un combat inlassable pour le respect de la nature et de la vie. Ce *Recueil de textes anciens et récents, que le présent confirme,* (conférences, préfaces, articles que Roger Heim a consacrés à la protection de la nature depuis 1929) témoigne à la fois de cet amour et de la dégradation de la situation.

Par exemple, l'exploitation incontrôlée de la forêt, capital naturel, le conduit à retracer les étapes historiques du processus de désertification du monde dû aux procédés culturaux tels que les défrichements inconsidérés et le « sadisme du feu », à dénoncer ce « mécanisme vivant de la mort », à nous faire voir « les milliers de points rouges qui sont les fanaux de l'appauvrissement du monde ».

Pour Roger Heim, cependant, l'homme n'est pas, par définition, un parasite de la nature ; il peut avoir une action bénéfique et créatrice sur la physionomie planétaire, mais il a choisi le pillage.

Un *flash* saisissant sur la vie luxuriante des monts Nimba avant leur destruction ouvre le dossier de l'accusation. Puis l'auteur évoque la contamination radioactive des océans et le mythe des prétendues ressources illimitées de la planète en précisant que, du point de vue de la population, « la saturation sera atteinte avant la clôture du XX^e^ siècle ».

Aussi la description des Galapagos, des Kerguelen, des îles australes a-t-elle quelque chose de tragique. Ces « îles sanctuaires » seraient-elles les derniers témoignages d'une humanité qui, depuis, a déclaré la guerre aux oiseaux, aux forêts, à la flore, à elle-même finalement ? Et Roger Heim s'appuie sur des faits indiscutables : scandale du parc de la Vanoise, édifiante histoire de Porquerolles et de Port-Cros, massacre de la vallée de l'Eure, littoral en péril, etc.

La biosphère est en danger de mort. Faut-il capituler ? Non, bien sûr. Mais, conclut un Roger Heim bien désabusé, « il serait peut-être temps, si on le voulait, et surtout si on le pouvait... Le problème est là : voudra-t-on qu'on le puisse ? »

Le problème est là, en effet, et c'est à nous de le résoudre : puisque volonté et pouvoir de sauver la planète sont liés, nous voulons le pouvoir.

M.L.

MAITRISER LE FUTUR

Présenté par le Dr Boris Pregel

Albin Michel, 226 p., 24 F.

« En fait, ce dont nous discutons est un programme d'urgence pour la communauté mondiale ! »

Réunis à New York du 27 avril au 2 mai 1970, dix-huit savants et prix Nobel parvinrent à cette constatation : seule une mobilisation générale de toute l'intelligence du monde peut nous empêcher de nous entretuer dans les prochaines années. *Maîtriser le futur* réunit leurs interventions, sur une gamme variant du thème de l'Apprenti Sorcier au Chant des Sirènes que voulut entendre le prudent mais provisoirement impuissant Ulysse.

« Il n'existe qu'une seule crise dans le monde », déclarait le bio-physicien américain John R. Platt. « C'est une crise de transformation. Le drame est qu'elle tombe maintenant sur nous, en une tempête de problèmes subits venant de toutes les directions. » La plupart des problèmes actuels semblant venir d'approches au coup par coup, pour satisfaire des besoins immédiats. Un exemple : dans les nations dites « avancées », la société est menacée par la dislocation et la désuétude. Et à long terme s'amorce peut-être le déclin de cette condition matérielle si cher payée : le risque de pénurie de combustibles fossiles, explique Francis Perrin, ancien haut commissaire à l'Energie atomique, provoquera l'augmentation du prix de l'énergie et limitera l'amélioration du niveau moyen de vie. La solution : un développement de l'utilisation de l'énergie nucléaire, qui éviterait de plus un accroissement rapide de la pollution atmosphérique. Et la pollution par déchets radio-actifs ?

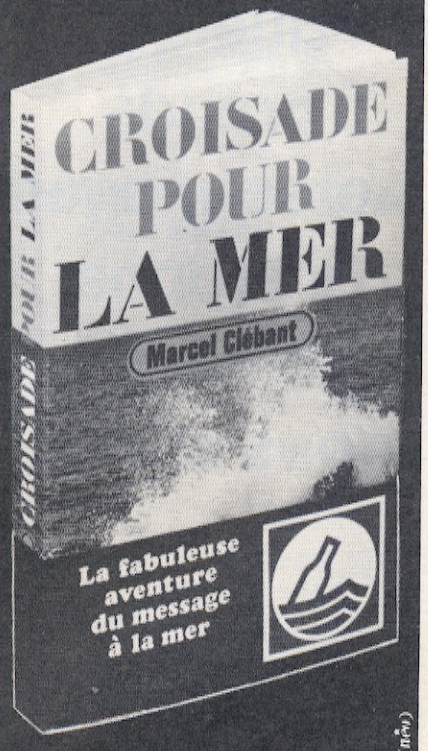
Une vision hardie et optimiste de l'avenir consisterait à voir dans ce monde en chantier les douleurs d'un accouchement difficile. Le contrecoup du « choc du futur ». Et attendre l'issue de la délivrance en parant au plus pressé : découvrir de nouvelles méthodes de production de protéine végétale, qui remplacerait les protéines animales dans les pays sous-développés. Dessaler l'eau de mer et modifier les systèmes climatiques du ▶

S.O.S. pour la mer

Marcel Clebant

Croisade pour la mer

l'épisode le plus important de la "bataille pour l'environnement"



Stock

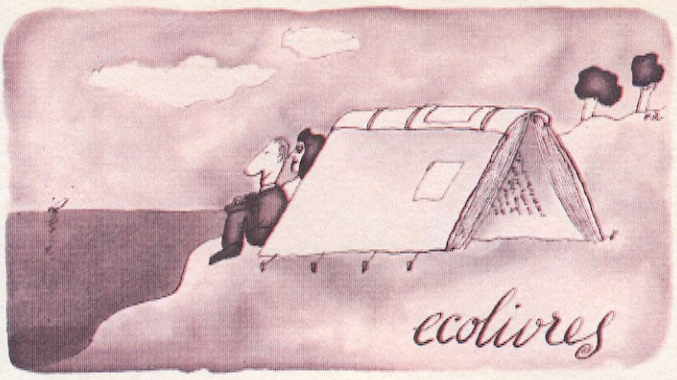
Jean-Claude Carrière

Le pari

Adresses à quelques grands personnages à propos de ce qui nous attend

Atelier Critique

un livre Robert Laffont



monde, afin de déplacer une partie de l'eau de pluie qui tombe sur les océans vers les terres assoiffées. Etudier les possibilités de l'eugénisme : il serait possible d'éviter les enfants anormaux en modifiant la structure génétique des chromosomes. Mais prudence : la lecture des qualifications requises pour faire partie des « donneurs » étalons, dont le sperme serait emmagasiné dans des banques : « de hautes facultés intellectuelles et une personnalité socialement désirable », évoque de fâcheux souvenirs. Plus rassurante paraît l'intervention de Carl-Göran Heden, de Stockholm, qui se demande « ce que l'inoculation à la naissance d'un cocktail de souches bénéfiques pourrait signifier pour la santé et le vieillissement ».

Maîtriser le futur propose un programme d'urgence pour les dix années à venir, qui reviendrait à « entourer le globe d'un réseau d'universités à caractère mondial », chargées d'étudier les problèmes et d'évaluer les possibilités de solution, en jetant des « ponts institutionnels entre le savoir et l'action ».

Ce qui rejoint les théories de Jonas Salk (Etats-Unis) exposant le besoin d'un « changement historique dans la manière dont l'homme se voit lui-même, à un moment où sa survie est menacée par des produits qu'il a lui-même créés, et alors que le besoin d'autodiscipline s'impose plus que jamais afin d'éviter un désastre ». Le dilemme est clair : prendre la voie vers la survie à long terme ou accepter, par crainte ou faiblesse, le monde tel qu'il est. En attendant le déluge. — C. G.

QUESTIONS SUR LA VIE A MESSIEURS LES BIOLOGISTES

par Vercors

Stock, 226 p., 28 F.

« ... La vision du cratère d'un volcan au sud de l'Ethiopie, un lac de lave en fusion aux dimensions considérables, une sorte de mer intérieure faite de pâte incandescente (...). Et c'est donc de cela, de cet immense brûlot, de ce magma de forge cyclopéenne que sont sorties, une fois celui-ci refroidi, la vie et la pensée ! »

La vie et la pensée. Après des millions d'années, le mystère demeure entier. Comment définir au juste la vie et la pensée ? Comment expliquer leurs origines ? Nul chercheur, nulle école ne détient la bonne réponse. Seulement des hypothèses. Certes, bon nombre de mécanismes de la nature sont connus, suffisamment en tout cas pour avoir été érigés en lois : la gravitation, l'électricité, le magnétisme. Mais comment a pu se constituer l'espèce humaine, une espèce dotée de conscience, de raison et d'un réseau de sensations — voilà qui dépasse encore l'entendement, cet entendement justement dont on parvient mal à localiser et le siège et les circonstances qui ont présidé à sa mise en place.

Vercors, à la suite de tant d'autres, s'y casse les dents. Armé d'un bon sens à toute épreuve, il commence par mettre en question la nature même de la matière. La vie y préexiste-t-elle ? Envisager que la matière vivante dont nous sommes faits se trouvait déjà contenue, à l'état latent, dans la nébuleuse primitive, et qu'elle en a surgi et s'est organisée à la faveur de « contacts, accrochages, combinaisons et réplications d'atomes et de molécules qui ont pu se produire sous la double dynamique des hasards et des nécessités » — c'est encore plausible. Mais imaginer que le magma volcanique portait aussi les éléments de notre conscience et de nos sensations...

Le terrain de cette interrogation, on le pressent, est suffisamment piégé pour que chaque argument soulève une masse d'objections. Naviguant entre physique, biochimie et génétique, Vercors les affronte dans un dialogue (imaginaire ?) avec le biologiste rationaliste Ernest Kahane. Les thèmes du passage de l'instinct à l'intelligence, de la transmission des connaissances, de la différence entre l'*homo faber* et l'*homo sapiens* le ramènent toujours à son axe principal : le surgissement de la vie et de la conscience. Malheureusement, pour faire « plus vrai que nature » et éviter les raideurs d'une discussion talmudique, les deux interlocuteurs croient bon d'émailler leurs propos de familiarités (du genre « les carottes sont cuites », « vas-y Toto ») qui feront grincer les dents de plus d'un lecteur. Il y a par contre, heureusement, des exemples concrets. Comme celui des Indiens *tupi*, en Amérique australe. De n'avoir pas eu à affronter les difficultés causées par les variations de milieu (glaciations, recul des forêts, démographie, etc.) leur a permis de conserver l'état tranquille et innocent de l'âge de pierre. Les Indiens tupi, qui vivent toujours en parfaite symbiose avec la forêt vierge, n'ont subi aucune transformation mentale au cours des siècles. Ils ignorent la « raison raisonnante ». La raison, dès lors, proviendrait-elle uniquement de nécessités d'adaptation ?

Le saura-t-on jamais ? Si, comme l'avance Vercors dans une séduisante envolée cosmique finale dont il ne conteste cependant pas la gratuité, ce qui se passe sur la surface terrestre n'était qu'une miniaturisation de ce qui se passe à l'échelle des galaxies, une simple ébauche de la

structure globale de l'univers, mais « sans aboutissement possible à ces dimensions-là » —, la clef serait dans la compréhension de cette situation d'ensemble. Auquel cas elle risque encore de nous échapper longtemps. — F. B.

LE PROGRES : POUR QUI ?

par Roger Bordier

Casterman, 137 p., 9 F.

« Il y a le désarroi de ceux qui voient naître un monde, qui le voient croître et en supportent, plus que d'autres, la part aliénante. Cela dit, nous aurions tort d'exagérer, il y a des consolations : contrairement à ce qu'on a cru très longtemps, les suicides restent plus nombreux que les morts par accidents de la route. »

Le Progrès : pour qui ? demande Roger Bordier. Constatant les effets nuisibles du progrès (la pollution, la solitude urbaine, les rythmes de travail, les massacres sur les routes, les matraquages publicitaires), Bordier ne demande pas : « Pourquoi le progrès » ou « faut-il arrêter le progrès », mais bien « qui en profite et qui en pâtit ? », « comment le progrès est-il vécu ? », « en quoi et comment modifie-t-il sociétés et mentalités ? » ou encore « comment le progrès peut-il maîtriser le progrès ? ».

Nier le progrès, le rejeter, la tentation est parfois vive. Bordier l'accorde. Pour lui, cependant, « *le progrès n'est pas en cause, et puis comment le serait-il, puisqu'il est inscrit en nous et dans notre système depuis le moment où le très lointain ancêtre forgea le premier outil ?* » Il n'en reste pas moins que le progrès, en raison de sa considérable accélération et des modifications qu'il apporte dans notre vie quotidienne, nous pose des questions. Et le progrès n'est pas à considérer seulement sous l'angle technologique, mais il faut l'inscrire dans l'évolution générale de la civilisation.

Si Bordier pose les questions en sociologue, il les aborde le plus souvent avec les armes qui sont les siennes, celles du romancier, du critique d'art. S'il s'interroge sur le progrès, ce mot recouvre ensemble le technique et le social. Ses analyses — et on reconnaît là le romancier des *Blés*, du *Tour de ville* et des *Eventails* — partent du quotidien, englobent dans une même trame le monde sensible et le monde culturel ; il s'agit de savoir comment, dans la pratique quotidienne, le progrès technique modifie, enrichit, affadit notre perception de l'environnement, nos rapports aux objets, à la nature, aux êtres, comment aussi notre savoir, l'exercice de notre réflexion, la prise de conscience de notre individualité et de notre rôle dans la société, la communauté, sont transformés, aiguisés ou anesthésiés par la circulation, de plus en plus rapide grâce aux mass-media, des idées, des modes, bref des informations.

Or, ce qui apparaît, c'est que le progrès qui nourrissait jadis les belles certitudes des scientistes introduit le mouvement, l'inquiétude, le doute, la remise en question dans tout ce qui autrefois paraissait stable : la ville, le travail, la famille, la morale, l'art, la culture. « *Notre époque*, dit Bordier, *connaît en chaque domaine ce qu'il faut bien appeler un état de rupture.* »

Précisément, dans son essai d'une densité remarquable, mais où l'essayiste se fait conteur et donne aux problèmes la saveur et la vérité des « choses vues », ce sont ces états de rupture qu'il s'attache à mettre en évidence. C'est là qu'il faut faire porter notre réflexion et notre effort, car c'est là que sont vécues, douloureusement ou innocemment, toutes nos contradictions. L'écart, le faux pas sont toujours menaçants. Comme le mythe de la technologie recèle l'enfer de la robotisation, comme les excès de la productivité engendrent limitation de la liberté et destruction de l'environnement, la nostalgie poétique du passé peut se muer en passéisme pur et simple, en fossilisation. Entre la boutique de l'électroménager et celle du brocanteur, où s'opère, dit joliment Bordier, une véritable « clochardisation » de l'objet, l'homme moderne (qui cède aux tentations de l'une et de l'autre) doit trouver sa place, inventer son espace. Mais le problème est politique, et si le progrès peut être profitable, il ne faut plus qu'il soit l'esclave du profit. Telle est la leçon de ce livre qui est celui de nos questions et de nos contradictions et qui nous met en garde contre toutes les formes de pollution mentale.

C. B.

LES NANTIS

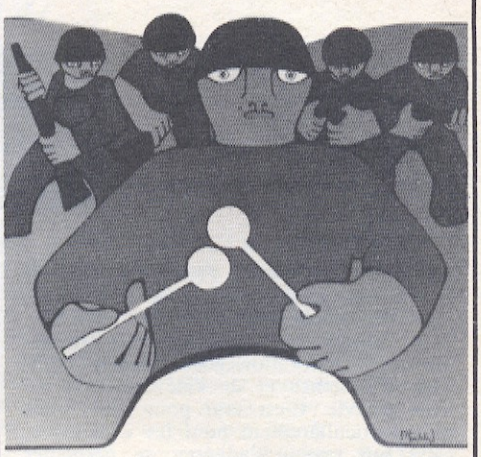
par Valentin Temkine

Anthropos, 240 p., 25 F.

« Tout Etat n'est que la forme que prend la domination de la classe au pouvoir. (...) Cette force contraignante, pour durer, doit être acceptée ; le mieux est qu'elle soit voulue : telle est la fonction du système démocratique. »

Valentin Temkine ne se paie pas de mots, surtout de grands mots tels que « liberté », « égalité », « démocratie », ou même « droite » et « gauche ». Ils

MANUEL SCORZA



Roulements de tambours pour Rancas

roman

La lutte des comuneros au Pérou

Je puis témoigner de la vérité de ce qui nous est conté dans ce livre... L'un des plus grands parus depuis longtemps.

MAX-POL FOUCHET

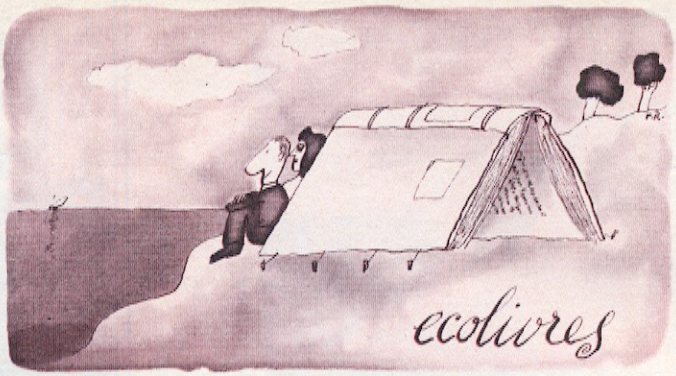
Un roman-réquisitoire, d'une efficacité miraculeuse.

CLAUDE FELL
Le Monde

Un romancier qui pèse sur la décision d'un général, on ne voit pas ça tous les jours. Même au Pérou.

DOMINIQUE FERNANDEZ
L'Express

GRASSET



ont perdu tout sens à l'issue de cet *Essai sur les contradictions de la société actuelle*, véritable jeu de massacre.

Nous bénéficions depuis le début du siècle de l'amélioration générale des conditions d'existence et de l'élévation du niveau de vie. C'est vrai pour tous, mais plus particulièrement pour les « nantis », ceux qui savent s'adapter, se perpétuer et se renforcer, servis en cela par une législation qu'ils se mitonnent depuis Napoléon. On voit mal les hommes d'Etat tenter de s'opposer à une telle distribution des richesses : entre eux et les possédants, « il y a identité de vue et de fonction ». Témoins ces fonctionnaires qui pantouflent, ces cadres très supérieurs qui mettent leur expérience au service de l'Etat, ces représentants du peuple, ces médecins, ces P.-D.G., ces avocats, ces promoteurs qui tiennent le dessus du panier. Faut-il s'étonner de les voir confondre leurs intérêts et l'intérêt public ? Non, répond Temkine, puisque la démocratie, « c'est le pouvoir des riches par le peuple ».

Le peuple en question est pourtant souverain depuis 1789. L'astuce suprême de l' « establishment » consiste alors à utiliser cette souveraineté pour ratifier son pouvoir plutôt qu'à l'imposer par la force. Voyez le suffrage universel, par exemple : le peuple croit vraiment influer sur le devenir de la nation. Et pourtant, qui fixe judicieusement la date des élections ? Qui détermine le mode de scrutin ? Qui découpe les circonscriptions ?

Il arrive cependant que la gauche l'emporte. C'est même une aubaine pour le système. Elle désamorce les révoltes les plus dangereuses et, en cas de crise, c'est à elle d'assumer les mesures impopulaires. Si elle fait mine de vouloir trop servir les intérêts du peuple, il est toujours possible de faire évader les capitaux. Mais soyons rassurés : elle pratique le plus souvent une politique de droite.

Faut-il en déduire que le « grand soir » est remis aux calendes ? L'anarchiste Valentin Temkine ne répond pas. Son propos était de nous donner de notre société une analyse clairvoyante sans laquelle il n'est pas de révolution possible...

B.P.

L'IMPOSSIBLE REGIONALISATION CAPITALISTE

par Yves Durrieu

Anthropos, 268 p., 25 F.

« Le libéralisme économique est le système de la libre entreprise, c'est-à-dire un système fonctionnant en vue du profit maximum des patrons. Toute organisation doit envisager le bénéfice de son action, mais la caractéristique du régime capitaliste est de privilégier celui des entreprises privées, même si ce doit être au détriment de la collectivité... »

A partir de l'exemple des opérations de Fos et du Languedoc, fleurons de la politique de M. Guichard, Yves Durrieu, secrétaire de la commission « Collectivités locales - Régions » du parti socialiste, procède à une analyse serrée et implacable des options actuelles en matière d'aménagement du territoire. La démarche est originale : l'auteur s'appuie sur des interviews des principaux « responsables » locaux ; pour élargir la réflexion, il a également recueilli les points de vue de François Mitterrand, Michel Rocard, Gaston Plissonnier (ce dernier du P.C.F.) et — par l'intermédiaire de ses écrits — de J.J.S.S. à propos des problèmes généraux d'aménagement et de régionalisation. Le constat est net : grâce à des « missions » et autres organismes, l'Etat centralise tout et décide de la conception et de la réalisation des opérations. La participation des responsables locaux — sans parler de celle de la population — est très restreinte. Pour Fos, aussi bien que pour l'aménagement touristique du Languedoc-Roussillon, les finalités sont d'abord nationales et les préoccupations régionales ne viennent que loin derrière. Par ailleurs, la plupart des opérations font totalement abstraction du milieu physique et humain existant.

La planification centralisée n'a même pas l'avantage de l'efficacité et de la cohérence. Partout sont évidents le manque de coordination, l'absence de concordance entre les projets et les réalisations : « L'Etat ne s'est jamais montré capable de maîtriser les divers agents économiques qui ont tiré d'un côté et de l'autre et contribué à écarteler les projets eux-mêmes. » Le profit de l'aménagement revient aux patrons, car, dans le cadre libéral actuel, toute action envisagée par l'Etat doit se traduire par une étroite collaboration entre celui-ci et les « investisseurs privés ». En conséquence, l'aspect étroitement économique l'emporte automatiquement sur l'aspect social. Les habitants, eux, « tendent à considérer toutes ces réalisations comme des corps étrangers... Ils ont l'impression qu'on utilise leur sol pour des expériences, pour des finalités qui les dépassent ».

Malheureusement, Durrieu laisse dans l'ombre certaines dimensions du problème : à aucun moment, le bien-fondé de l'opération de Fos n'est vraiment discuté. Dans un complexe industriel de cette taille, l'autogestion peut-elle être autre chose qu'un vœu pieux — ou un miroir aux alouettes ? Suffira-t-il, comme semble le croire l'auteur, d'une application rigoureuse des réglementations existantes par un gouvernement de gauche pour résoudre tous les problèmes de pollution ? D'autres modes de production non destructeurs des hommes et de la nature ne sont-ils pas dès aujourd'hui possibles ? A quoi sert Fos ? Et à qui ? L'homme doit-il s'adapter à la technique ? Ou la technique à l'homme ? Le fond du problème est là. Il est dommage que l'auteur ne l'ait pas abordé.

L. S.

La rubrique **Ecolivres** a été réalisée par Françoise BIRO, Claude BONNEFOY, Colette GUTMAN, Madeleine LEBRUN, Brigitte PACQUEMENT, Pierrette ROSSET, Laurent SAMUEL, Hubert SCHNECKENBURGER.

Les Beautés de la nature
Collection dirigée par
JEAN DORST

JEAN DORST
Avant que nature meure 64 F

PIERRE LIEUTAGHI
L'Environnement végétal 64 F

R. MOLINIER et P. VIGNES
Ecologie et biocénotique 96 F

O. PACCAUD
A la découverte de la nature 45 F

FISHER J., SIMON N. et VINCENT J.
La vie sauvage en sursis 75 F

delachaux niestlé 32, rue de Grenelle Paris VII

Suite de la page 6



UNE LETTRE D'INSULTES

Pour quatre francs seulement, voici le plus beau, le plus rutilant des mensuels « écologiques » (ça se porte bien, merci) pour vous, messieurs les jeunes cadres ou assimilés qui lisez déjà *le Nouvel Observateur*. Car *Le Sauvage* n'est qu'un complément. Il faut bien procéder par « dialectique » (ça se porte encore pas mal, merci) donc dans le pseudo-*Sauvage*, vous trouverez l'antithèse des publicités du pseudo-*Observateur*.

... Tout ça, ça devrait faire rigoler ; malheureusement, ça fait dégueuler (vous en faites pas, c'est biodégradable), car il y a les pauvres cons, comme nous, qui essaient de trouver une propriété pour y vivre d'élevage et se heurtent à l'invasion des « résidents secondaires » qui achètent à des prix fous des propriétés qu'ils laissent tomber en friche — se réservant uniquement la maison pour passer les vacances ! Et, justement, bon nombre de ces résidents sont ces lecteurs « sauvages » comme des fous qui placent leur fric dans les terres et alors peuvent se permettre de devenir actionnaires écologiques pour 400 balles.

JEAN BEDEL,
Limoux

Votre portrait-robot du lecteur du Sauvage *est si convaincant que nous vous serions reconnaissants de bien vouloir nous communiquer l'étude de marché qui vous a permis d'arriver à ces conclusions. Enfin, le jour où les rédacteurs du* Sauvage *posséderont ces résidences secondaires qui vous mettent (à juste titre) tant en colère, ils ne manqueront pas de vous y inviter.*

ORIENTATION

J'ai fait en philosophie une dissertation en rapport avec le retour à la nature, pour lutter contre la société technologique. Je me suis inspirée du *Sauvage* !

L'an prochain, si j'ai mon bac (je l'espère), j'aimerais trouver une école orientée vers les problèmes écologiques : pollution, protection du milieu naturel. J'avais pensé faire de l'océanographie dans le but d'étudier et de combattre la pollution. Hélas ! je manque de documentation.

FRANÇOISE MOREL,
Nancy

Vous trouverez peut-être une école correspondant à vos désirs en lisant le livre d'Anne Galey et Mady Caen : les Métiers de Nature, *chez Stock.*

ENCORE LES VACCINS

A une époque où les femmes réclament, en particulier, le droit de disposer librement de leur corps et où une certaine libéralisation se manifeste sous la pression de l'opinion, va-t-on continuer à réduire celle de citoyens soucieux de protéger l'intégralité de leur personne contre des procédés qu'ils n'approuvent pas, et dont parfois ils ont constaté la nocivité ?...

ALAIN DODÉ,
Cahors

TOUJOURS LES VACCINS

Les industriels ou les épiciers de la pharmacie peuvent remercier l'ensemble des moyens d'information : le silence est parfaitement respecté et le dernier herboriste de France doit être en train de crever de faim à côté de son dernier bol de tisane. Paix à son âme et empoisonnons à grands coups de seringue. Connaissez-vous le dernier décret en préparation au ministère de la Santé ? Il prévoit tout simplement des peines de prison pour ceux qui ne se soumettront pas aux vaccinations obligatoires. La France ne brigue plus le titre de « patrie de la liberté », elle vise celui de « pays de la rentabilité » et mérite la palme mondiale de l'empoisonnement : sans parler des expériences atomiques, nous sommes le pays européen le plus tolérant pour les teneurs en pesticides dans les aliments, le pays où l'hexachlorophène, déjà interdit ailleurs, continue d'être commercialisé, et le seul pays à avoir rendu obligatoires cinq vaccinations, au moment où d'autres, comme l'Allemagne, viennent de déconseiller le vaccin antivariolique, estimant qu'il faisait courir plus de risques d'accidents qu'il n'y avait de risques de variole.

ANONYME

Le problème des vaccinations revêt une telle importance que nous ne pensions pas nous en « débarrasser » par un simple écho. Aussi envisageons-nous de publier très prochainement une enquête approfondie.

ET ENCORE LES VACCINS

L'Australie et les Pays-Bas ont une clause de conscience concernant les vaccinations. Je trouve cela bien. Les U.S.A., le Canada et la Grande-Bretagne ont la liberté totale ; la Belgique a deux obligations, l'Italie trois, l'Allemagne une, etc. La France est *le seul* pays d'Europe à avoir cinq vaccinations obligatoires. Peut-on me l'expliquer ? Que l'on soit pour ou contre les vaccins est une chose, mais lorsque plusieurs savants tels que Béchamp, Grigoraki, Chavanon, Basset, Tissot, etc. ont démontré que la vaccination systématique était dangereuse, je n'admets pas que l'Etat impose cette dernière, en particulier le vaccin antivariolique. N'est-ce pas à chacun de décider s'il doit ou non se faire vacciner ? Eh bien, non, c'est bon pour les autres pays, car en France, pays de la liberté, notre belle République passe un décret renforçant les amendes (jusque là de 20 francs) : elles peuvent atteindre aujourd'hui de 600 à 1 000 francs avec dix jours à un mois de prison et doublement des peines en cas de récidive. Et personne ne bouge, sinon la Ligue nationale pour la liberté des vaccinations (4, rue Saulnier, 75009 Paris) animée par M. et Mme Delarue. Mais la presse leur est fermée ; ils ont entamé un dialogue de sourds avec le ministre de la Santé.

ELISABETH SHORT,
Villers-Saint-Paul

SUGGESTION

Je suis enseignant et, pour moi, *Le Sauvage* peut être un instrument de travail. C'est pourquoi je me permets de vous suggérer de publier, avec le dernier numéro de chaque année, des tables annuelles par thème.

JACQUES BARTHOU,
Blassac

DETAILS PRATIQUES

J'ai été très intéressée dans le courrier des lecteurs du dernier numéro du *Sauvage* par la lettre de Mme Germaine Aschkinasi. J'aimerais savoir, en particulier, comment elle s'y prend pour sa lessive. Se sert-elle d'une machine à laver ? Quel genre ? Est-ce qu'elle fait elle-même ses copeaux de savon ou achète-t-elle une marque comme *Lux* par exemple ?

J'avoue que j'aurais du mal à renoncer à la machine à laver ! Existe-t-il un détergent biodégradable dans le commerce ?

DOCTEUR A. PETITHORY,
Crèvecœur-le-Grand.

Sous toutes réserves, on nous a signalé une lessive biodégradable fabriquée par Mme Reiter, Etablissements Chatillon, 6, rue Gabriel-Dupuy, 33 Mérignac.

MIRAGE

Je ne m'abonne pas au *Sauvage* pour la raison suivante : certes, j'apprécie vos articles, mais mon ardeur est tempérée par votre publicité — qui va à leur encontre, par l'entraînement luxueux à la surconsommation de produits inutiles, fruits du capitalisme que vous combattez et générateurs de pollution que vous dénoncez.

J. BELLAMY,
La Loupe

Nous nous demandons encore de quelles publicités il s'agit.

Ecrivez-nous, informez-nous, adressez vos lettres à : Christine Hemmet, Courrier des lecteurs, « Le Sauvage », 11, rue d'Aboukir, 75002 Paris.



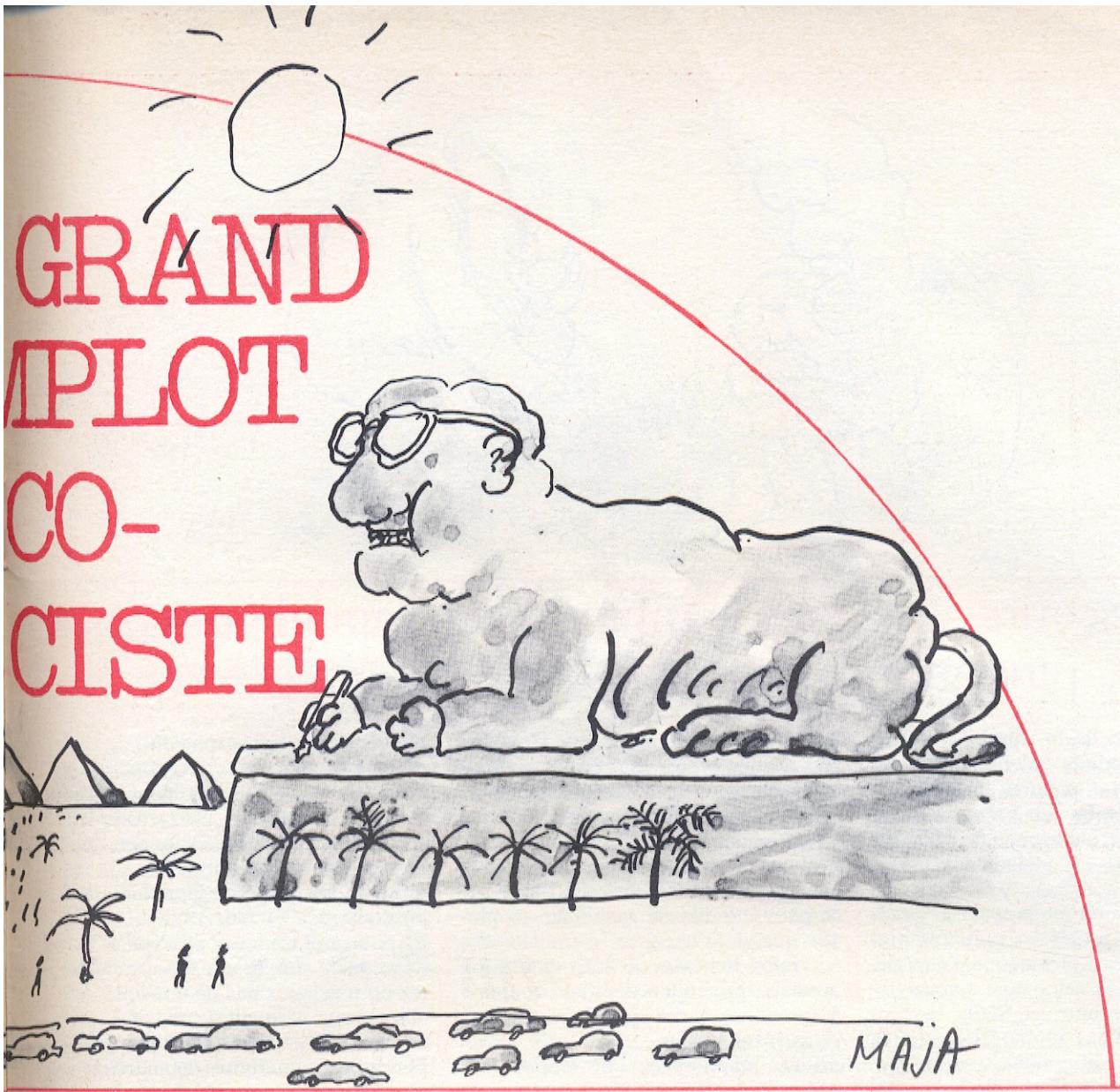
LE CO E FAS

Ne sous-estimez pas les capitalistes, leurs capacités d'adaptation et leurs ruses. S'ils s'intéressent aujourd'hui à l'écologie, c'est pour mieux nous récupérer et nous vendre un monde apparemment nouveau dont, en fait, ils garderont le contrôle. N'attendons pas l'avènement des éco-fascistes pour promouvoir une société « libre et non marchande ».

Quand ont paru le mémorandum Mansholt et le rapport Meadows au Club de Rome, la première réaction, chez beaucoup d'entre nous, était jubilante : enfin, le capitalisme avouait ses crimes. Il avouait que la logique du profit l'avait conduit à produire pour produire ; à rechercher la croissance pour la croissance ; à gaspiller des ressources irremplaçables ; à ravager la planète ; à rendre de plus en plus compliquée et onéreuse la satisfaction de besoins élémentaires (respirer, récupérer, se tenir propre, se loger, se mouvoir, etc.) ; à accroître la frustration des gens en même temps que la masse des biens marchands venus remplacer ce qui avait été gratuit jusque-là : l'air, le soleil, l'espace, les forêts, les mers... Il avouait que ça ne pouvait pas continuer ainsi sous peine de catastrophes menaçant d'extinction les formes supérieures de vie sur terre. Il reconnaissait que toutes les valeurs de la civilisation capitaliste devaient être réexaminées : il fallait changer la façon de vivre, de consommer, de produire.

Voilà le sens que, sans trop forcer, on pouvait trouver au mémorandum Mansholt et au rapport Meadows : ils apportaient de l'eau au moulin de tous ceux qui refusaient le capitalisme parce qu'ils en refusaient la logique : les prémisses et les conséquences. Fallait-il s'en réjouir ? C'est certain : les aveux de l'ennemi venaient souligner la pertinence de nos critiques les plus radicales. Cependant, rien n'était encore gagné pour autant : il n'y aura pas de miracle. Le capitalisme ne se transformera pas en son contraire parce que, frappés par la grâce, quelques très grands patrons ont reconnu les limites matérielles de la croissance. Au contraire : si le capitalisme admet aujourd'hui que ces limites existent ; que les trente prochaines années ne pourront ressembler aux trente dernières ; que la terre ne peut, sans industrialisation, nourrir les six milliards d'habitants de l'an 2000, mais que *cette* industrialisation, loin de les sauver, scellerait leur perte ; si le

GRAND /PLOT CO- CISTE



capitalisme intelligent reconnaît tout cela, ce n'est point, on s'en doute, pour préparer son suicide. C'est plutôt pour se préparer à livrer bataille sur de nouveaux terrains, avec de nouvelles armes et de nouveaux buts économiques.

Quels buts ? Ceux-là mêmes que la gauche, qu'il cherche maintenant à prendre de vitesse, aurait pu mettre en avant dans un programme révolutionnaire d'une simplicité redoutable : nous pouvons vivre *mieux* tout en consommant et en travaillant *moins*, mais autrement. La preuve de cette affirmation est facile, nous y reviendrons plus loin. La seule question qui se pose est : peut-on vivre mieux en consommant moins *dans le cadre du capitalisme ?*

Ne vous pressez pas trop de répondre ni, surtout, de démontrer (ce qui est théoriquement possible) que la réponse doit être négative. Car jamais le capitalisme conscient et organisé n'acceptera de poser la question sous cette forme. Cette question, pour lui, doit être balayée au profit d'un impératif : « Il faut que nous y arrivions. » Car du moment où il est établi que la poursuite de la croissance matérielle conduit à des impasses planétaires — et cela n'est pas niable, bien qu'on puisse chicaner sur les délais et les chiffres —, le problème posé au capitalisme est essentiellement pratique : il faut qu'il périsse ou qu'il change la base et la nature de sa croissance économique. Y réussira-t-il ? Il est trop tôt pour le dire. Mais ce qui est déjà sûr, c'est qu'il élabore les moyens théoriques et pratiques qui pourraient le rendre apte à affronter, par une grande mutation, la nouveauté historique d'un vrai problème. Ne sous-estimez pas sa capacité d'adaptation et sa ruse. Ne confondez pas le capitalisme avec l'obstination bornée de la majorité des patrons et des managers : ce ne sont pas eux qui élaborent la stratégie à long terme du capital. Celle-ci est conçue et mise en pratique discrètement par quelques dizaines de géants industriels et bancaires qui, en raison de leurs ramifications, sont obligés d'avoir une pensée planétaire à l'échéance de plusieurs décennies. Cette pensée, ils peuvent l'acheter comme tout le reste : il leur suffit d'en passer commande aux universités, fondations, centres de recherches. Le Club de Rome n'a rien fait d'autre : ce groupe, sélect, de patrons à surface mondiale a passé commande au M.I.T. Le M.I.T. a livré la marchandise, sous forme de recommandations abondamment fondées. Aux économistes maintenant de voir comment le capitalisme peut s'accommoder de ces recommandations. Rappelons-en les points saillants :

— A partir de 1975, la production industrielle des pays « riches » doit cesser de croître. Seules devront se développer, pendant quinze ans encore, les industries des pays « pauvres ».

— Vers 1990, la production industrielle mondiale devra avoir triplé, mais la consommation de ressources minérales ne sera plus qu'un quart de l'actuelle. Et cela grâce aux deux séries de mesures suivantes : ▶



Le discours buté et tyrannique du capital : « Plus, plus grand, plus vite »

a) Recherche de la durabilité maximale des produits : il faut qu'ils redeviennent pratiquement inusables et, pour le moins, faciles à réparer. Finis les continuels changements de mode et de modèle, les gadgets, la camelote.

b) Récupération et recyclage systématiques, de toutes les matières premières, qui, de même que l'énergie, seront allouées selon une rigoureuse planification centrale. Seule la production de biens immatériels pourra se développer librement.

Tout cela paraît du simple bon sens. Il suffira, en somme, de rendre les matériels six fois plus durables, en moyenne, pour qu'une production industrielle six fois moindre nous procure le même volume de valeurs d'usage. La répartition des biens matériels sera à peu près égalitaire, puisque, le plus souvent, ceux-ci dureront plus d'une génération. On travaillera moins, on achètera moins, et pourtant on n'aura à se priver de rien. A qui, en effet, manqueraient les « nouveautés » si elles n'étaient pas lancées sur le marché ? La TV couleur vous manquait-elle avant que les trusts de l'électronique la lancent ? Enrichit-elle votre vie ? Manquiez-vous de sous-vêtements pour hommes aux couleurs vives et à usure rapide ? Et la machine-électrique-qui-vous-dispense - de - faire - de - la - gymnastique - parce - qu'elle - fait - travailler - vos - muscles - sans - que - vous - ayez - à -lever - le - petit - doigt (« Vous pouvez tricoter pendant qu'elle travaille pour vous ») est-ce un enrichissement, un appauvrissement, un avachissement ou quoi ?

La cause est entendue : « Consommez moins, vous vivrez plus. » Mais si les choses sont aussi simples, pourquoi les capitalistes n'y ont-ils pas pensé plus tôt ? Pourquoi ont-ils créé d'abord la civilisation « opulente » — qui, en fait, est une civilisation de la pauvreté dans le gaspillage — plutôt que de s'occuper d'emblée des « vraies richesses » ? Et pourquoi, soudain, prétendent-ils s'en occuper ? La réponse à ces questions tient en deux propositions :

1° Le capitalisme développé est obligé au gaspillage s'il veut éviter la crise économique.

2° Le capitalisme développé est désormais obligé de cesser certains gaspillages s'il veut éviter des crises d'un autre ordre : écologiques d'abord, économiques et politiques ensuite.

Voyons ces deux propositions de plus près. Cela nous aidera à apprécier les redoutables problèmes de conversion que la non-croissance industrielle va poser au capitalisme.

Le capitaliste n'est pas d'abord quelqu'un qui a de la fortune et qui vit du travail des autres : cela, c'était déjà vrai de l'esclavagiste, de l'usurier, du féodal. Le propre du capitaliste, c'est que l'argent, pour lui, n'est pas d'abord quelque chose qu'on *dépense* (l'argent dépensé n'est, par essence, pas du capital), mais quelque chose qu'on investit en vue d'un profit qui sera investi à son tour en vue d'un profit plus grand encore et ainsi de suite à l'infini. La croissance du profit, de la production, de la firme est le seul critère de la réussite de ses dirigeants. Et peu importe que ceux-ci soient propriétaires ou gérants salariés, patrons de droit divin ou managers technocrates : dans tous les cas, ils doivent se conduire en capitalistes, c'est-à-dire faire leur le discours obsessionnel, buté, tyrannique du Capital qui ne sait dire autre chose que : « Plus, plus grand, plus vite. »

Et pourquoi toujours plus, plus vite ? C'est bien simple : si vous n'inventez ou n'achetez pas de nouvelles machines sur lesquelles un plus petit nombre d'ouvriers fabriquera une plus grande quantité de marchandises, un concurrent, soyez-en sûr, installera ces machines nouvelles avant vous et grignotera impitoyablement votre part du marché. Donc il vous faut prendre les devants : il faut que vos profits soient toujours *au moins* aussi importants que ceux des concurrents afin que vous puissiez toujours amortir et renouveler vos machines *au moins* aussi vite qu'eux.

Une autre politique, tendant à utiliser longtemps les mêmes machines et à fabriquer longtemps les mêmes modèles supposerait l'élimination préalable de toute concurrence. Et celle-ci ne peut être obtenue que de deux façons : la planification privée de la production par des accords de cartel auxquels chaque firme doit adhérer sous peine de sanctions aussi terribles que celles que la mafia inflige à une bande indisciplinée ; ou la planification publique et la gestion sociale de toute l'industrie.

Le renouvellement de plus en plus rapide des équipements (cinq ans, en moyenne) est donc dans la logique de la « saine compétition » capitaliste. Et cette accélération de l'inno-



Des montagnes de camelote transformées en montagnes de détritus

vation est d'autant plus marquée que, sous la pression des travailleurs, les salaires ont tendance à augmenter. Pour échapper à l'accroissement de ses coûts, à la baisse de ses profits, le capitaliste n'a qu'une issue : la fuite en avant par les investissements de productivité, par la « modernisation » continue des techniques, des machines, des méthodes. Plus, plus grand, plus vite.

Mais bientôt surgit un nouveau problème : qui va consommer ces flots croissants de marchandises que déversent des fabriques de plus en plus efficientes ? Combien de temps peut continuer cette course dans laquelle chacun cherche à prendre de vitesse les autres, à se soustraire à la baisse tendancielle du taux de profit en forçant l'allure des innovations ? N'arrivera-t-il pas un moment où la croissance devra s'arrêter parce que le marché sera physiquement incapable d'absorber un surcroît de marchandises ? Quelle catastrophe ce serait pour le Capital : les industries de biens de consommation cesseraient de croître et d'investir ; les industries de biens d'équipement ne marcheraient plus qu'au ralenti ; le chômage s'étendrait ; l'économie descendrait la spirale de la crise.

Comment éviter cette éventualité ? C'est très simple : pour être sûr que vos produits futurs ne vous resteront pas sur les bras, veillez donc à la destruction accélérée de vos produits passés et présents. Autrement dit, faites en sorte que les gens changent constamment l'ancien contre du neuf, soit parce que (usure physique) l'objet usé est irréparable — soit parce que (obsolescence morale) de grandes campagnes publicitaires vantent la supériorité des nouveaux modèles et font des modèles précédents, « démodés », un signe de pauvreté. Pour plus de sûreté, la plupart des grandes firmes veillent à ce que l'usure physique empêche les gens réfractaires à la mode de conserver trop longtemps un même objet. L'histoire suivante est particulièrement édifiante à cet égard : les premiers tubes fluorescents, mis au point en 1938 par Philips (Hollande), avaient une durée de vie de 10 000 heures. Ils pouvaient donc « brûler » sans interruption pendant quatorze mois. Mauvaise affaire, jugea la direction Philips, qui, avant de lancer ces tubes sur le marché, eut soin d'en réduire la durée de vie à 1 000 heures (ou 42 jours). « *L'Art du gaspillage* » (1), de Vance Packard contient de nombreuses anecdotes de ce genre.

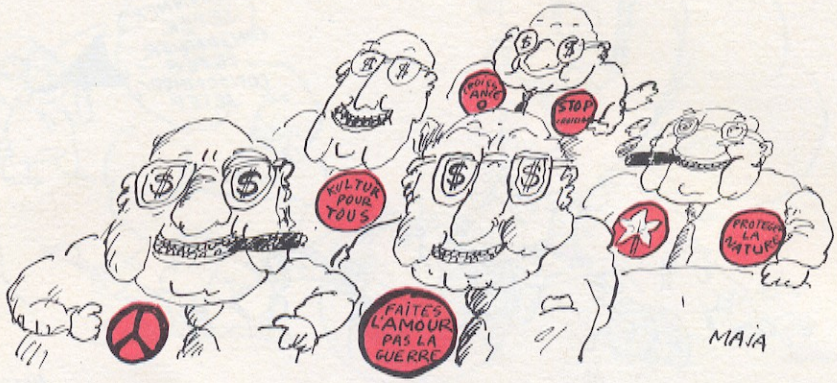
Prenez encore l'éloquent exemple suivant : supposez que, pour une dépense de 100 F (en cuir, travail, temps-machine) un industriel puisse produire *soit* cinq paires de chaussures ayant chacune une durée d'usage de 300 heures, *soit* deux paires ayant chacune une durée d'usage de 3 000 heures. Dans le premier cas, pour 100 F il crée 1 500 heures d'usage ; dans le second cas, il crée 6 000 heures d'usage. Quelle solution choisira-t-il ? La première, évidemment. D'abord parce qu'il pourra, sur chaque paire bon marché, faire un bénéfice proportionnellement plus élevé que sur chaque paire durable. Ensuite, et surtout, parce que les paires bon marché s'usent dix fois plus vite et qu'il pourra donc en vendre dix fois plus dans l'année : son profit, au bout du compte, sera facilement quinze fois plus élevé que s'il faisait des chaussures durables.

Qu'il gaspille du cuir, du travail, de l'énergie, des machines lui importe peu : la rentabilité (le profit) maximale ne s'obtient pas en économisant les facteurs, mais par des formes de gaspillage et de destruction qui assurent une rotation convenable du capital. Avec les profits réalisés, il ne restera plus au fabricant qu'à inventer de nouveaux modèles et de nouvelles méthodes qui accroissent encore la consommation de chaussures.

Ne réparez pas. Usez et jetez. Changez pour changer. Pour vous en donner le goût, voici d'abord les emballages perdus, puis les tissus jetables, bientôt la vaisselle jetable. Beautés de l'opulence ! La prospérité repose sur la transformation de plus en plus rapide de montagnes de camelote en montagnes de détritus ; et les heureux agents de cette transformation, appelés consommateurs, sont les mêmes qui usent sans joie leurs forces afin de produire ce que, entre le métro et le dodo, ils espèrent trouver le temps d'user. Le capitalisme n'a-t-il pas trouvé là le secret de la croissance indéfinie ?

Eh bien non. Depuis dix ans, environ, l'un des postulats implicites sur lesquels vivait le capitalisme ne tient plus : il a cessé d'être vrai que, plus on produit, plus le coût de chaque unité produite est faible et la somme des richesses grande. Passé un seuil, ▶

(1) *Calmann-Lévy éditeur.*



Les banques d'affaires veulent rentabiliser la qualité de la vie

c'est plutôt l'inverse : la croissance détruit plus de richesses qu'elle n'en crée et les coûts, directs ou indirects, vont croissant. Tous les pays « sur-développés » en font déjà l'expérience : la « qualité de la vie » baisse bien que la production croisse. Dans tous les bassins industriels, la limite physique de la croissance est atteinte et la rentabilité des investissements ne peut plus que décliner. New York, Detroit, Tokyo, la Ruhr et, depuis peu, Paris dépérissent des effets de leur cogestion. Les cours d'eau et les lacs sont devenus des bouillies pestilentielles et brunâtres ; les fumées chimiques embrument l'air et favorisent les affections des voies respiratoires ; le bruit, la saleté, les engorgements provoquent l'exode des gens aisés, et les impôts de ceux qui restent ne suffisent pas pour permettre aux villes de remonter la pente.

Pour produire plus, dans ces régions, il faudrait au préalable dépolluer l'eau et l'air à grands frais. Car l'environnement n'y peut recevoir les effluves de nouvelles industries — fussent-elles réputées « propres » — si le taux de pollution causé par les industries existantes n'est pas abaissé. Le coût des installations et des productions futures sera donc plus élevé que dans le passé. Les grandes industries se trouvent dans la situation d'un constructeur de voitures qui, pour continuer de vendre ses véhicules, devrait lui-même élargir les routes, en construire de nouvelles, raser le cœur des villes et le remodeler afin que l'automobile puisse passer. « Que les pollueurs soient les payeurs », dit-on. Parbleu. Mais quelle en est la conséquence ? L'augmentation des coûts et la baisse des profits. « Les patrons peuvent payer », ajoute-t-on. C'est bien vrai. Mais ils feront alors payer tout le monde. Car si les capitalistes doivent investir dans la « technologie propre », c'est de deux choses l'une :

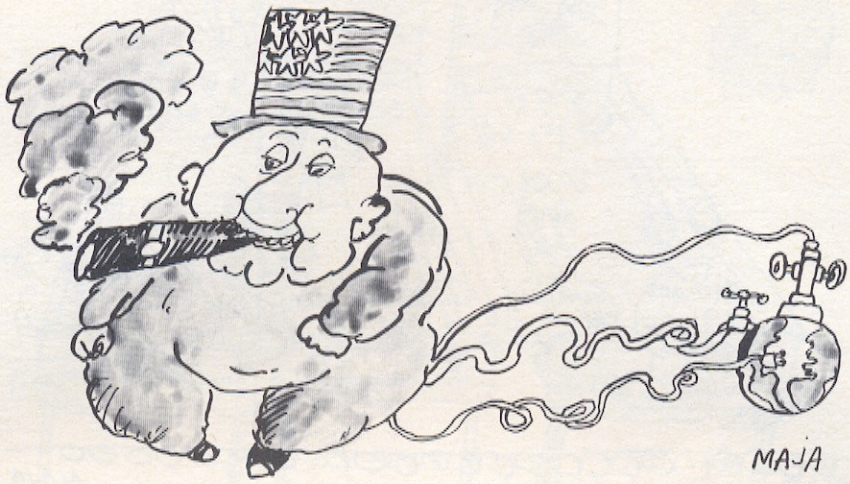
— ils financent ces investissements sur leurs profits en ne relevant pas leurs prix de vente. Leurs profits baissent donc, la croissance de la production est alors freinée ou même enrayée, le chômage s'étend, les salaires réels baissent (c'est le cas aux Etats-Unis) ;

— les capitalistes relèvent leurs prix afin de préserver leurs profits. Mais dans ce cas, les biens matériels devenant de plus en plus chers, les gens en achèteront relativement moins. La production de biens matériels, cette fois encore, sera freinée en faveur de la lutte contre les nuisances.

Le résultat final, dans les deux cas, est donc le même : la croissance ne peut continuer au même rythme et de la même façon qu'avant. Le souci de la « qualité de la vie » n'est pas compatible avec la croissance des productions matérielles qui a prévalu jusqu'ici. Les grandes firmes en sont bien conscientes. Conglomérats, multinationales, grandes banques d'affaires tirent la conclusion qui s'impose : il faut que la qualité de la vie devienne une affaire rentable ; au lieu de s'accrocher désespérément aux productions matérielles, il faut s'en détourner progressivement en faveur des productions immatérielles. Il n'y a pas de limite à la croissance de celles-ci ; l'avenir leur appartient.

Le Club de Rome, Sicco Mansholt, Robert Lattès le disent si candidement qu'on s'est longuement interrogé sur leurs arrière-pensées. Mais pourquoi auraient-ils des arrière-pensées ? Ce sont tout simplement des réalistes. Les rêveurs, ce sont tous ces industriels classiques qui se prétendent partisans de la croissance continue alors que le prix de l'énergie et des principaux métaux est appelé à décupler ; que le manque d'eau oblige à la distillation des mers ou au recyclage des eaux usées ; que l'évacuation de la chaleur et des déchets produits par les centrales thermiques pose des problèmes dont nul ne connaît encore la solution ; que la nécessité de ménager ou même de reproduire l'environnement grèvera de plus en plus lourdement les coûts de production.

Les chiffres du rapport Meadows ont beau être sujets à caution, cela ne change rien à la vérité fondamentale de sa thèse : la croissance matérielle a des limites physiques, et toute tentative pour reculer ces limites (en recyclant et dépolluant) ne fait que déplacer le problème : car la régénération de l'air, de l'eau, des métaux exige des quantités accrues d'une ressource limitée entre toutes, l'énergie, et toutes les formes d'énergie indstriellement disponibles entraînent une pollution chimique, thermique et (ou) radioactive. Dans l'avenir prévisible, l'énergie sera de plus en plus coûteuse et rare.



Empoisonner le Congo, dévaster l'Amazonie, pomper l'Iran, humilier l'Inde

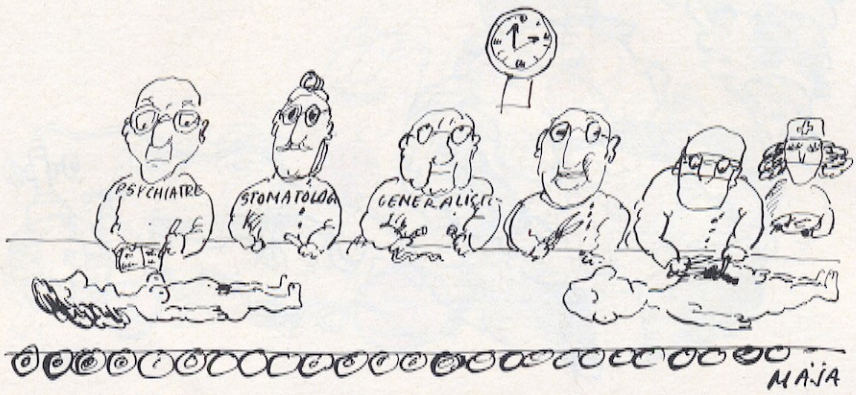
Le problème est donc clair : il faut que la croissance change de base, qu'elle porte prioritairement sur les marchandises immatérielles. Mais qu'est-ce que cela signifie concrètement ? Et d'abord, comment le capitalisme s'y prendra-t-il pour que cette mutation s'opère sans crise grave ? Vous avez la réponse sous les yeux : il suffit de voir comment le monde surindustrialisé se débarrasse de ses industries et de leurs nuisances en direction de pays et de continents pauvres. La croissance de l'industrie automobile américaine n'a guère lieu qu'en Espagne et au Brésil. Fiat ne se développe plus guère qu'en U.R.S.S., en Espagne et en Argentine. Renault se procure une proportion croissante de ses pièces auprès de ses licenciés yougoslaves et roumains. Les meubles scandinaves vont se faire fabriquer en Pologne, une bonne part des caméras allemandes viennent de Singapour, la grosse chimie allemande installe ses nouvelles usines au Brésil (encore), dans une dizaine d'années São Paulo sera une agglomération de 20 millions d'habitants. Un rapport d'experts préparé pour la Rand Corporation annonce que les Etats-Unis, avant la fin du siècle, feront fabriquer à l'étranger la totalité de leurs produits manufacturés et n'auront plus sur leur territoire que des industries scientifiques et tertiaires. Peut-être vous demandez-vous avec quoi, alors, ils paieront leurs produits manufacturés ? Mais avec les profits, voyons, que leurs rapporteront (et rapportent déjà) les usines américaines de par le monde. Les Américains deviendront, selon les prévisions de la Rand, un peuple de banquiers, occupé principalement à faire tourner et fructifier les milliards prélevés sur le travail des autres. La façon dont le gouvernement américain gère l'actuelle crise monétaire se comprend mieux dans cette perspective. Et aussi la façon dont d'autres nations y réagissent. Car Allemands, Japonais, Britanniques, Français, Hollandais ont les mêmes ambitions que les Américains, quoique à une moindre échelle : ils veulent de leur côté parasiter le reste du monde, à l'ombre tutélaire des Etats-Unis et en compétition avec eux (l'un n'exclut pas l'autre).

Quel merveilleux projet ! A nous la propreté, les productions immatérielles, les loisirs, l'opulence — aux pays du « tiers monde », à condition qu'ils soient bien sages, les productions matérielles, les saletés, les nuisances, la sueur, les fatigues, les villes congestionnées et polluées. Quand le rapport Meadows envisage le triplement de la production industrielle mondiale, tout en recommandant sa non-croissance dans les pays industrialisés, n'est-ce pas à cette vision néo-impérialiste de l'avenir qu'il se réfère implicitement ? Et nous, allons-nous acheter cette marchandise-là ? Sous prétexte de préserver (à supposer que ce soit encore possible) notre environnement (ou ce qu'il en reste, allons-nous faire alliance avec les patrons mondiaux du Club de Rome afin que, aidés au besoin de défoliants et de napalm, ils aillent plutôt empoisonner le Congo et le Zambèze, dévaster l'Amazonie, pomper l'Iran et faire travailler les chômeurs de l'Inde aux tâches que les « gens évolués » refusent ? Bon appétit.

De toute façon, cette exportation des industries et de leurs nuisances ne peut être qu'une étape transitoire, préparant un certain type de non-croissance. Elle peut aider les firmes multinationales à étaler les risques, à gagner du temps, à compenser la décapitalisation des industries-mères et, surtout, à *créer les conditions d'une cartellisation générale :* quand les industries du monde entier seront contrôlées par un petit nombre de firmes (trois cents, prévoit-on) celles-ci pourront s'entendre entre elles, se répartir les marchés, se partager les ressources minérales, aligner leurs prix, planifier leur production totale, employer les mêmes techniques, s'abstenir de toute concurrence.

Tout cela s'est déjà vu durant la grande dépression des années 1930. Le capitalisme peut accepter la non-croissance à condition d'éliminer la concurrence au profit d'une cartellisation générale qui gèle le rapport des forces entre firmes, leur garantit leurs profits et substitue la planification capitaliste au jeu du marché.

Mais essayons de voir plus loin. Avec ces profits garantis, que pourront faire les grandes firmes ? Ne pas les investir signifierait que le capitalisme agonise, qu'il est devenu parasitaire, semblable à la domination de la mafia. Les patrons du Club de Rome pensent encore qu'il y a mieux à faire. Puisque les occasions de nouveaux investissements rentables dans ▶



Si l'on industrialisait la médecine, le sexe, l'éducation, la culture...

les productions matérielles seront barrées, pourquoi ne chercheraient-ils pas à accaparer et à industrialiser les productions immatérielles, dont beaucoup sont encore artisanales et pré-capitalistes ? Pensez : si on industrialisait la médecine, le sexe, l'éducation, la culture, quel immense champ s'ouvrirait à la croissance capitaliste.

Il ne s'agit point là d'idées farfelues. Sur l'industrialisation du sexe les recherches (nous y reviendrons) avancent d'un bon pas. Elles ne sont pas plus folles que n'aurait paru, il y a seulement vingt ans, l'idée d'une industrialisation du soleil, du plein air et des paysages. Or cette industrialisation approche déjà de son terme : conglomérats et banques sont en train d'acheter les derniers sites où l'on peut encore jouir gratuitement du soleil, de la mer ou d'un panorama. Ils y édifient des aérodromes, des tours d'appartements, des hôtels avec piscine, plage équipée, port de plaisance, parkings, de sorte que si vous voulez vous détendre au soleil *vous devez obligatoirement passer par* (*et payer*) *les moyens industriels* à l'utilisation desquels la jouissance du soleil, de la plage, de la détente est subordonnée.

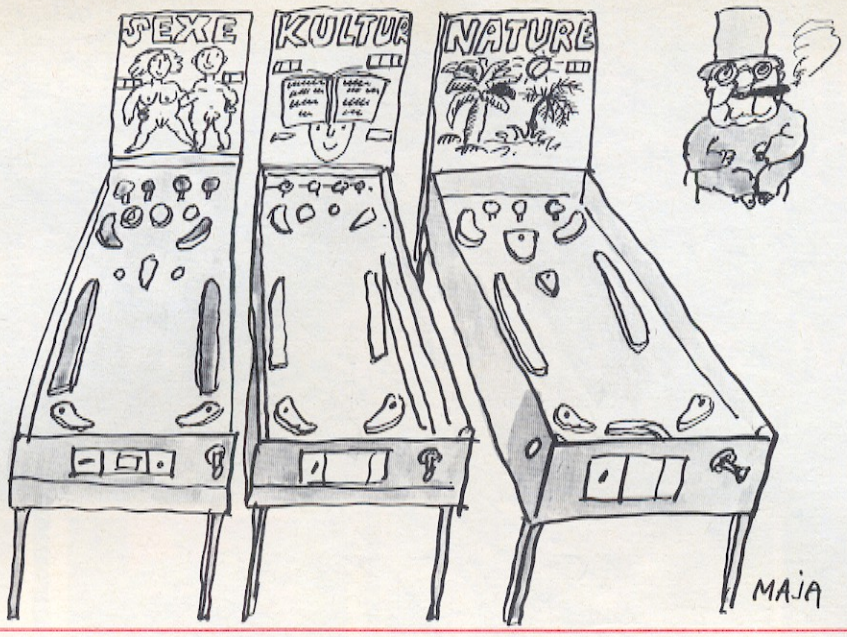
Le capitalisme a réussi ce tour de force de *capitaliser* les sites et paysages, c'est-à-dire de les transformer en un capital que personne, pourtant, n'a apporté, et de les gérer, exploiter et louer aux « usagers ». Il a suffi, pour cela, d'*industrialiser le mode d'accès et le mode d'emploi de ces sites*. Pourquoi ne pas en faire autant pour les autres « consommations immatérielles » ?

Prenez la médecine. Elle reste encore en grande partie un artisanat de luxe. Déjà le capital a persuadé les gens qu'ils ne pouvaient pas se soigner ni même rester en bonne santé sans des moyens industriels — en majorité « bidon » ou toxiques — que, sous des emballages et des noms compliqués, ils doivent se procurer en pharmacie. On les a aussi convaincus qu'il fallait un centre industriel de soins, dit hôpital, pour les soigner (sinon les guérir). Or, par une sorte de scandale logique, la plupart des ordonnateurs de produits pharmaceutiques et de soins industrialisés restent encore indépendants du capital.

Cette survivance ne peut durer : médecins et psychiatres devront devenir les salariés du capital, il faudra que leur fonction s'industrialise. Et avant longtemps, vous apprendrez sans doute qu'un conglomérat contrôlant des laboratoires pharmaceutiques, des cliniques, des fabriques d'électronique médicale et des compagnies d'assurance, a lancé « l'assurance santé », avec la bénédiction et le soutien financier de l'Etat : seront couverts contre les risques de diverses maladies tous ceux qui souscriront un « abonnement santé », comportant de périodiques analyses médicales automatisées, des vaccinations, médications préventives et régimes alimentaires, tout cela, bien entendu, à l'aide de produits fabriqués par le conglomérat et sous le contrôle de médecins salariés auxquels celui-ci aura payé leurs études.

En même temps que la santé, pourquoi ne pas industrialiser le sexe ? Le professeur John Postgate, de l'université du Sussez, expose des idées assez détaillées à ce sujet dans le *New Scientist* d'avril 1973. Pour réduire la croissance démographique, Postgate propose une pilule permettant aux couples d'avoir exclusivement des garçons. Etant donné la phallocratie dominante, les couples, pense Postgate, voudront en grande majorité avoir des garçons seulement, si bien que le monde comptera finalement cinq ou cinquante fois plus d'hommes que de femmes. Conséquence automatique : la baisse brutale de la natalité. Conséquence annexe : l'homosexualité et, surtout, la masturbation deviendront prédominantes.

Postgate, qui a l'esprit industriel, ne dit pas : « Il ne restera plus aux hommes qu'à se masturber » ; il écrit : « Des substituts mécaniques et graphiques aux pratiques sexuelles normales pourraient être largement utilisés. » Et voilà l'industrie de la sexualité. Les substituts mécaniques et graphiques seront rapidement perfectionnés, des moyens électriques, électroniques (nous allons voir qu'ils existent déjà) et chimiques feront leur apparition ; les machines à sous à masturber garniront les couloirs des cinémas érotiques (qui, fait notable, ont réussi à sauver l'*industrie* cinématographique de la crise où



Des « psychochirurgiens » procèdent actuellement à des mutilations cérébrales

l'avait mise la télévision).

Le principe, comme vous voyez, est toujours le même : il faut empêcher les gens de satisfaire leurs besoins de façon spontanée et autonome ; il faut que, pour leur satisfaction, ils dépendent de moyens institutionnels et industriels dont ils ne peuvent disposer que s'ils les *achètent* ou les *louent* aux institutions qui en détiennent ce qu'Illich appelle le « monopole radical ».

Et pourquoi s'arrêter en si bon chemin ? Pourquoi le Capital ne prendrait-il pas aussi le contrôle de la prostitution afin de l'industrialiser, au lieu de l'abandonner aux artisans, à la mafia et à la police ? Il suffirait, pour cela, qu'il rende à cette profession ses titres. Il suffirait que cette société qui a codifié et professionnalisé tout savoir-faire, qui a conféré à l'institution scolaire le monopole radical de la transmission des aptitudes (de celles, du moins, qui sont socialement reconnues), admette également la création d'un Diplôme d'aptitude sexuelle (D.A.S.) : l'industrie de la prostitution serait née en même temps qu'une nouvelle compétence professionnelle qui, sanctionnée par un titre scolaire, sera une source précieuse de nouvelles inégalités. Il y aura les titulaires du D.A.S. et les autres, ce qui permettra de mieux hiérarchiser une population en bonne partie désœuvrée et vivant de l'assistance publique (2) : l'ordre pourra y reposer sur la domination des supermâles. Ce ne serait pas la première fois.

Tout cela ne serait-il pas dans la logique de l'école ? Sa fonction n'est-elle pas de briser les réactions spontanées, d'intercaler entre le désir et la possibilité d'apprendre un lourd appareil institutionnel, sélectif et disciplinaire, qui scolarise bien plus qu'il n'enseigne et n'éduque ? L'école (M. Fontanet vient de le rappeler) est l'appareil essentiel de reproduction de l'ordre social. Quand, enfin, enseignera-t-elle aussi à marcher et à parler aux tout-petits ? Pensez au marché que cela ouvrirait à l'industrie des biens plus ou moins immatériels : appareils audio-visuels pour enseigner la parole, appareils électromécaniques transistorisés pour apprendre à marcher viendront s'ajouter aux riches machines à enseigner qui, enfin, permettent réellement d'industrialiser l'édition, l'enseignement, la « Kultur ».

Direz-vous que ce sont là des idées folles ? Prenez garde : des idées de ce type sont propagées par un influent groupe de psychiatres qui tiennent pour fous les gens qui s'insurgent contre cet « éco-fascisme » montant. Vous avez, par exemple, le Dr Frank Ervine, psychiatre à Boston, qui propose de lobotomiser — c'est-à-dire de détruire, par chirurgie cérébrale, les facultés créatrices et réflexives — les gens dont les actes dépassent « un niveau acceptable de violence ». Une centaine de ces « psychochirurgiens » (américains et européens) procèdent actuellement à ce genre de mutilations cérébrales, notamment chez des détenus, des « fous », des enfants difficiles et des femmes (3).

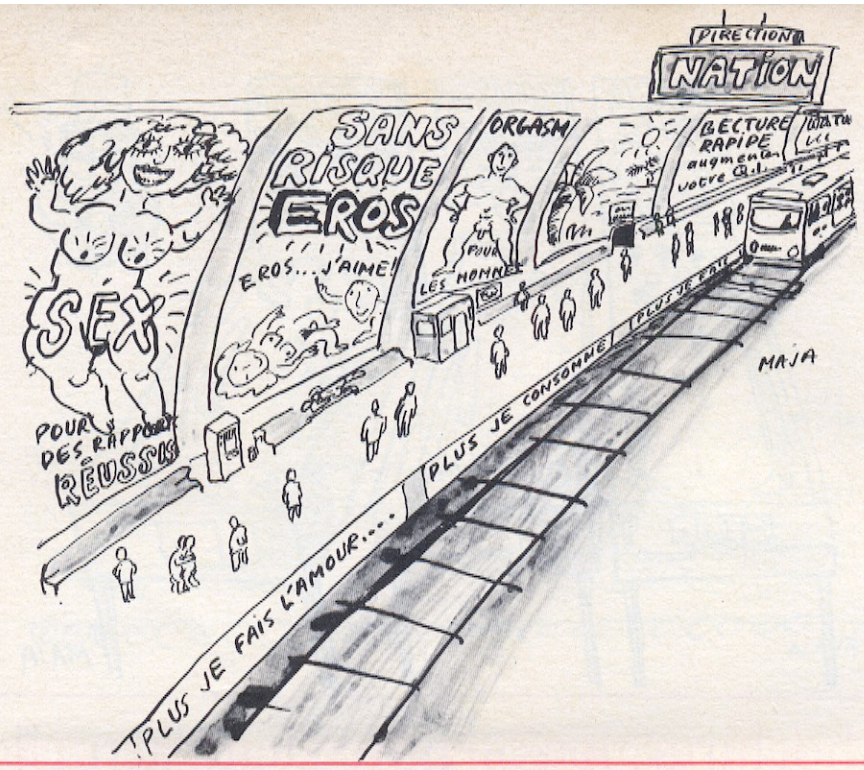
Le Dr Robert Heath, de l'université de Tulane, par exemple, parvient à inverser le comportement sexuel grâce à l'implantation d'électrodes dans le cerveau. Certains de ses patients, avec vingt-cinq électrodes implantées, sont des sortes de zombies télécommandés par ondes hertziennes. Chez d'autres, les électrodes sont connectées à des « paquets de plaisir » transistorisés, grâce auxquels les « patients » peuvent approcher l'orgasme jusqu'à mille fois par heure. Cela les rend, bien entendu, tout à fait dociles, ce qui est le but.

Mais le principal pionnier du « contrôle physique de l'esprit » est le Dr José Delgado, théoricien d'une « société psycho-civilisée » dans laquelle les comportements, sentiments et actions des hommes seraient commandés à distance grâce à un ordinateur central, un peu de la même façon que les vaisseaux spatiaux. Il s'agit, en somme, de faire des hommes des robots commandés par un ordinateur garant de l'ordre universel. Qui programmera l'ordinateur ? ▶

---

(2) *Un septième de la population de New York — soit plus d'un million de personnes — vit d'assistance publique. Ce chiffre ne peut aller qu'en augmentant.*

(3) *La psychochirurgie est une technique plus raffinée et efficace que celle mise au point par le Dr Skinner et que, aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne, on applique à des détenus, violents ou homosexuels.* L'Orange Mécanique *décrivait très fidèlement la méthode de Skinner et ses effets.*



Quel projet opposer à ces sinistres ingénieurs de l'âme ?

Vous le devinez : un comité de psychiatres, seuls détenteurs et garants de la santé mentale. « Nous sommes en train de créer une civilisation où ceux qui s'écartent de la norme s'exposent au risque d'une mutilation cérébrale », écrit le Dr Peter Breggin (4).

« Il n'est pas du tout exclu, écrit d'autre part Ivan Illich, que, effrayés par les dangers qui les menacent, les gens remettent leur sort entre les mains de technocrates qui se chargeraient de maintenir la croissance juste en deçà du seuil de destruction de la vie. Ce fascisme technocratique assurerait également la subordination maximale des hommes aux outils, en tant que producteurs et consommateurs à la fois. L'homme survivrait dans des conditions qui enlèveraient à sa vie toute valeur : il serait enfermé du berceau à la tombe dans une école planétaire, un hôpital planétaire qui ne se distingueraient que par leur nom d'une prison planétaire. La tâche principale des ingénieurs serait de fabriquer un type d'homme adapté à cette condition. »

Nous savons désormais par les psychochirurgiens que cela est matériellement possible.

Quel projet opposer à ces sinistres ingénieurs de l'âme ? Celui d'une société où les individus, librement associés en vue de buts communs, auraient le maximum d'autonomie individuelle et collective. Mais cela suppose évidemment la subversion non seulement de la propriété, mais aussi de la nature des techniques de production, des moyens de production, des formes de collaboration productive (5). Car il est illusoire de croire que les notions de « collaboration volontaire », de « planification démocratique », d' « autogestion ouvrière » pourront jamais conserver un sens dans une usine de 20 000 ouvriers, produisant des pneus ou des souliers pour tout un pays, drainant la main-d'œuvre de toute une ville ou région et la condamnant ainsi à dépendre pour tout le reste de paysans inconnus, d'usines lointaines, de bureaucrates anonymes organisant des échanges abstraits.

Non, rassurez-vous : il ne s'agit pas de revenir à l'agriculture de subsistance ni à l'autarcie des communes ; mais de rétablir un équilibre entre production institutionnelle et autonomie des communautés de base. Reprenez, sous cet angle, l'exemple des chaussures. Supposez que la production sociale institutionnalisée ne porte que sur quatre ou cinq modèles de base, très durables et répondant aux besoins que, périodiquement consultés, les gens auront exprimés. Voilà pour le nécessaire : il peut être planifié centralement, il peut être assuré en ramenant à une dizaine d'heures par semaine le travail des ouvriers et des usines de la chaussure.

Pour le reste — le non-nécessaire, le superflu, le luxe — vous trouverez à travers le pays des centaines d'ateliers ouverts jour et nuit, équipés de machines intelligentes, robustes, faciles à réparer et à manier : vous y fabriquerez vous-même (après avoir payé la matière première) les chaussures à votre goût. C'est une chose que vous aurez apprise dès l'enfance : confectionner vêtements et chaussures, façonner et cuire la glaise, former et ajuster le bois et le métal, faire pousser les légumes, cela fait partie de l'éducation de base, de même que l'électricité et la mécanique.

Et voilà, le tour est joué : le plan central et sa bureaucratie sont réduits à peu de choses et laissent subsister un vaste secteur *libre mais non marchand* grâce auquel individus, quartiers, communes façonnent à leur guise leur vie et leur milieu de vie, qui, enfin, sont *les leurs*.

« La crise générale, écrit Ivan Illich, ne peut être surmontée que par la réduction des outils et du pouvoir au sein de la société. »

Michel BOSQUET

(4) *Dans une communication insérée dans le* Congressional Record, *équivalent américain du* Journal officiel, *en France.* Le Sauvage *compte publier dans un prochain numéro cette communication du Dr Breggin, dont* Les Temps Modernes *d'avril 1973 ont présenté un texte bien documenté.*

(5) *Ce que les marxistes appellent les rapports de production.*

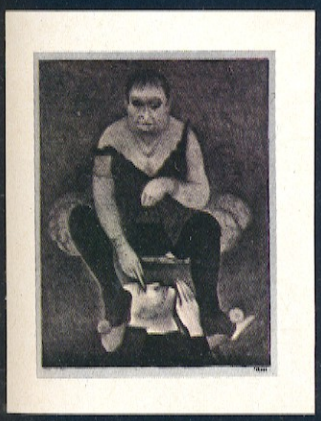
POUR VOUS OU VOS AMIS, CHOISISSEZ PARMI CES ŒUVRES DESSINÉES PAR LES ARTISTES EUX-MÊMES





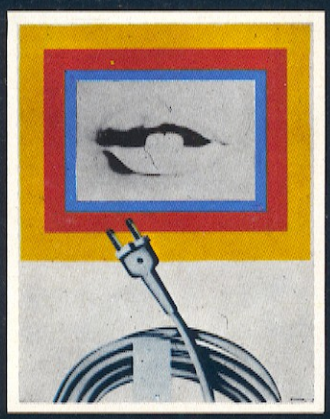


1	4	7
2	5	
3	6	









Il suffit de quelques détails. Demain, ce seront vos estampes... contemporaines que l'on voudra voir absolument. Vous serez les seuls à posséder ces œuvres originales et numérotées dont chaque exemplaire est signé de la main de l'artiste.

Aujourd'hui, grâce à un accord avec le club AEC, nous pouvons vous proposer des lithographies, des sérigraphies, des eaux-fortes, à des prix tout à fait exclusifs (qui sont en fait des prix d'ateliers).

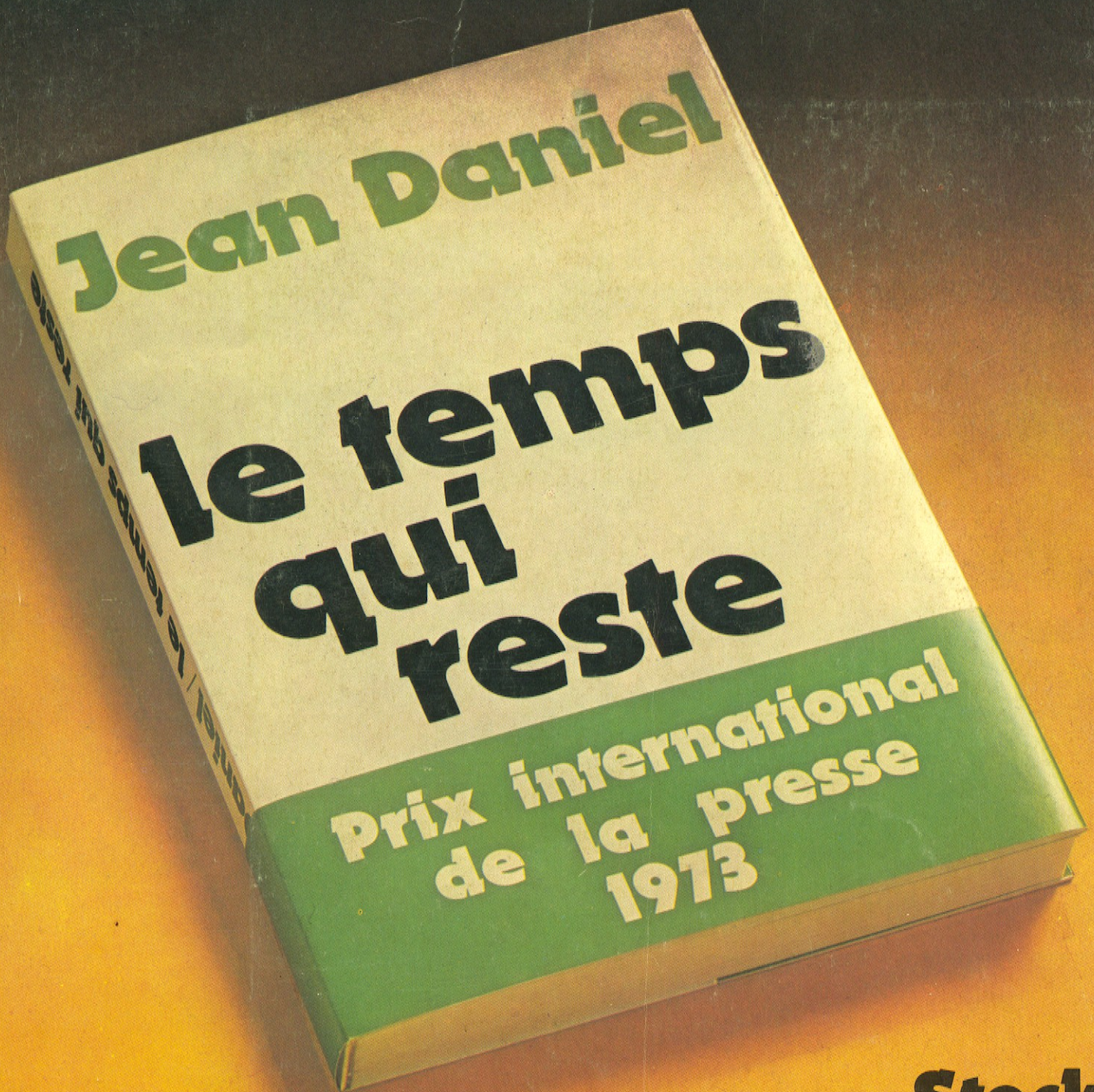
1. COULOT	205 F	Format 50 × 65
2. FORGAS	90 F	Format 24 × 32
3. CARDINAUX	90 F	Format 24 × 32
4. RANCILLAC	210 F	Format 50 × 65
5. MEISTER	225 F	Format 50 × 65
6. KLASEN	245 F	Format 50 × 65
7. VAFIADIS	225 F	Format 50 × 65

ATTENTION !

En raison du nombre très limité de ces œuvres, nous serons sans doute amenés à refuser des souscriptions. Si vous désirez profiter de cette bonne affaire et réaliser un placement sûr, ne tardez pas, retournez-nous dès aujourd'hui votre bon de commande.

L'ESPRESSO, ITALIE
NEWSWEEK, USA
NIN, YOUGOSLAVIE
LE NOUVEL OBSERVATEUR, FRANCE
THE OBSERVER, GRANDE-BRETAGNE
DER SPIEGEL, ALLEMAGNE
TRIUNFO, ESPAGNE

ONT CHOISI



Stock